Registraire
des entreprises
Québec

Le 20 novembre 2024

20036072301

TechnoCorp Inc.
Michael Johnson
8108 Homestead Drive,
Gaspésie-Sud, QC G0C 7C0

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 6969420420
Numéro de référence de la demande : 020200118425192

Nom de l'entreprise : TechnoCorp Inc.

Objet : Envoi des statuts et du certificat de constitution

Vous trouverez ci-joints les statuts et le certificat de constitution que nous avons déposés au registre des entreprises le 20 novembre 2024 pour la société par actions Solutions AutoConform Inc.. Cette dernière a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions et immatriculée sous le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1180371420. Ce numéro lui servira d'identifiant et devra être mentionné lors de toute communication avec nous. L'avis établissant l'adresse du siège et la liste des administrateurs de la société a aussi été déposé au registre sous ce NEQ.

Notez que vous devez produire une déclaration initiale dans les 60 jours suivant la date d'immatriculation ou de constitution de la société. Vous pouvez remplir cette obligation en utilisant les services en ligne disponibles à **Québec.ca**. Une pénalité vous sera imposée en cas de retard.

Vous devez aussi produire chaque année, durant la période déterminée par règlement, une déclaration de mise à jour annuelle. De plus, s'il survient un changement concernant la société, vous devez mettre à jour les renseignements déclarés au registre en produisant, dans les 30 jours suivant la date de ce changement, une déclaration de mise à jour courante ou annuelle, selon le cas.

Vous pouvez utiliser les services en ligne à partir de l'espace sécurisé Mon bureau, disponibles à **Québec.ca**. En vous authentifiant à l'aide du code clicSÉQUR express ou clicSÉQUR - Entreprises, vous pouvez produire des déclarations en ligne, effectuer des paiements, suivre le traitement de vos demandes et recevoir les messages que le Registraire transmet à l'entreprise. Un code d'accès clicSÉQUR express lui sera automatiquement attribué et vous sera expédié par la poste dans un délai de 15 jours ouvrables. Si vous souhaitez obtenir un code d'utilisateur clicSÉQUR - Entreprises, vous devez inscrire l'entreprise à ce service. Pour plus d'information, consultez **www.clicsequr.entreprises.gouv.qc.ca**.

Par ailleurs, vous devez vérifier la légalité et l'exactitude du contenu du certificat que nous vous transmettons de même que les renseignements publiés au registre.

... verso

Si vous désirez obtenir des renseignements supplémentaires, nous vous invitons à consulter **Québec.ca**. Vous pouvez aussi communiquer avec Services Québec au 418 644-0075 si vous habitez la région de Québec, au 1 800 644-0075 (sans frais) si vous habitez ailleurs au Canada ou aux États-Unis, ou au 1 418 644-0075 (des frais s'appliquent) si vous habitez ailleurs dans le monde. Notez que le personnel de Services Québec peut donner des explications, mais devra s'en tenir à l'information qui figure dans cette communication. Si vous êtes un intermédiaire autorisé par le Registraire des entreprises à transmettre électroniquement des documents pour le compte d'un tiers, nous vous invitons à communiquer avec nous en utilisant les coordonnées que vous trouverez dans la Docuthèque.

Nous vous remercions de votre collaboration et de votre apport visant à maintenir la

qualité

de l'information présentée au registre des entreprises.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

Annie Breton

p. j. Documents

Demande ***020200118425192***

NEQ Visé: ***6969420420***

Annotations au dossier en date du ***2024-11-20***

Date	Utilisateur	Annotation	Section du formulaire	Source

Date	Annotation	Détail
2024-11-19 22:18:48	NEQ attribué à l'entreprise:	6969420420

Demande ***020200118425192***

NEQ Visé: ***6969420420***

Motif de refus de noms

Date	Utilisateur	Annotation	Nom

Certificat de constitution

Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

J'atteste que la société par actions

TechnoCorp Inc.

a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions le 19 novembre 2024.

Déposé au registre le 20 novembre 2024 sous le numéro d'entreprise du Québec 6969420420

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

Statuts de constitution

Loi sur les sociétés par actions, RLRQ, chapitre S-31.1

1 Nom de la société par actions

TechnoCorp Inc.

Version(s) du nom de la société dans une autre langue que le français, s'il y a lieu

2 Capital-actions

Capital Actions - TechnoCorp Inc.

3 Restrictions sur le transfert des titres ou des actions ,s'il y a lieu

Tout transfert de titre ou action doit être autorisé par le conseil d'administration de la société.

4 Nombre d'administrateurs

Nombre fixe
ou
Nombre minimal 2
Nombre maximal 10

5 Limites imposées aux activités ,s'il y a lieu

6 Autres dispositions ,s'il y a lieu

7 Date et heure à attribuer au certificat,s'il y a lieu

Date Heure

8 Fondateurs

Nom de famille et prénom du fondateur ou nom de la personne morale agissant à ce titre de

Johnson, Michael

Adresse complète

8108 Homestead Drive, Gaspésie-Sud, QC G0C 7C0

Loi constitutive (titre et référence exacte) de la personne morale agissant à titre de fondateur

Nom de la personne autorisée par la personne morale

Signature électronique de

Michael Johnson

Réservé à l'administration

Numéro de référence de la demande : 020200118425192
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 6969420420
Désignation numérique :

Avis établissant l'adresse du siège et la liste des administrateurs

Loi sur les sociétés par actions, RLRQ, chapitre S-31.1

1 Nom de la société par actions

TechnoCorp Inc.

Version(s) du nom de la société dans une autre langue que le français, s'il y a lieu

2 Adresse du siège
24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4

3 Liste des administrateurs

Nom de famille et prénom

Johnson, Michael

Adresse du domicile 8108 Homestead Drive, Gaspésie-

Sud, QC G0C 7C0

Nom de famille et prénom

Smith, Jane

Adresse du domicile

92 Forest Drive, Tantallon, NS B3Z 6G8

Nom de famille et prénom

Doe, John

Adresse du domicile

9548 Parker Street, L'Assomption, QC J5W 7E2

Nom de la personne autorisée
Michael Johnson

Signature électronique de
Michael Johnson

Réservé à l'administration

Numéro de référence de la demande : 020200118425192
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 6969420420
Désignation numérique :

Déclaration relative au nom

Nom de la société par actions : TechnoCorp Inc.

Je, soussigné(e), Michael Johnson, déclare que des moyens raisonnables ont été pris afin de s'assurer que le nom choisi est conforme à la loi, et que je suis la personne autorisée à signer la présente déclaration.

Signature électronique de Michael Johnson

CAPITAL-ACTIONS DE TECHNOCORP INC.

Le capital-actions autorisé de TechnoCorp inc. (ci-après, la "**Société**" se compose de quatre catégories d'actions. Les droits et restrictions afférents aux actions de catégories "A", "B", "C" et "A" sont les suivants :

A) ACTIONS DE CATÉGORIE « A » (ACTIONS ORDINAIRES)

A.1 GÉNÉRALITÉS :

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie "A". Ces actions sont sans valeur nominale.

A.2 DROIT DE VOTE :

Les actions de catégorie ***« A »*** comportent le droit de voter à toute assemblée des actionnaires. Elles confèrent le droit de recevoir un avis de convocation. Chaque actionnaire dispose, lors de l'assemblée, d'une voix par action.

A.3 DIVIDENDE ET RELIQUAT DES BIENS :

Sujet aux droits et restrictions afférents aux autres catégories d'actions, les actions de catégorie ***« A »*** comportent le droit :

a) de recevoir tout dividende déclaré;

b) de partager le reliquat des biens en cas de liquidation ou de dissolution de la Société.

A.4 ACHAT DE GRÉ À GRÉ:

Sous réserve des articles 95, 96 et 97 de la Loi sur les sociétés par actions, la Société peut, sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de catégorie « A » entièrement payées qu'elle a émises.

La Société doit, dans les trente (30) jours de l'acquisition de gré à gré qu'elle a faite d'actions de catégorie « A » en circulation, aviser ses autres actionnaires. Cet avis indique le nombre d'actions acquises, le nom des actionnaires de qui la Société a acquis ces actions, le prix payé pour ces actions et tout solde dû aux actionnaires. Dans le cas où la contrepartie n'est pas en argent, l'avis doit indiquer la nature de cette contrepartie et sa valeur.

La Société n'est pas tenue de faire parvenir cet avis si tous les actionnaires, que leurs actions comportent ou non le droit de vote, renoncent à le recevoir. La Société fait parvenir un avis aux actionnaires qui ne l'ont pas informée par écrit de leur désir de ne pas le recevoir.

La Société doit fournir gratuitement, à tout actionnaire qui en fait la demande, une copie de l'entente en vertu de laquelle elle a acquis les actions de catégorie « A ».

L'achat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions.*

A.5 RESTRICTION :

La Société ne peut payer aucun dividende sur les actions de catégorie ***« A »*** si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégorie ***« C »*** en circulation.

B) ACTIONS DE CATÉGORIE « B » (ACTIONS DE CONTRÔLE)

B.1 GÉNÉRALITÉS :

LaSociété estautorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie ***« B »***. Ces actions sontsans valeur nominale. Cesactions ne peuvent être émises que si elles sont entièrement payées.

B.2 DROIT DE VOTE :

Les actions de catégorie ***« B »*** comportent le droit de voter à toute assemblée des actionnaires. Elles confèrent le droit de recevoir un avis de convocation. Chaque actionnaire dispose, lors de l'assemblée, de dix voix par action.

B.3 DIVIDENDE :

Les actions de catégorie ***« B »*** ne comportent pas le droit de recevoir un dividende.

B.4 LIQUIDATION ET DISSOLUTION :

Les actions de catégorie "B" ont le droit de partager le reliquat des biens, en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, un montant égal au prix de rachat de ces actions à ce moment déterminé au paragraphe B.6. Ce montant est versé en priorité sur tout montant auquel ont droit, en cas de liquidation ou de dissolution, les actions de catégories « C », « D » et « A ».

B.5 PARTICIPATION ADDITIONNELLE :

Les actions de catégorie "B" ne participent pas autrement au partage du reliquat des biens en cas de liquidation ou de dissolution de la Société.

B.6 RACHAT AUTOMATIQUE :

La Société rachète, pour un prix égal au prix de rachat à ce moment, les actions de catégorie ***« B »*** appartenant à un actionnaire qui décède, fait faillite ou cession de ses biens, fait une proposition concordataire à ses créanciers, fait l'objet d'une saisie de ses actions de la Société ou, de façon générale, se prévaut de toute loi en faveur des débiteurs insolvables.

Le prix de rachat des actions de catégorie ***« B »*** à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de catégorie « ***B*** », augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

Sous réserve des articles 95 et 96 de la *Loi sur sociétés par actions*, la Société doit, dans les 60 jours, payer en entier le prix de rachat à la personne qui y a droit.

Si la Société n'est pas en mesure de payer en entier ce prix de rachat, la personne qui y a droit devient alors créancière de la Société et elle a le droit d'être payée aussitôt que la Société peut légalement le faire. La Société doit remettre à cette personne une preuve de sa créance.

Les règles de rachat automatique mentionnées précédemment ne s'appliquent pas à l'actionnaire de catégorie ***« B »*** qui détient ces actions à titre de bénéficiaire.

Le rachat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions.*

B.7 ACHAT DE GRÉ À GRÉ:

Sous réserve des articles 95, 96 et 97 de la Loi sur les sociétés par actions, la Société peut, sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de catégorie « B » qu'elle a émises.

La Société doit, dans les trente (30) jours de l'acquisition de gré à gré qu'elle a faite d'actions de catégorie « B » en circulation, aviser ses autres actionnaires. Cet avis indique le nombre d'actions acquises, le nom des actionnaires de qui la Société a acquis ces actions, le prix payé pour ces actions et tout solde dû aux actionnaires. Dans le cas où la contrepartie n'est pas en argent, l'avis doit indiquer la nature de cette contrepartie et sa valeur.

La Société n'est pas tenue de faire parvenir cet avis si tous les actionnaires, que leurs actions comportent ou non le droit de vote, renoncent à le recevoir. La Société fait parvenir un avis aux actionnaires qui ne l'ont pas informée par écrit de leur désir de ne pas le recevoir.

La Société doit fournir gratuitement, à tout actionnaire qui en fait la demande, une copie de l'entente en vertu de laquelle elle a acquis les actions de catégorie « B ».

L'achat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la Loi sur les sociétés par actions.

C) ACTIONS DE CATÉGORIE « C » (ACTIONS DE ROULEMENT)

C.1 GÉNÉRALITÉS :

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie "**C**". Ces actions sont sans valeur nominale.

C.2 DROIT DE VOTE :

Sousréserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions*, les actions de catégorie ***« C »***ne comportent pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la Société, ni de recevoir un avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

C.3 DIVIDENDE :

Les actions de catégorie ***« C »*** comportent le droit de recevoir, en priorité sur les actions de catégories ***« D »*** et ***« A »***, un dividende fixe mensuel, préférentiel et non cumulatif à un taux de 1 % par mois du prix de rachat de ces actions déterminé au paragraphe C.6. Le conseil d'administration fixe les modalités de paiement de ce dividende. Une fois un mois écoulé, aucun dividende ne peut être déclaré pour ce mois.

C.4 LIQUIDATION ET DISSOLUTION:

Les actions de catégorie "C" ont le droit de partager le reliquat des biens, en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, un montant égal au prixde rachat de ces actions à ce moment déterminé au paragraphe C.6, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions. Ce montant est versé en priorité sur tout montant auquel ont droit, en cas de liquidation ou de dissolution les actions de catégories "A" et "D".

C.5 PARTICIPATION ADDITIONNELLE :

Le droit des actions de catégorie "C" de recevoir tout dividende déclaré ou de partager le reliquat des biens de la Société en cas de liquidation ou de dissolution de celle-ci est restreint à ceux prévus ci-dessus. Ces actions ne participent pas autrement dans les biens, les profits, ou les surplus d'éléments d'actif de la Société.

C.6 RACHAT À LA DEMANDE DE L'ACTIONNAIRE :

Un actionnaire de catégorie « C » peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la Société lui rachète la totalité ou une partie des actions de catégorie « C » entièrement payées qu'il détient, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

La Société acquiert les actions dès la réception de la demande écrite ou à toute autre date prévue à la demande. Elle dispose alors, sous réserve des articles 95 et 96 de la Loi sur les sociétés par actions, d'un délai de trente (30) jours pour payer le prix de rachat à l'actionnaire.

Si la Société n'est pas en mesure de payer en entier ce prix de rachat, l'actionnaire devient alors créancier de la Société et il a le droit d'être payé aussitôt que la Société peut légalement le faire. La Société doit remettre à l'actionnaire une preuve de sa créance.

Le prix de rachat, à un moment donné, est établi en additionnant les montants suivants :

la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de catégorie « C », augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions; plus

une prime égale à la différence entre la juste valeur marchande de la totalité des biens reçus par la Société à l'occasion d'un échange de biens qui comportait, entre autres, l'émission d'actions de catégorie « C », et le total formé de la somme versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions et de la juste valeur marchande de tout bien, autre que les actions de catégorie « C », que la Société a remis lors de cet échange de biens.

La juste valeur marchande des biens reçus par la Société à l'occasion de l'échange est celle établie par la Société et l'actionnaire au moment de l'émission de ces actions.

Si les autorités fiscales, fédérale ou provinciale, attribuent aux biens reçus par la Société une juste valeur marchande différente de celle établie au moment de l'émission de ces actions, le montant de la prime est réduit ou augmenté en conséquence, à la condition que la Société et l'actionnaire aient eu l'occasion de débattre avec l'autorité fiscale concernée ou devant le tribunal la validité de cette évaluation. L'évaluation retenue est alors celle :

1. qui sert de base à toute cotisation ou nouvelle cotisation, dans le cas où elle ne fait pas l'objet d'un appel;

2. convenue entre la Société, l'actionnaire et l'autorité fiscale concernée, en règlement de toute cotisation, nouvelle cotisation ou projet de cotisation; ou

3. établie de façon définitive par un tribunal.

Dans le cas d'une différence entre l'évaluation fédérale et provinciale, le rajustement est effectué sur la base de la moins élevée de ces évaluations.

Si le prix de rachat est rajusté postérieurement au rachat d'une ou de plusieurs de ces actions, la Société paie au détenteur des actions rachetées, ou le détenteur rembourse à la Société, la différence entre le prix de rachat de ces actions tel que rajusté et le prix de rachat initialement payé par la Société.

Si des dividendes ont été payés avant le rajustement, la Société ou l'actionnaire doit, selon le cas, payer ou rembourser le montant des dividendes dus. Le paiement ou le remboursement est effectué dans les soixante (60) jours de la date du rajustement du prix de rachat.

Toutefois, la Société ne peut effectuer aucun paiement qui contrevient aux articles 95, 96 et 104 de la Loi sur les sociétés par actions.

Le rachat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la Loi sur les sociétés par actions.

C.7 ACHAT DE GRÉ À GRÉ :

Sous réserve des articles 95, 96 et 97 de la Loi sur les sociétés par actions, la Société peut, sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de catégorie « C » entièrement payées qu'elle a émises. Toutefois, la Société ne peut acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

Dans les trente (30) jours suivant l'acquisition de gré à gré d'actions de catégorie « C » en circulation, la Société doit aviser ses autres actionnaires. Cet avis indique le nombre d'actions acquises, le nom des actionnaires de qui la Société a acquis ces actions, le prix payé pour ces actions ainsi que tout solde dû aux actionnaires. Lorsque la contrepartie n'est pas en argent, l'avis doit également préciser la nature de cette contrepartie et sa valeur. La Société n'est toutefois pas tenue de faire parvenir cet avis si tous les actionnaires, qu'ils détiennent ou non des actions comportant le droit de vote, renoncent à le recevoir. La Société transmet un avis uniquement aux actionnaires qui ne l'ont pas informée par écrit de leur désir de ne pas le recevoir.

Tout actionnaire peut, sur demande, obtenir gratuitement une copie de l'entente en vertu de laquelle la Société a acquis les actions de catégorie « C ». L'achat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la Loi sur les sociétés par actions.

D) ACTIONS DE CATÉGORIE « D » (ACTIONS D'INVESTISSEMENT)

D.1 GÉNÉRALITÉS :

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie "D". Ces actions sont sans valeur nominale.

D.2 DROIT DE VOTE :

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les Sociétés par actions*, les actions de catégorie ***« D »*** ne comportent pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la Société, ni de recevoir un avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

D.3 DIVIDENDE :

Les actions de catégorie ***« D »*** comportent le droit de recevoir, en priorité sur les actions de catégorie ***« A »***, un dividende fixe annuel, préférentiel et non cumulatif à un taux de 8 % par année du prix de rachat de ces actions déterminé au paragraphe D.6. Le conseil d'administration fixe les modalités de paiement de ce dividende.

D.4 LIQUIDATION ET DISSOLUTION :

Les actions de catégorie "D" ont le droit de partager le reliquat des biens, en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, un montant égal au prix de rachat de ces actions à ce moment déterminé au paragraphe D.6, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions. Ce montant est versé en priorité sur tout montant auquel ont droit, en cas de liquidation ou de dissolution, les actions de catégorie "A".

D.5 PARTICIPATION ADDITIONNELLE :

Le droit des actions de catégorie "D" de recevoir tout dividende déclaré ou de partager le reliquat des biens de la Société en cas de liquidation ou de dissolution de celle-ci est restreint à ceux prévus ci-dessus. Ces actions ne participent pas autrement dans les biens, les profits, ou les surplus d'éléments d'actif de la Société.

D.6 RACHAT UNILATÉRAL:

Sous réserve des articles 95 et 96 de la *Loi sur les sociétés par actions,* la Société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de catégorie ***« D »*** entièrement payées qu'elle a émises pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat des actions de catégorie ***« D »*** à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de catégorie « ***D*** », augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

La Société donne un avis écrit à cet effet d'au moins 30 jours de la date prévue pour le rachat. Le rachat s'il est partiel, se fait proportionnellement au nombre d'actions de catégorie ***« D »*** en circulation sans tenir compte des fractions d'action.

La Société ne peut racheter unilatéralement les actions de catégorie ***« D »*** que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions.*

D.7 RACHAT À LA DEMANDE DE L'ACTIONNAIRE :

Un actionnaire de catégorie « D » peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la Société lui rachète la totalité ou une partie des actions de catégorie « D » entièrement payées qu'il détient pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

La Société acquiert les actions dès la réception de la demande écrite ou à toute autre date prévue à la demande; elle dispose alors, sous réserve des articles 95 et 96 de la Loi sur les sociétés par actions, d'un délai de 30 jours pour payer le prix de rachat à l'actionnaire.

Si la Société n'est pas en mesure de payer en entier ce prix de rachat, l'actionnaire devient alors créancier de la Société et il a le droit d'être payé aussitôt que la Société peut légalement le faire. La Société doit remettre à l'actionnaire une preuve de sa créance.

Le prix de rachat des actions de catégorie « D » à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de catégorie « D », augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé qui affecte ces actions.

Le rachat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la Loi sur les sociétés par actions.

D.8 ACHAT DE GRÉ À GRÉ :

Sous réserve des articles 95, 96 et 97 de la Loi sur les sociétés par actions, la Société peut, sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de catégorie « D » entièrement payées qu'elle a émises. La Société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

La Société doit, dans les trente (30) jours de l'acquisition de gré à gré qu'elle a faite d'actions de catégorie « D » en circulation, aviser ses autres actionnaires. Cet avis indique le nombre d'actions acquises, le nom des actionnaires de qui la Société a acquis ces actions, le prix payé pour ces actions et tout solde dû aux actionnaires. Dans le cas où la contrepartie n'est pas en argent, l'avis doit indiquer la nature de cette contrepartie et sa valeur.

La Société n'est pas tenue de faire parvenir cet avis si tous les actionnaires, que leurs actions comportent ou non le droit de vote,, renoncent à le recevoir. La Société fait parvenir un avis aux actionnaires qui ne l'ont pas informée par écrit de leur désir de ne pas le recevoir.

La Société doit fournir gratuitement, à tout actionnaire qui en fait la demande, une copie de l'entente en vertu de laquelle elle a acquis les actions de catégorie « D ».

L'achat par la Société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la Société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la Loi sur les sociétés par actions

RÈGLEMENT N^{O} 1

(Étant le règlement intérieur)

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »

A. INTERPRÉTATION

1. Définitions

Dans ce règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions suivantes ont le sens suivant:

«**actionnaire**»: tout détenteur d'actions inscrit au registre des valeurs mobilières de la Société, y compris un représentant de l'actionnaire;

«**convention unanime des actionnaires**»: une convention visée à l'article 213 de la Loi, intervenue entre tous les actionnaires de la Société;

«**dirigeant**»: une personne visée à l'article 37 du présent règlement;

«**émetteur assujetti**»: un émetteur assujetti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1);

«**groupement**»: toute personne morale, tout groupement de personnes ou tout groupement de biens, incluant, notamment, une Société contractuelle, une coentreprise ou une fiducie;

«**Loi**»: la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ, c. S-31.1. Toute référence à cette Loi dans le règlement intérieur de la Société s'interprète comme une référence aux dispositions modifiées ou substituées de cette Loi;

«**personnes liées**»: sont des personnes liées une personne et:

1° son conjoint, ses enfants et ceux de son conjoint, de même que ses parents et ceux de son conjoint;

2° son associé;

3° la succession ou la fiducie dans laquelle elle a un droit appréciable de la nature de ceux d'un bénéficiaire ou à l'égard de laquelle elle remplit des fonctions de liquidateur de succession, de fiduciaire ou autre administrateur du bien d'autrui, de mandataire ou de dépositaire;

4° la personne morale dont elle détient des titres lui assurant plus de 10 % d'une catégorie d'actions comportant le droit de voter à toute assemblée des actionnaires, le droit de recevoir tout dividende déclaré ou celui de partager le reliquat de ses biens en cas de liquidation.

«**résolution ordinaire**»: une résolution devant être adoptée à la majorité des voix exprimées lors d'une assemblée par les actionnaires habiles à voter sur cette résolution ou une résolution devant être signée par tous ces actionnaires;

«**résolution spéciale**»: une résolution devant être adoptée par au moins les deux tiers des voix exprimées lors d'une assemblée par les actionnaires habiles à voter sur cette résolution ou une résolution devant être signée par tous ces actionnaires.

2. Dispositions interprétatives

1° le genre masculin comprend les deux sexes, à moins que le contexte n'indique le contraire;

2° le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension. Le nombre pluriel peut ne s'appliquer qu'à une seule personne ou qu'à un seul objet si le contexte s'y prête;

3° les titres employés dans le présent règlement ne font pas partie de celui-ci; ils n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information.

B. SIÈGE, ÉTABLISSEMENT ET SCEAU DE LA SOCIÉTÉ

3. Siège

Le siège de la Société doit être situé en permanence au Québec. La Société peut déplacer son siège en respectant les dispositions de la Loi.

4. Établissement

La Société peut, en plus de son siège, posséder à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec, d'autres établissements, bureaux ou agences.

5. Sceau de la Société

La Société peut adopter un sceau, mais elle n'y est pas tenue. L'absence de sceau sur un document de la Société ne rend pas ce dernier nul.

C. LIVRES DE LA SOCIÉTÉ

6. Livres

La Société tient, à son siège ou en tout autre lieu désigné par le conseil d'administration des livres où figurent:

1° les statuts, le règlement intérieur et toute convention unanime des actionnaires;

2° les procès-verbaux des assemblées et les résolutions des actionnaires;

3° les nom et domicile des administrateurs en indiquant, pour chacun, les dates de commencement et de fin de leur mandat ;

4° le registre des valeurs mobilières.

Le secrétaire ou tout autre dirigeant désigné à cette fin par le conseil d'administration tient ces livres à jour.

Les actionnaires peuvent consulter ces livres pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la Société et en obtenir gratuitement des extraits. Ils peuvent également, sur demande et sans frais, obtenir une copie des statuts, du règlement intérieur et de toute convention unanime des actionnaires.

Les créanciers de la Société peuvent, de la même manière, consulter toute convention unanime des actionnaires.

7. Registre des valeurs mobilières

Le registre des valeurs mobilières de la Société contient, relativement aux actions, les informations suivantes:

1° les noms, par ordre alphabétique, et l'adresse des personnes qui détiennent ou ont détenu ces actions;

2° le nombre d'actions détenues par ces personnes;

3° la date et les détails de l'émission et du transfert de chaque action;

4° le montant dû sur chaque action, le cas échéant.

8. Livres comptables et du conseil d'administration

La Société tient aussi des livres comptables et des livres où figurent les procès-verbaux des réunions ainsi que les résolutions du conseil d'administration et de ses comités. Ces livres sont conservés au siège de la Société ou en tout autre lieu désigné par le conseil d'administration.

La Société est tenue de conserver chaque livre comptable pendant une période de six ans suivant la fin de l'exercice auquel il se rapporte.

Seuls les administrateurs et le vérificateur ont accès à ces livres. Les actionnaires peuvent toutefois consulter toute partie des procès-verbaux du conseil d'administration ou tout autre document dans lesquels un administrateur ou un dirigeant fait la dénonciation d'intérêt mentionnée aux articles 20 et 43 ci-après.

D. CONSEIL D'ADMINISTRATION

9. Fonctions et pouvoirs

Sous réserve d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion. Sauf dans la mesure prévue par la Loi, l'exercice de ces pouvoirs ne nécessite pas l'approbation des actionnaires.

De façon générale, le conseil d'administration exerce les pouvoirs et pose les actes que la Société est autorisée à poser; il peut aussi conclure tout contrat au nom de la Société. Sauf disposition contraire d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration peut, pour le compte de la Société:

1° contracter des emprunts;

2° émettre, réémettre, vendre ou hypothéquer ses titres de créance;

3° la rendre caution de l'exécution d'une obligation d'une autre personne;

4° hypothéquer tout ou partie de ses biens, présents ou futurs, afin de garantir l'exécution de toute obligation.

10. Délégation de pouvoirs

Les pouvoirs du conseil d'administration peuvent être délégués à un administrateur, à un dirigeant ou à un ou plusieurs comités du conseil. Toutefois, le conseil d'administration ne peut déléguer le pouvoir:

1° de soumettre aux actionnaires des questions qui nécessitent leur approbation;

2° de combler les postes vacants des administrateurs ou du vérificateur ou, si la Société est un émetteur assujetti ou compte au moins 50 actionnaires, de nommer des administrateurs supplémentaires;

3° de nommer le président de la Société et, s'il y a lieu, le président du conseil d'administration, le responsable de la direction, le responsable de l'exploitation ou le responsable des finances, quelle que soit leur désignation, et de fixer leur rémunération;

4° d'autoriser l'émission d'actions;

5° d'approuver le transfert d'actions non payées;

6° de déclarer des dividendes;

7° d'acquérir, notamment par achat, rachat ou échange, des actions émises par la Société;

8° de procéder à la subdivision, à la refonte ou à la conversion d'actions;

9° d'autoriser le versement d'une commission à une personne qui achète des actions ou autres valeurs mobilières de la Société, ou qui s'engage à acheter ou à faire acheter ces actions ou valeurs;

10° d'approuver les états financiers présentés aux assemblées annuelles des actionnaires;

11° de prendre le règlement intérieur, de le modifier ou de l'abroger;

12° d'autoriser les appels de versements;

13° d'autoriser la confiscation d'actions;

14° d'approuver une modification aux statuts permettant la division en série d'une catégorie d'actions non émises et d'établir la désignation, les droits et restrictions qui s'y rattachent;

15° d'approuver une fusion simplifiée.

11. Nombre

Le nombre d'administrateurs est indiqué dans les statuts. Si les statuts prévoient un nombre minimal et un nombre maximal d'administrateurs, le conseil d'administration est composé du nombre fixe d'administrateurs, compris entre ces nombres minimal et maximal, déterminé par résolution du conseil d'administration, ou à défaut, égal au nombre d'administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.

Une modification des statuts qui réduit le nombre d'administrateurs ne met pas fin au mandat des administrateurs en fonction.

Les administrateurs élus lors d'une assemblée qui, compte tenu des circonstances, ne peut élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum au sein du conseil d'administration.

12. Qualités

Toute personne physique peut être administrateur de la Société à l'exception:

1° d'un mineur;

2° d'un majeur en tutelle ou en curatelle;

3° d'un failli;

4° d'une personne à qui le tribunal interdit l'exercice de cette fonction;

5° d'une personne déclarée incapable en vertu d'une décision rendue par un tribunal étranger.

Sauf disposition contraire des statuts, la qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être administrateur de la Société.

13. Élection et durée du mandat

Les administrateurs sont élus chaque année à l'assemblée annuelle des actionnaires.

L'élection d'un administrateur se fait à la pluralité des voix, c'est-à-dire que les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix sont élus par ordre décroissant, jusqu'à concurrence du nombre de postes à combler.

Les administrateurs demeurent en fonction jusqu'à l'assemblée annuelle subséquente.

Le vote pour l'élection des administrateurs se fait à main levée ou, à la demande d'un actionnaire habile à voter, au scrutin secret.

Un administrateur sortant est rééligible.

14. Fin du mandat

Le mandat d'un administrateur prend fin par son décès, par sa démission, par sa révocation ou par son inhabilité à exercer son mandat.

15. Démission

Un administrateur peut démissionner en tout temps de son poste. La démission de l'administrateur prend effet à la date de la réception par la Société de l'avis écrit qu'il en donne ou à la date postérieure qui y est indiquée. Une démission n'a pas à être motivée.

16. Révocation

Les actionnaires peuvent, lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer les administrateurs par résolution ordinaire. Lorsque des actionnaires ont un droit exclusif d'élire les administrateurs, le mandat de ces derniers ne peut être révoqué que par résolution ordinaire de ces mêmes actionnaires.

L'administrateur dont la révocation du mandat est proposée à une assemblée peut y assister et y prendre la parole ou, s'il n'est pas présent à l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution proposant la révocation de son mandat dans une déclaration écrite, lue par le président de l'assemblée ou rendue disponible aux actionnaires avant ou lors de cette assemblée.

Une vacance découlant d'une révocation prononcée lors d'une assemblée est comblée par les actionnaires lors de la même assemblée ou, à défaut, par les administrateurs lors d'une réunion subséquente.

La révocation d'un administrateur, tout comme son élection, relève des actionnaires. Elle peut être faite en tout temps et n'a pas besoin d'être fondée sur des motifs particuliers. Ni la Société ni les actionnaires qui votent en faveur de la révocation n'encourent de responsabilité envers l'administrateur du simple fait de sa révocation, même non motivée.

17. Vacance

Sauf disposition contraire des statuts, les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler une vacance au sein du conseil d'administration à l'exception de celle qui résulte du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts.

Toutefois, les administrateurs en fonction doivent, dans les meilleurs délais, convoquer une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances résultant de l'absence de quorum ou du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts. S'ils négligent ou refusent de le faire, tout actionnaire peut convoquer cette assemblée.

L'administrateur nommé ou élu pour combler une vacance s'acquitte de son mandat pour la durée non écoulée du mandat de son prédécesseur.

18. Administrateur sortant et déclaration de mise à jour

Un administrateur qui cesse d'occuper ses fonctions est autorisé à signer au nom de la Société et à produire conformément à la *Loi sur la publicité légale des entreprises* une déclaration de mise à

jour indiquant ce changement, à moins qu'il n'ait reçu, dans les 30 jours de la date où ce changement a pris effet, une preuve que la Société a produit cette déclaration.

19. Devoirs des administrateurs

Sous réserve des dispositions de la Loi, les administrateurs sont soumis aux obligations auxquelles est assujetti un administrateur d'une personne morale en vertu du *Code civil du Québec*. En conséquence, les administrateurs sont notamment tenus envers la Société, dans l'exercice de leurs fonctions, d'agir avec prudence et diligence de même qu'avec honnêteté et loyauté dans son intérêt.

De façon particulière, mais sans restreindre la portée générale de ce qui précède:

1° un administrateur ne peut confondre les biens de la Société avec les siens ni utiliser à son profit ou au profit d'un tiers les biens de la Société ou l'information qu'il obtient en raison de ses fonctions, à moins qu'il soit expressément autorisé à le faire par les actionnaires de la Société;

2° à moins d'obtenir l'autorisation expresse du conseil d'administration, un administrateur doit respecter la confidentialité des délibérations du conseil d'administration, de tout document interne et de tout autre renseignement auquel il a accès dans l'exercice de ses fonctions, qui n'est pas de notoriété publique et qui n'a pas été divulgué publiquement par la Société;

3° un administrateur ne doit pas se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur de la Société.

4° un administrateur doit dénoncer à la Société tout intérêt qu'il a dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre elle, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

20. Contrats ou opérations – dénonciation d'intérêts

Un administrateur doit dénoncer la nature et la valeur de tout intérêt qu'il a dans un contrat ou dans une opération, en cours ou projeté, auquel la Société est partie. Par «intérêt» on entend tout avantage financier relatif à un contrat ou à une opération qui peut raisonnablement être considéré comme étant susceptible d'influencer une prise de décision par l'administrateur. En outre, un projet de contrat ou un projet d'opération, y compris les négociations s'y rapportant, est assimilé à un contrat ou à une opération.

Un administrateur doit aussi dénoncer tout contrat ou opération, en cours ou projeté, auquel est partie la Société et:

1° une personne qui lui est liée;

2° un groupement dont il est administrateur ou dirigeant;

3° un groupement dans lequel il a un intérêt ou dans lequel une personne qui lui est liée a un intérêt.

L'administrateur satisfait à son obligation si, dans les cas visés au paragraphe 2°, il dénonce qu'il est administrateur ou dirigeant du groupement ou si, dans les cas visés au paragraphe 3°, il dénonce la nature et la valeur de l'intérêt qu'il, ou qu'une personne qui lui est liée, a dans ce groupement.

À moins qu'elle ne soit consignée au procès-verbal de la première réunion du conseil d'administration au cours de laquelle le contrat ou l'opération, en cours ou projeté, est discuté, la dénonciation d'un intérêt, d'un contrat ou d'une opération par un administrateur est faite par écrit, dès qu'il en a connaissance, au conseil d'administration.

La dénonciation doit être faite même s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération, en cours ou projeté, qui ne requiert pas l'approbation du conseil d'administration.

21. Contrats ou opérations – vote

L'administrateur ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver ou modifier un contrat ou une opération, en cours ou projeté, visé à l'article précédent, ou pour y mettre fin, ni assister aux délibérations au cours desquelles l'approbation, la modification ou la terminaison de ce contrat ou de cette opération est discutée, sauf si celui-ci ou celle-ci:

1° porte essentiellement sur sa rémunération ou sur celle d'une personne qui lui est liée en qualité d'administrateur de la Société ou d'une personne morale de son groupe;

2° porte essentiellement sur sa rémunération ou sur celle d'une personne qui lui est liée en qualité de dirigeant, d'employé ou de mandataire de la Société qui n'est pas un émetteur assujetti ou d'une personne morale de son groupe;

3° porte sur l'indemnisation des administrateurs en certaines circonstances ou sur l'assurance couvrant leur responsabilité souscrite par la Société;

4° est conclu avec une personne morale du même groupe, lorsque l'intérêt de l'administrateur se limite à être l'administrateur ou le dirigeant de cette personne morale.

Si le quorum nécessaire au vote sur la résolution présentée pour faire approuver un contrat ou une opération n'est pas atteint uniquement parce qu'un administrateur n'a pas le droit d'assister aux délibérations, les autres administrateurs présents sont réputés constituer le quorum aux fins du vote.

Le contrat ou l'opération, en cours ou projeté, peut être approuvé uniquement par les actionnaires ayant droit de vote, par résolution ordinaire, lorsque tous les administrateurs doivent s'abstenir de voter. La dénonciation doit être faite aux actionnaires de façon suffisamment claire avant l'approbation du contrat ou de l'opération.

22. Rémunération

Sauf disposition contraire d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration fixe, de temps à autre, par résolution, la rémunération des administrateurs. De plus, le conseil d'administration peut, par résolution, accorder une rémunération particulière à un administrateur qui exécute pour le compte de la Société un mandat particulier ou supplémentaire. Les administrateurs ont aussi le droit d'être remboursés pour les frais de déplacement et tous les frais et dépenses raisonnables encourus dans l'exercice de leur fonction.

E. RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

23. Lieu

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège de la Société ou à tout autre endroit, au Québec ou ailleurs, que choisit le président ou le conseil d'administration.

24. Convocation

Les réunions du conseil d'administration ont lieu aussi souvent que le président ou deux administrateurs le jugent nécessaire. Elles sont convoquées par le président ou deux administrateurs, ou par le secrétaire sur demande du président ou de deux administrateurs. Le délai de convocation est d'au moins deux jours.

L'avis de convocation d'une réunion indique la date, l'heure et le lieu de la réunion. Il doit, le cas échéant, faire état de toute question visée à l'article **10** du présent règlement.

L'avis de convocation est transmis à chaque administrateur, à sa dernière adresse connue, par tout moyen permettant la preuve de la date de sa réception.

Une réunion peut être tenue sans avis préalable si tous les administrateurs sont présents ou si les administrateurs absents ont consenti à la tenue d'une telle réunion. La réunion du conseil d'administration qui suit immédiatement l'assemblée annuelle des actionnaires peut avoir lieu sans avis de convocation.

25. Renonciation à l'avis

Un administrateur peut, par écrit, renoncer à l'avis de convocation; la renonciation à l'avis peut être valablement donnée avant ou après la réunion. La seule présence d'un administrateur à la réunion équivaut à une renonciation à l'avis, sauf s'il y assiste uniquement pour s'opposer à sa tenue au motif qu'elle n'a pas été régulièrement convoquée.

26. Participation par tout moyen de communication

Un administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration à l'aide de moyens de communication – téléphoniques, électroniques ou autres – permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux; cet administrateur est alors réputé présent à la réunion.

27. Présence à la réunion

Seuls les administrateurs sont admis à assister à une réunion du conseil d'administration. D'autres personnes peuvent aussi être admises au besoin, sur autorisation du président ou de la majorité des administrateurs présents.

28. Quorum

La majorité des administrateurs en fonction constitue le quorum. Lorsque le quorum est atteint, les administrateurs peuvent valablement exercer leurs pouvoirs, malgré toute vacance au sein du conseil d'administration.

Le quorum doit être maintenu pour toute la durée d'une réunion. Si le quorum nécessaire au vote sur la résolution présentée pour faire approuver un contrat ou une opération n'est pas atteint uniquement parce qu'un administrateur n'a pas le droit d'assister aux délibérations en application de l'article 127 de la Loi, les autres administrateurs présents sont réputés constituer le quorum aux fins du vote.

29. Président et secrétaire de la réunion

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président. Le secrétaire agit comme secrétaire des réunions. Les administrateurs présents à une réunion peuvent au besoin nommer une autre personne comme président ou secrétaire de cette réunion.

30. Procédure

Le président dirige la réunion et voit à ce qu'elle se déroule de manière ordonnée. Il soumet au conseil d'administration les questions à régler. Un administrateur peut aussi soumettre des questions à

être discutées; à cette fin, l'ordre du jour d'une réunion du conseil d'administration prévoit une période au cours de laquelle les administrateurs peuvent soumettre ces questions.

À défaut par le président de la réunion de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les administrateurs peuvent à tout moment le destituer de cette fonction et le remplacer par une autre personne.

31. Vote

Sauf disposition contraire des statuts ou d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration décide de toute question à la majorité des voix. Chaque administrateur a droit à une voix. Le vote par procuration n'est pas permis.

Le vote se fait à main levée ou, à la demande du président ou d'un administrateur, au scrutin secret. Le vote au scrutin secret peut être demandé avant ou après un vote à main levée.

Si le vote est fait au scrutin secret, le secrétaire de la réunion agit comme scrutateur et dépouille le résultat. Le président de la réunion n'a aucune voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

32. Dissidence

L'administrateur présent à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité de celui-ci est réputé avoir acquiescé à toutes les résolutions adoptées au cours de cette réunion, sauf si sa dissidence, selon le cas:

1° est consignée au procès-verbal des délibérations;

2° fait l'objet d'un avis écrit transmis au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de la réunion;

3° fait l'objet d'un avis écrit qui est soit remis au président, soit adressé et transmis à ce dernier par tout moyen permettant la preuve de la date de sa réception, soit déposé au siège de la Société immédiatement après l'ajournement de la réunion.

L'administrateur qui, par vote ou acquiescement, approuve l'adoption d'une résolution, n'est pas fondé à faire valoir sa dissidence par la suite.

33. Dissidence d'un administrateur absent

L'administrateur absent d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité de celui-ci au cours de laquelle une résolution a été adoptée est réputé y avoir acquiescé, sauf s'il fait valoir sa dissidence dans les sept jours suivant celui où il a pris connaissance de la résolution, par un avis écrit qui est soit remis au président, soit adressé et transmis à ce dernier par tout moyen permettant la preuve de la date de sa réception, soit déposé au siège de la Société.

34. Ajournement

Le président peut, avec le consentement de la majorité des administrateurs présents, ajourner une réunion du conseil d'administration ou d'un comité de celui-ci à une date, heure et lieu annoncés sans qu'il soit nécessaire de transmettre un nouvel avis de convocation. Le président peut aussi ajourner d'office une réunion s'il juge impossible de tenir celle-ci de manière ordonnée.

La réunion est valablement reprise si elle est tenue aux date, heure et lieu annoncés et s'il y a quorum. En l'absence de quorum à la reprise de la réunion, la réunion initiale est réputée s'être terminée immédiatement après son ajournement.

35. Résolution signée

Une résolution écrite, signée par tous les administrateurs habiles à voter sur cette résolution, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une réunion du conseil d'administration ou, le cas échéant, d'un comité de celui-ci. L'administrateur unique d'une Société peut adopter une résolution tenant lieu de réunion. Une copie d'une résolution signée est conservée dans le livre où figurent les procès-verbaux des réunions et les résolutions du conseil d'administration et de ses comités.

36. Enregistrement des délibérations

Seul le secrétaire peut, pour les fins de la rédaction du procès-verbal, enregistrer les délibérations du conseil d'administration. Un administrateur qui enregistre ces délibérations sans être autorisé risque l'expulsion de la réunion et la confiscation du support d'enregistrement utilisé.

F. DIRIGEANTS

37. Généralités

Les dirigeants de la Société sont le président, le secrétaire et, au besoin, un ou plusieurs vice-présidents ou le trésorier. Le conseil d'administration peut aussi, par résolution, désigner une autre personne comme dirigeant.

38. Qualités

Les dirigeants n'ont pas à être des administrateurs ou des actionnaires de la Société. La même personne peut occuper plusieurs postes de dirigeant.

39. Durée du mandat

Sauf si le conseil d'administration prévoit autrement lors de sa nomination, un dirigeant est en fonction à compter de sa nomination jusqu'à la première réunion du conseil d'administration qui suit l'assemblée annuelle.

40. Fin du mandat

Un dirigeant peut démissionner en tout temps de son poste. La démission d'un dirigeant prend effet à la date de la réception par la Société de l'avis écrit qu'il en donne ou à la date postérieure qui y est indiquée.

Sauf convention écrite à l'effet contraire, le conseil d'administration peut révoquer un dirigeant. La révocation d'un dirigeant, tout comme sa nomination, relève du conseil d'administration. Elle peut être faite en tout temps et n'a pas besoin d'être fondée sur des motifs particuliers.

41. Vacance

Le conseil d'administration peut combler en tout temps une vacance à un poste de dirigeant.

42. Pouvoirs des dirigeants

Un dirigeant exerce les pouvoirs rattachés à sa fonction. Il exerce aussi tous les pouvoirs que le conseil d'administration lui délègue, à l'exception des pouvoirs visés à l'article **10** du présent règlement. En cas d'incapacité d'agir d'un dirigeant, les pouvoirs de ce dirigeant sont exercés par toute autre personne désignée par le conseil d'administration.

43. Devoirs des dirigeants

Les dirigeants sont des mandataires de la Société. En cette qualité, ils sont notamment tenus envers la Société, dans l'exercice de leurs fonctions, d'agir avec prudence et diligence de même qu'avec honnêteté et loyauté dans son intérêt.

Un dirigeant doit dénoncer la nature et la valeur de tout intérêt qu'il a dans un contrat ou dans une opération, en cours ou projeté, auquel la Société est partie. Il doit aussi dénoncer tout contrat ou opération, en cours ou projeté, auquel est partie la Société et:

1° une personne qui lui est liée;

2° un groupement dont il est administrateur ou dirigeant;

3° un groupement dans lequel il a un intérêt ou dans lequel une personne qui lui est liée a un intérêt.

Le dirigeant satisfait à son obligation si, dans les cas visés au paragraphe 2°, il dénonce qu'il est administrateur ou dirigeant du groupement ou si, dans les cas visés au paragraphe 3°, il dénonce la nature et la valeur de l'intérêt qu'il, ou qu'une personne qui lui est liée, a dans ce groupement.

Le dirigeant qui n'est pas un administrateur doit faire la dénonciation:

1° dès sa nomination;

2° dès qu'il apprend que le contrat ou l'opération, en cours ou projeté, a été ou sera discuté lors d'une réunion du conseil d'administration;

3° dès que lui ou la personne qui lui est liée acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu.

La dénonciation doit être faite même s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération, en cours ou projeté, qui ne requiert pas l'approbation du conseil d'administration.

44. Président

Le président contrôle et surveille la gestion des activités et des affaires internes de la Société. Il préside les réunions du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration ainsi que les assemblées des actionnaires. Il signe les procès-verbaux, les certificats d'actions et les autres documents qui requièrent sa signature.

45. Vice-président

Le vice-président, s'il en est, exerce les pouvoirs et assume les obligations du président en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

46. Secrétaire

Le secrétaire a la garde des livres et des documents de la Société. Il agit comme secrétaire des réunions du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Il signe les procès-verbaux et les certificats d'actions et envoie aux administrateurs et aux actionnaires les avis de convocation et autres avis requis. Il exécute les mandats que lui confie le président ou le conseil d'administration.

47. Trésorier

Le trésorier, s'il en est, est responsable de la gestion financière de la Société. Il surveille la situation financière de la Société et voit, notamment, à la gestion de ses biens et à la tenue de ses livres

comptables. Il fait rapport périodiquement au conseil d'administration de la situation financière de la Société. Il signe les documents qui requièrent sa signature.

48. Rémunération

Sauf disposition contraire d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration fixe, de temps à autre, par résolution, la rémunération des dirigeants. De plus, le conseil d'administration peut, par résolution, accorder une rémunération particulière à un dirigeant qui exécute pour le compte de la Société un mandat particulier ou supplémentaire. Les dirigeants ont aussi le droit d'être remboursés pour les frais de déplacement et tous les frais et dépenses raisonnables encourus dans l'exercice de leur fonction. Un dirigeant a droit à cette rémunération même s'il reçoit de la Société des honoraires professionnels pour d'autres services.

G. COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

49. Constitution

Le conseil d'administration peut, par résolution, constituer un ou des comités du conseil d'administration. La résolution fixe le nombre d'administrateurs qui composent un comité.

50. Pouvoirs

Un comité du conseil d'administration exerce les pouvoirs que lui délègue le conseil d'administration. Toutefois, le conseil d'administration ne peut déléguer les pouvoirs qu'il doit, selon la Loi ou l'article **10** du présent règlement, exercer exclusivement.

Un comité fait rapport de ses activités au conseil d'administration. Le conseil d'administration peut, sous réserve des droits des tiers, infirmer ou modifier les décisions d'un comité.

51. Fin du mandat

Un administrateur peut démissionner en tout temps d'un comité du conseil d'administration. La démission de l'administrateur prend effet à la date de la réception par la Société de l'avis écrit qu'il en donne ou à la date postérieure qui y est indiquée. Une démission n'a pas à être motivée.

Le conseil d'administration peut, par résolution, révoquer un membre d'un comité du conseil d'administration.

52. Vacance

Le conseil d'administration peut combler une vacance au sein d'un comité du conseil d'administration.

53. Réunions

Les réunions d'un comité du conseil d'administration sont convoquées de la même manière que les réunions du conseil d'administration.

54. Quorum

Sauf disposition contraire d'une résolution du conseil d'administration, la majorité des membres d'un comité du conseil d'administration constitue le quorum.

55. Président et secrétaire

Les réunions d'un comité du conseil d'administration sont présidées par le président de la Société s'il en est membre; en son absence, les membres présents choisissent parmi eux un président de la réunion.

Le secrétaire de la Société agit d'office comme secrétaire de tout comité du conseil d'administration s'il en est membre; en son absence, les membres présents choisissent parmi eux un secrétaire de la réunion.

56. Procédure

Les réunions d'un comité du conseil d'administration se tiennent de la même manière que les réunions du conseil d'administration.

57. Rémunération

Les membres d'un comité du conseil d'administration peuvent à ce titre recevoir une rémunération fixée par résolution du conseil d'administration.

H. AUTRES COMITÉS

58. Constitution

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge nécessaire, constituer tout autre comité composé d'administrateurs ou d'autres personnes. Un comité a un pouvoir consultatif seulement. Sauf disposition contraire d'une résolution du conseil d'administration, chaque comité détermine les modalités de son fonctionnement.

I. INDEMNISATION ET ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ

59. Indemnisation

Sous réserve de ce qui suit, la Société doit indemniser ses administrateurs et dirigeants ou leurs prédécesseurs, ses autres mandataires, ainsi que toute autre personne qui, à sa demande, remplit ou a rempli des fonctions similaires pour un autre groupement, de tous leurs frais et dépenses raisonnables faits dans l'exercice de leurs fonctions, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, ou qui ont été occasionnés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites dans lesquelles ils étaient impliqués, dans la mesure où:

1° cette personne a exercé ses fonctions avec honnêteté et loyauté dans l'intérêt de la Société ou, selon le cas, dans l'intérêt du groupement dans lequel elle occupait la fonction d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de la Société;

2° dans le cas d'une poursuite entraînant le paiement d'une amende, cette personne avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.

La Société doit en outre avancer à ces personnes les sommes nécessaires pour assumer les frais de leur participation à une procédure mentionnée précédemment et les dépenses y afférentes.

Toutefois, dans l'éventualité où un tribunal ou toute autre autorité compétente établit que les conditions énoncées plus haut aux paragraphes 1° et 2° ne sont pas respectées, ou que la personne a commis une faute lourde ou intentionnelle, la Société ne peut indemniser cette personne et celle-ci doit rembourser à la Société toute indemnisation déjà versée.

La Société peut refuser d'avancer des sommes à une personne à qui il est reproché de ne pas remplir les conditions énoncées aux paragraphes 1° ou 2°, ou d'avoir commis une faute lourde ou intentionnelle, si cette personne ne semble pas à première vue en mesure de repousser ces accusations ou de rembourser, le cas échéant, de telles avances.

60. Actions par ou pour la Société

La Société peut, avec l'approbation du tribunal, dans le cadre d'une action intentée par elle ou par un groupement visé à l'article précédent ou pour le compte de l'un ou de l'autre, contre une personne visée à l'article précédent, avancer à cette personne les sommes raisonnables nécessaires à une telle action ou l'indemniser des frais et dépenses raisonnables entraînés par son implication dans une telle action, si cette personne satisfait aux conditions énoncées à l'article précédent.

61. Assurance responsabilité

La Société peut souscrire une assurance couvrant la responsabilité que peuvent encourir ses administrateurs, ses dirigeants et ses autres mandataires, ainsi que toute autre personne qui agit ou a agi en cette qualité ou qui, à sa demande, agit ou a agi en cette qualité pour un autre groupement.

J. ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

62. Généralités

La Société doit tenir une assemblée annuelle des actionnaires; au besoin, elle peut tenir une ou des assemblées extraordinaires des actionnaires.

63. Assemblée annuelle

Une assemblée annuelle doit être tenue dans les 18 mois suivant la constitution de la Société et, par la suite, dans les 15 mois suivant l'assemblée annuelle précédente. Lors de cette assemblée annuelle les questions suivantes sont traitées:

1° la présentation et l'examen des états financiers de la Société pour l'exercice qui s'est terminé dans les six mois précédant la date de cette assemblée;

2° la présentation et l'examen de toute autre information financière dont la présentation est exigée par les statuts, le règlement intérieur ou une convention unanime des actionnaires;

3° la présentation et l'examen du rapport du vérificateur, s'il en est;

4° le renouvellement du mandat du vérificateur, s'il en est;

5° l'élection des administrateurs.

L'assemblée annuelle peut aussi prendre connaissance et disposer de toute autre question.

Le conseil d'administration convoque l'assemblée annuelle. À défaut, cette assemblée peut être convoquée par les actionnaires en suivant les règles de convocation des assemblées extraordinaires à la demande des actionnaires énoncées ci-après.

Sauf résolution contraire adoptée lors d'une assemblée (annuelle ou extraordinaire) convoquée par les actionnaires, la Société rembourse aux actionnaires les dépenses normales qu'ils ont engagées pour demander, convoquer et tenir l'assemblée.

64. Assemblée extraordinaire

Le conseil d'administration peut à tout moment convoquer une assemblée extraordinaire.

Les actionnaires détenant au moins 10 % des actions donnant le droit de voter à l'assemblée extraordinaire dont la convocation est demandée peuvent, au moyen d'un avis, demander au conseil d'administration la convocation d'une assemblée extraordinaire aux fins énoncées dans leur demande.

L'avis, signé par au moins un des actionnaires, doit comporter un ordre du jour faisant état des questions à soumettre à l'assemblée extraordinaire. Il est envoyé à chaque membre du conseil d'administration ainsi qu'à la Société, à son siège.

Le conseil d'administration convoque l'assemblée extraordinaire demandée par les actionnaires dès la réception de l'avis. À défaut par le conseil d'administration de le faire au plus tard 21 jours suivant la date de la réception de l'avis, tout signataire de l'avis peut convoquer l'assemblée extraordinaire.

Aucune assemblée extraordinaire ne peut être convoquée dans les cas suivants:

1° une assemblée a déjà été convoquée sur un même sujet;

2° les questions figurant à l'ordre du jour de l'assemblée ne relèvent pas des actionnaires;

3° aux fins de faire valoir contre la Société, ses administrateurs, ses dirigeants ou ses actionnaires une réclamation personnelle ou la réparation d'un préjudice personnel;

4° le sujet pour lequel l'assemblée est convoquée n'est pas lié de façon importante aux activités ou aux affaires internes de la Société;

5° une question ou un sujet à l'ordre du jour a déjà été soumis aux actionnaires et rejeté par ceux-ci dans l'année précédant la demande.

65. Lieu

Une assemblée se tient au Québec, en tout lieu choisi par le conseil d'administration. Elle peut également se tenir à l'extérieur du Québec, si les statuts le permettent ou, à défaut, si tous les actionnaires habiles à y voter y consentent.

66. Convocation

L'avis de convocation à l'assemblée est transmis à chaque actionnaire habile à y voter et à chaque administrateur au moins 5 jours avant l'assemblée.

Si un administrateur ou un actionnaire habile à voter lors d'une assemblée donne au vérificateur ou à son prédécesseur un avis de convocation écrit d'au moins 5 jours avant l'assemblée, le vérificateur ou son prédécesseur y assiste aux frais de la Société et répond à toute question relative à ses fonctions de vérificateur.

67. Avis de convocation

L'avis de convocation d'une assemblée des actionnaires est transmis aux personnes qui y ont droit, par écrit, par tout moyen permettant la preuve de la date de sa réception. Il est adressé à ces personnes à l'adresse mentionnée dans les livres de la Société. Si l'adresse d'une personne n'est pas indiquée dans les livres de la Société, l'avis de convocation doit être transmis à l'adresse où, de l'opinion de l'expéditeur de tel avis, il est le plus susceptible de parvenir rapidement à cette personne.

L'avis de convocation est transmis aux actionnaires inscrits au registre des valeurs mobilières le jour où l'avis est transmis.

Un certificat du secrétaire ou de tout autre dirigeant dûment autorisé de la Société constitue une preuve de la transmission de l'avis de convocation.

L'avis de convocation indique la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour. Il indique également, le cas échéant, la date à laquelle les procurations des actionnaires qui veulent se faire représenter à cette assemblée doivent, au plus tard, être reçues par la Société; cette date ne peut précéder de plus de 48 heures, à l'exclusion des samedis et des jours fériés, la date de l'assemblée ou de sa reprise en cas d'ajournement.

L'avis fait état des questions à l'ordre du jour avec suffisamment de détails pour permettre aux actionnaires de se former un jugement éclairé sur celles-ci et contient le texte de toute résolution spéciale à soumettre à l'assemblée.

Il n'est pas nécessaire de mentionner à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle les questions qui y sont ordinairement traitées, tel l'examen des états financiers et du rapport du vérificateur, le renouvellement du mandat du vérificateur et l'élection des administrateurs.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans sa transmission n'affectent pas la validité de l'assemblée. De la même manière, l'omission accidentelle de transmettre l'avis de convocation à une personne qui y a droit, ou la non-réception d'un avis par une personne qui y a droit, n'a pas pour effet de rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée. De plus, l'omission accidentelle dans l'avis de convocation d'une question qui doit y être traitée n'empêche pas l'assemblée de traiter cette question, à moins que les intérêts d'un actionnaire ou d'un administrateur ne soient touchés ou ne risquent de l'être.

68. Renonciation

Un actionnaire ou un administrateur peuvent, par écrit, renoncer à l'avis de convocation; la renonciation à l'avis peut être valablement donnée avant ou après l'assemblée. Sa seule présence à l'assemblée équivaut à une renonciation à l'avis, sauf s'il y assiste uniquement pour s'opposer à sa tenue au motif qu'elle n'a pas été régulièrement convoquée ou tenue.

69. Tenue d'une assemblée ou participation par moyen de communication électronique

Une assemblée peut être tenue uniquement par un ou plusieurs moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux.

Par ailleurs, toute personne ayant droit d'assister à une assemblée des actionnaires peut y participer par tout moyen permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux. Elle est alors réputée présente à l'assemblée.

Un actionnaire qui participe à une assemblée par un moyen permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux peut y voter par tout moyen permettant, à la fois, de recueillir les votes de façon à ce qu'ils puissent être vérifiés subséquemment et de préserver le caractère secret du vote, lorsqu'un tel vote est demandé.

70. Quorum

Le quorum à l'assemblée est atteint lorsque, à l'ouverture de celle-ci, un ou plusieurs actionnaires disposant de plus de 50 % des voix y sont présents ou représentés. Les actionnaires présents ou représentés peuvent procéder à l'examen des questions de cette assemblée, malgré le fait que le quorum ne soit pas maintenu pendant toute l'assemblée.

S'il n'y a pas quorum à l'ouverture de l'assemblée, les actionnaires présents ne peuvent délibérer que sur son ajournement à une date, à une heure et en un lieu précis.

Selon le cas, l'assemblée peut être tenue par le seul actionnaire de la Société, par le seul détenteur des actions d'une catégorie ou série d'actions ou par leur fondé de pouvoir.

71. Président et secrétaire d'assemblée

Le président de la Société ou, en son absence, le vice-président, s'il en est, préside les assemblées. Le secrétaire de la Société agit comme secrétaire.

Si l'une de ces personnes n'est pas présente dans les 15 minutes qui suivent l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, les actionnaires présents choisissent parmi eux une personne pour la remplacer.

72. Procédure

Le président dirige l'assemblée et voit à son bon déroulement. Ses décisions, y compris celles relatives à la validité des procurations, sont finales et lient tous les actionnaires.

Le président doit permettre aux actionnaires d'y prendre la parole et de discuter, pendant une période raisonnable, de questions dont l'objet principal est lié aux activités ou aux affaires internes de la Société et qui ne fait pas valoir contre la Société, ses administrateurs, ses dirigeants ou ses actionnaires une réclamation personnelle ou la réparation d'un préjudice personnel.

Dans toute assemblée, à moins qu'un vote ne soit demandé, la déclaration par le président qu'une résolution des actionnaires a été adoptée et une mention à cet effet dans les procès-verbaux de l'assemblée fait preuve de ce fait, en l'absence de toute preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou la proportion des votes enregistrés en faveur de cette résolution ou contre elle.

À défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les actionnaires peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par une autre personne.

73. Droit de vote

Sauf disposition contraire des statuts, l'actionnaire dispose, lors de l'assemblée, d'une voix par action.

74. Décision à la majorité

Sauf disposition contraire de la Loi, des statuts, du règlement intérieur ou d'une convention unanime des actionnaires, une décision des actionnaires est adoptée par résolution ordinaire.

75. Voix prépondérante

En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée n'a pas de voix prépondérante.

76. Vote

Le vote se fait à main levée, à voix ouverte ou au scrutin.

77. Vote à main levée

À moins qu'un vote à voix ouverte ou par scrutin ne soit demandé, le vote est pris à main levée. Dans ce cas, les actionnaires ou les fondés de pouvoir votent en levant la main et le nombre de voix se calcule d'après le nombre de mains levées.

Le fondé de pouvoir ne peut prendre part à un vote à main levée s'il a reçu, en vertu de procurations distinctes, des instructions contradictoires de la part des actionnaires qu'il représente.

78. Vote à voix ouverte

Le président de l'assemblée, un actionnaire ou un fondé de pouvoir peut demander le vote à voix ouverte à la condition qu'un vote au scrutin n'ait pas été demandé. Dans ce cas, chaque actionnaire ou fondé de pouvoir déclare verbalement son nom, celui de l'actionnaire ou des actionnaires dont il détient une procuration, le nombre de voix dont il dispose et la répartition de ces voix.

79. Vote au scrutin

Si le président de l'assemblée, un actionnaire ou un fondé de pouvoir le demande, le vote est pris au scrutin, de la manière indiquée par le président de l'assemblée. Chaque actionnaire ou fondé de pouvoir remet aux scrutateurs un bulletin de vote sur lequel est inscrit son nom, celui de l'actionnaire qu'il représente, le nombre de voix dont il dispose et la répartition de ces voix.

Le vote au scrutin peut être demandé avant ou après tout vote à main levée. Une demande de vote au scrutin peut être retirée en tout temps avant que ne commence ce vote.

Lorsqu'un vote est pris au scrutin, l'assemblée nomme deux personnes pour agir comme scrutateurs.

80. Vote d'un groupement

Une personne physique autorisée par résolution du conseil d'administration ou de la direction d'un actionnaire qui est un groupement peut participer à l'assemblée et y voter.

81. Vote de l'administrateur du bien d'autrui

Tout administrateur du bien d'autrui qui agit à ce titre pour un actionnaire peut participer à l'assemblée et y voter.

82. Vote de coactionnaires

Lorsque des actions sont détenues conjointement par plusieurs actionnaires, l'actionnaire présent à l'assemblée peut, en l'absence des autres, exercer le droit de vote rattaché aux actions. Dans le cas où plusieurs actionnaires sont présents, ils votent comme un seul actionnaire.

83. Procuration

Un actionnaire peut se faire représenter à une assemblée par un fondé de pouvoir. L'actionnaire ainsi représenté est réputé présent à l'assemblée. Toute personne, qu'elle soit ou non actionnaire de la Société, peut être fondée de pouvoir. Le fondé de pouvoir a, en ce qui concerne la participation aux délibérations de l'assemblée et aux votes qui y sont tenus, les mêmes droits que l'actionnaire qu'il représente.

La procuration est faite par écrit et signée par l'actionnaire. Outre sa date, la procuration indique le nom du fondé de pouvoir et, s'il y a lieu, fait état de la révocation de toute procuration antérieure en faveur d'un autre fondé de pouvoir.

La procuration peut aussi contenir des instructions relatives au vote que le fondé de pouvoir est tenu de respecter. Il n'est pas nécessaire que la procuration soit signée devant témoin.

Sauf indication contraire, la procuration devient caduque à l'expiration d'un an à compter de sa date. Elle peut être révoquée en tout temps.

Une procuration peut prendre la forme suivante:

«Je soussigné, actionnaire de_____, nomme_____ou, à défaut, _____mon fondé de pouvoir avec plein pouvoir et autorité pour assister, voter et autrement agir en mon nom à l'assemblée annuelle (ou extraordinaire) des actionnaires de la Société qui aura lieu à_____le_____ jour de_____et à tout ajournement de celle-ci. Je révoque par la présente toute autre procuration donnée antérieurement.

Fait à_____, ce_____jour de _____

_____

Signature de l'actionnaire »

Une procuration peut être déposée auprès du secrétaire de la Société ou de toute autre personne autorisée. Est valide la procuration signée mécaniquement ou envoyée par télécopieur ou par tout autre moyen de communication qui permet d'établir une preuve de réception.

84. Conservation des bulletins de vote et des procurations

La Société doit, pendant au moins trois mois suivant la tenue d'une assemblée, conserver au lieu de son siège les bulletins de vote et les procurations déposés lors de l'assemblée. Un actionnaire ou fondé de pouvoir habile à voter lors de l'assemblée peut, sans frais, vérifier les bulletins de vote et les procurations conservés par la Société.

85. Ajournement

Le président de l'assemblée peut, avec le consentement des actionnaires présents ou représentés, ajourner toute assemblée des actionnaires. Le président peut aussi ajourner d'office une assemblée s'il juge qu'il est impossible de tenir celle-ci de façon ordonnée.

Il suffit pour donner avis de tout ajournement de moins de 30 jours d'en faire l'annonce lors de l'assemblée. Avis de tout ajournement, en une ou plusieurs fois, de 30 jours ou plus doit être donné comme pour une nouvelle assemblée.

L'assemblée est valablement reprise si elle est tenue aux date, heure et lieu annoncés et s'il y a quorum. En l'absence de quorum à la reprise de l'assemblée, l'assemblée initiale est réputée s'être terminée immédiatement après son ajournement.

86. Résolution signée

Une résolution écrite, signée par l'actionnaire unique de la Société ou par tous les actionnaires habiles à voter sur cette résolution, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors d'une assemblée. Cette résolution est conservée dans le livre où figurent les procès-verbaux des assemblées et les résolutions des actionnaires.

K. ACTIONS ET CERTIFICATS

87. Émission et répartition des actions

Sauf disposition contraire d'une convention unanime des actionnaires et sous réserve de l'existence d'un droit de préemption accordé aux actionnaires, le conseil d'administration peut déterminer la date des émissions d'actions, les personnes, y compris les administrateurs ou dirigeants de la Société qui peuvent y souscrire, et la contrepartie qu'elles doivent fournir à cette fin. Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil d'administration peut, par résolution, accepter des souscriptions, émettre et répartir les actions non émises du capital-actions de la Société et accorder un droit d'échange, d'option ou d'acquisition relativement à ces actions.

88. Paiement des actions

Les actions de la Société peuvent être émises, qu'elles soient entièrement payées ou non. Cependant, des actions ne peuvent être considérées payées à moins que la contrepartie correspondant à leur prix d'émission (lequel ne peut être inférieur à la valeur nominale des actions, le cas échéant), telle que déterminée par le conseil d'administration, n'ait été versée à la Société.

La contrepartie pour les actions émises par la Société est payable soit en argent, soit en biens ou en services rendus que le conseil d'administration détermine, en tenant compte de toutes les circonstances, comme étant le juste équivalent en argent de cette contrepartie.

Ne constituent pas une contrepartie les billets à ordre ou les promesses de paiement de la personne à qui les actions sont émises ou d'une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance au sens de la Loi sur les impôts (RLRQ, c. I-3).

89. Certificats d'actions

Les actions émises par la Société peuvent être des actions avec ou sans certificat. L'existence d'actions avec certificat est constatée par un certificat nominatif sur support papier alors que l'existence d'actions sans certificat est constatée par la seule inscription de ces actions, au nom d'un actionnaire, dans le registre des valeurs mobilières.

Sauf disposition contraire des statuts de la Société, l'émission d'actions est faite avec certificat à moins que le conseil d'administration, par résolution, détermine que les actions de toute catégorie ou série ou certaines de ces actions dans une même catégorie ou série seront émises sans certificat.

Le conseil d'administration peut également, par résolution, déterminer que des actions avec certificat deviennent des actions sans certificat dès la remise à la Société du certificat papier qui constate leur existence.

Le conseil d'administration peut encore, par résolution, déterminer que des actions sans certificat deviennent des actions avec certificat dès la livraison à l'actionnaire d'un certificat à son nom ou dès la livraison d'un certificat à l'acquéreur des droits sur ces actions, au nom de ce dernier, en cas d'accord de maîtrise effectué en vertu de la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés*, sauf s'il existe des dispositions contraires audit accord, auquel cas ces dispositions s'appliquent. Le conseil d'administration doit donner avis de cette résolution aux actionnaires des catégories ou séries visées.

90. Actions avec certificat

Lorsque les actions sont émises avec un certificat, la Société doit livrer sans frais à tout actionnaire un certificat nominatif. La Société n'est pas tenue d'émettre plus d'un certificat pour des actions détenues conjointement par plusieurs personnes.

Le conseil d'administration adopte, par résolution, la forme du certificat.

Ce certificat indique:

1° le nom de la Société;

2° une mention que la Société est régie par la Loi;

3° le nombre d'actions qu'il représente et leur valeur nominale, le cas échéant;

4° une mention, s'il y a lieu, que les actions ne sont pas entièrement payées;

5° une mention que la catégorie ou la série des actions qu'il représente est assortie de droits ou restrictions et que la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande;

6° une mention, s'il y a lieu, que des droits en faveur de la Société grèvent les actions;

7° une mention, s'il y a lieu, que la Société impose des restrictions sur le transfert des actions;

8° une mention, s'il y a lieu, de l'existence d'une convention unanime des actionnaires.

Les certificats d'actions de la Société doivent être signés par le président ou le secrétaire ou par une personne agissant pour leur compte. Cette signature peut être apposée au moyen d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique.

Le certificat fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, que l'actionnaire a droit aux actions qui y sont représentées.

Il n'est pas nécessaire d'apposer le sceau de la Société sur le certificat d'actions.

91. Actions sans certificat

Lorsque les actions sont émises sans certificat, la Société doit transmettre à l'actionnaire un avis écrit donnant les renseignements suivants:

1° le nom de la Société;

2° une mention que la Société est régie par la Loi;

3° le nombre d'actions qu'il représente et leur valeur nominale, le cas échéant;

4° une mention, s'il y a lieu, que les actions ne sont pas entièrement payées;

5° une mention que la catégorie ou la série des actions qu'il représente est assortie de droits ou restrictions et que la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande;

6° une mention, s'il y a lieu, que des droits en faveur de la Société grèvent les actions;

7° une mention, s'il y a lieu, que la Société impose des restrictions sur le transfert des actions;

8° une mention, s'il y a lieu, de l'existence d'une convention unanime des actionnaires.

92. Certificats perdus, volés ou détruits

La Société est tenue de délivrer, sur demande, un nouveau certificat d'actions à tout actionnaire qui fait valoir la perte, le vol ou la destruction du certificat. Elle n'y est toutefois tenu que si les conditions suivantes sont par ailleurs réunies:

1° au moment où la demande de l'actionnaire lui est présentée, la Société n'est pas avisée que le certificat perdu, volé ou prétendument détruit a été livré à un acquéreur protégé au sens de la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés*;

2° l'actionnaire fournit à la Société une sûreté que celle-ci estime suffisante pour couvrir tout préjudice qu'elle pourrait subir en délivrant le nouveau certificat;

3° l'actionnaire satisfait aux autres exigences raisonnables que lui impose la Société.

93. Actions impayées

À moins que les modalités de paiement des actions ne soient établies par contrat, le conseil d'administration peut exiger des actionnaires, par voie d'appel de versements, la totalité ou une partie des sommes impayées sur les actions qu'ils ont souscrites.

L'appel de versements est réputé fait le jour où le conseil d'administration adopte la résolution qui le prévoit. Un avis de l'appel de versements indiquant le montant du versement et le délai pour l'effectuer doit être transmis aux actionnaires.

Le conseil d'administration peut, en cas de défaut par un actionnaire d'effectuer le versement auquel il est tenu à la suite d'un appel de versements, confisquer sans autre formalité les actions à l'égard desquelles le versement n'a pas été effectué.

Lorsque les modalités de paiement des actions sont établies par contrat, le conseil d'administration peut, après mise en demeure, confisquer ces actions sans autre formalité lorsque l'actionnaire qui a souscrit à ces actions ou qui les a acquises est en défaut de respecter ces modalités.

Si l'acquéreur des actions n'est pas lié par contrat avec la Société quant au paiement de celles-ci, les dispositions relatives à l'appel de versements s'appliquent à lui.

Mention de la confiscation d'actions est inscrite au registre des valeurs mobilières.

Le conseil d'administration peut transférer les actions ainsi confisquées au nouvel acquéreur en procédant à l'inscription du transfert et, le cas échéant, en annulant les certificats de ces actions, que l'actionnaire ait remis ou non ses certificats endossés à la Société, et en émettant un nouveau certificat à l'acquéreur.

La Société doit, dans les 10 jours de la disposition qu'elle fait des actions confisquées, rendre compte à l'actionnaire du produit de la disposition et lui remettre le surplus, s'il en existe. L'actionnaire reste tenu du solde impayé à l'égard des actions si leur disposition ne suffit pas à acquitter les sommes dues.

L'actionnaire qui doit des arrérages sur un appel de versements ou qui est en défaut de payer ses actions conformément au contrat qui le lie à la Société ne peut voter à aucune assemblée.

Les sommes impayées sur les actions détenues par un actionnaire qui exerce à l'égard de ces actions le droit de rachat prévu aux articles 372 et suivants de la Loi deviennent exigibles à compter du moment où l'actionnaire envoie à la Société la confirmation prévue à l'article 380 de Loi.

94. Transfert d'actions

Le transfert des actions de la Société est régi par la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés*.

La Société procède à l'inscription du transfert d'une action sur présentation du certificat endossé qui la représente accompagné d'une demande d'inscription du transfert ou, dans le cas d'une action sans certificat, sur réception des instructions lui ordonnant d'inscrire le transfert de cette action, dès lors que les conditions suivantes sont réunies:

1° l'acquéreur satisfait, selon les modalités de l'action, aux conditions nécessaires pour que le transfert soit inscrit à son nom;

2° l'endossement du certificat est fait ou les instructions sont données par le titulaire des droits sur l'action ou par son représentant;

3° des assurances adéquates sont données à la Société que l'endossement ou les instructions ne sont ni falsifiés ni contrefaits et qu'ils sont autorisés;

4° les lois fiscales imposant des obligations à la Société lors du transfert ont été respectées;

5° le transfert ne contrevient à aucune restriction en matière de transfert imposée par la Société qui soit opposable à l'acquéreur ni à aucune restriction imposée par la Loi à cet égard;

6° le transfert est régulier ou est effectué en faveur d'un acquéreur protégé au sens la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés*.

Des actions qui ne sont pas entièrement payées, mais à l'égard desquelles aucun versement n'est exigible, ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'avec l'autorisation du conseil d'administration;

les administrateurs doivent alors faire une vérification raisonnable de la capacité de l'acquéreur à payer les actions avant d'autoriser le transfert.

Une action ne peut être transférée avant que tous les versements exigibles, au moment du transfert, aient été payés relativement à cette action.

95. Transmission d'actions

Dans le cas d'une transmission d'actions par testament, la Société peut considérer comme fondé à exercer les droits d'un actionnaire décédé l'héritier ou le représentant personnel des héritiers ou de la succession de cet actionnaire, sur réception de preuves satisfaisantes de sa nomination. Cette personne est fondée à devenir le détenteur inscrit des actions du décédé, ou désigner ces détenteurs, sur remise à la Société d'un affidavit ou d'une déclaration énonçant les conditions de la transmission et, selon le cas, (a) de l'original du jugement en vérification de testament ou du procès-verbal notarié de vérification, ou une copie certifiée conforme de l'un de ces documents par le tribunal qui a prononcé le jugement ou le notaire qui a dressé le procès-verbal, ou par une Société de fiducie constituée en vertu des lois provinciales ou fédérales ou un avocat ou notaire agissant pour le compte de la personne, (b) d'une copie certifiée authentique du testament notarié.

L. DIVIDENDES

96. Déclaration de dividendes

Sauf disposition contraire des statuts ou d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration peut déclarer un dividende et la Société peut payer ce dividende en argent, en biens ou en actions entièrement payées qu'elle émet ou en droits d'option ou d'acquisition portant sur ces actions.

Si le paiement d'un dividende est effectué en actions, la Société peut porter au crédit du compte de capital-actions émis et payé de la catégorie ou série appropriée tout ou partie de la valeur de ces actions.

La Société ne peut déclarer ni payer aucun dividende, sauf le dividende en actions ou en droits d'option ou d'acquisition portant sur des actions, s'il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle ne peut ou ne pourrait de ce fait acquitter son passif à échéance.

La Société peut déduire des dividendes payables à un actionnaire toute somme exigible que celui-ci lui doit par suite d'appels de versements ou autrement.

M. EXERCICE FINANCIER, VÉRIFICATEUR ET EXPERT-COMPTABLE

97. Exercice financier

L'exercice financier de la Société se termine à la date fixée par résolution du conseil d'administration.

98. Vérificateur

Les actionnaires de la Société nomment un vérificateur à chacune de leurs assemblées annuelles, à moins qu'ils ne décident de ne pas nommer de vérificateur. La nomination du vérificateur est faite par résolution ordinaire. Le mandat du vérificateur commence dès sa nomination. Sa rémunération est fixée par résolution ordinaire au moment de sa nomination. À défaut, le conseil d'administration la fixe.

Le vérificateur peut, dans le cadre de son mandat, exiger tout renseignement relatif à la Société, à ses filiales et à toute autre personne morale dont l'information financière est consolidée à celle de la Société, ainsi que la production de tout livre, registre, compte, dossier ou autre document de l'une ou l'autre d'entre elles. Les administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de la Société ainsi que leurs prédécesseurs doivent, sur demande, communiquer ces documents au vérificateur et lui en

faciliter l'examen. Le conseil d'administration de la Société doit obtenir de tout administrateur, dirigeant, employé ou mandataire de sa filiale, ou de leurs prédécesseurs, les renseignements exigés par le vérificateur et les lui communiquer.

À moins qu'il ne prenne fin antérieurement par son décès, sa démission ou sa révocation, par sa faillite ou par l'ouverture à son égard d'un régime de protection, le mandat du vérificateur prend fin par la nomination de son successeur. La démission du vérificateur prend effet à la date de l'avis écrit qu'il en donne à la Société ou à la date postérieure qui y est indiquée.

Les actionnaires peuvent, par résolution ordinaire adoptée lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer le mandat du vérificateur. Ils peuvent, par résolution ordinaire adoptée lors de cette même assemblée, nommer un nouveau vérificateur.

Sous réserve du droit des actionnaires d'y pourvoir lorsqu'ils révoquent le mandat du vérificateur, le conseil d'administration comble sans délai toute vacance dans la charge de vérificateur pour la durée non écoulée du mandat. S'il n'y a pas quorum au sein du conseil d'administration, les administrateurs doivent, dans les 21 jours de la vacance, convoquer une assemblée extraordinaire afin de la combler. Tout actionnaire peut convoquer cette assemblée aux frais de la Société si les administrateurs négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonction.

99. Expert-comptable

Les actionnaires d'une Société autre qu'un émetteur assujetti peuvent décider de ne pas nommer de vérificateur. Cette décision est prise par une résolution adoptée par tous les actionnaires de la Société, y compris les actionnaires détenant des actions ne comportant pas le droit de vote. La décision des actionnaires n'a effet que jusqu'à l'assemblée annuelle suivante. Elle met fin au mandat du vérificateur en poste, s'il en est.

Si les actionnaires adoptent une telle résolution, le conseil d'administration peut décider de nommer jusqu'à la prochaine assemblée annuelle un ou des experts-comptables pour s'occuper des comptes et préparer les états financiers de la Société. Le conseil d'administration fixe leur rémunération.

Si l'expert-comptable décède, démissionne, ou est destitué par le conseil d'administration avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration peut combler la vacance et nommer un remplaçant qui sera en fonction pour la durée non expirée du mandat.

N. AVIS

100. Actions enregistrées au nom de plusieurs personnes (coactionnaires)

Lorsque des actions sont détenues par plusieurs actionnaires, tout avis ou autre document relatif à ces actions est transmis au premier actionnaire mentionné dans le registre des valeurs mobilières de la Société. Cet avis ou autre document est alors réputé avoir été transmis à tous les autres actionnaires.

101. Actionnaire inscrit

Avant la présentation régulière pour inscription du transfert d'une action avec certificat ou la réception d'instructions ordonnant l'inscription du transfert d'une action sans certificat, la Société peut considérer l'actionnaire inscrit au registre des valeurs mobilières comme la seule personne ayant qualité pour recevoir des avis ou autres documents.

102. Adresse des actionnaires

Un actionnaire doit fournir à la Société une adresse à laquelle sont transmis tous les avis ou documents qui lui sont destinés.

103. Signatures des avis

Les avis transmis par la Société sont signés par un administrateur, par un dirigeant ou par toute autre personne autorisée. Leur signature peut être apposée au moyen d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique.

104. Calcul des délais

Sauf disposition contraire du présent règlement intérieur, dans la computation de tout délai fixé par les statuts ou le présent règlement:

1° le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est;

2° les jours non juridiques au sens du *Code de procédure civile* sont comptés; mais lorsque le dernier jour est non juridique, le délai est prorogé au premier jour juridique suivant;

3° le samedi est assimilé à un jour non juridique.

O. AUTRES DISPOSITIONS

105. Déclarations au registre des entreprises

Un administrateur, un dirigeant ou toute personne autorisée signe les déclarations qui doivent être produites par la Société auprès du registraire des entreprises en vertu la *Loi sur la publicité légale des entreprises*.

106. Employés

Le conseil d'administration embauche, contrôle et congédie les employés, précise leurs fonctions et fixe leur rémunération. Le conseil d'administration peut déléguer ces pouvoirs à un comité, à un administrateur, à un dirigeant ou à une autre personne.

107. Conflit avec les statuts

En cas de conflit, les dispositions des statuts l'emportent sur celles du règlement intérieur.

108. Règlement intérieur

Sauf disposition contraire d'une convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration prend le règlement intérieur de la Société. Ce règlement prend effet à la date de la résolution du conseil. Le règlement intérieur doit être soumis à l'approbation des actionnaires qui peuvent, dès l'assemblée suivante et par résolution ordinaire, le ratifier, le modifier ou le rejeter. Il cesse d'avoir effet à la clôture de l'assemblée s'il est rejeté par les actionnaires ou s'il ne leur est pas soumis. Toutefois, les modifications au règlement intérieur relatives aux questions de procédure des assemblées d'actionnaires prennent effet uniquement lors de leur approbation par les actionnaires.

Les règles du présent article s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la modification ou à l'abrogation du règlement intérieur.

Tout règlement intérieur pris par le conseil d'administration et ayant essentiellement le même objet qu'un règlement déjà rejeté par les actionnaires ou qui ne leur avait pas été soumis lors de l'assemblée ne peut prendre effet que s'il est ratifié par ceux-ci.

Adopté en date du_____

_____

Président et/ou secrétaire

TECHNOCORP INC.

UNANIMOUS SHAREHOLDERS' AGREEMENT

November 20, 2024

TABLE OF CONTENT

ARTICLE 1 INTERPRETATION 1

1.1 Defined Terms 1
1.2 Other Defined Terms 7
1.3 Gender and Number 8
1.4 Headings etc. 8
1.5 Currency 8
1.6 Certain Phrases, etc. 8
1.7 Accounting Terms 8
1.8 Calculation of Time 8
1.9 Rights and Obligations of Shareholders of the Same Group 9

ARTICLE 2 ORGANIZATION OF THE CORPORATION AND IMPLEMENTATION OF AGREEMENT ... 9

2.1 Share Ownership 9
2.2 Share Certificates 9
2.3 Unanimous Shareholders' Agreement 9
2.4 Actions in Accordance with Agreement 9

ARTICLE 3 MANAGEMENT OF THE CORPORATION 10

3.1 Board of Directors 10
3.2 Removal and Replacement of Nominees 10
3.3 Meetings of the Board 10
3.4 Indemnification 11
3.5 Meetings of the Shareholders 11

ARTICLE 4 PROTECTIVE PROVISIONS 12

4.1 Matters Requiring Approval of the Shareholders 12
4.2 Procedure for the Approval by the Shareholders 14

ARTICLE 5 COVENANTS OF THE CORPORATION 14

5.1 Information Rights 14
5.2 Insurance 14
5.3 Director expenses 15

ARTICLE 6 CAPITAL OF THE CORPORATION 15

6.1 Additional Capital 15
6.2 Pre-emptive Right 15

ARTICLE 7 RESTRICTIONS ON TRANSFER AND PERMITTED TRANSFEREES 17

7.1 Restrictions on Transfer 17
7.2 Permitted Transfers 17
7.3 Transfer to the Corporation 17
7.4 Deemed Consent under Articles 17
7.5 Ownership of a Shareholder 17

ARTICLE 8 TRANSFERS TO THIRD PARTIES 18

8.1 Right of First Refusal 18
8.2 Tag Along Right 19
8.3 Drag Along Rights 20

ARTICLE 9 COMPULSORY BUY-SELL PROVISIONS 21

9.1 Offer to Purchase 21
9.2 Acceptance or Counteroffer 21

9.3 Closing 22
9.4 Last Resort 22
9.5 Survival 22

ARTICLE 10 MANDATORY SALE 22

10.1 Triggering Event 22
10.2 Procedure Following the Occurrence of a Triggering Event 23
10.3 Acquisition of the Option Shares by the Non-Defaulting Shareholders 24
10.4 Purchase Price 25
10.5 Payment of the Purchase Price 26
10.6 Management Rights 26

ARTICLE 11 PROCEDURE FOR SALE OF SHARES 26

11.1 Application of Sale Provisions 26
11.2 Obligations of Vendor 27
11.3 Collaboration – Taxable Canadian Property 27
11.4 Repayment of Indebtedness 27
11.5 Payment of Purchase Price 28
11.6 Non-Completion by Vendor. 28
11.7 Tax Efficiency 28

ARTICLE 12 FAIR MARKET VALUE 28

12.1 Application 28
12.2 Meaning of Fair Market Value 28
12.3 Method of Determination 28

ARTICLE 13 CONFIDENTIALITY, NON-SOLICITATION, ETC. 29

13.1 Confidentiality 29
13.2 Non-Competition 30
13.3 Non-Solicitation 31
13.4 Non-Disparagement 31
13.5 Exclusivity of Service 31
13.6 Specific Performance 32

ARTICLE 14 MISCELLANEOUS 32

14.1 Guarantee of Obligations 32
14.2 Term of Agreement 32
14.3 Dispute Resolution 33
14.4 Notices 33
14.5 Time of the Essence 33
14.6 Third Party Beneficiaries 34
14.7 Amendments 34
14.8 Waiver 34
14.9 Entire Agreement 34
14.10 Successors and Assigns 34
14.11 Severability 35
14.12 Governing Law 35
14.13 Counterparts 35
14.14 Language 35

UNANIMOUS SHAREHOLDERS' AGREEMENT

THIS AGREEMENT is made in Ottawa, Ontario, as of the first moment in time on ●, 2025,

AMONG:	**BIG TIME INC.** a corporation incorporated under the law of Business Corporations Act having its headquarters at 524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5; (**Big Time**)
AND:	**LISA DAVIS**, an individual residing at 8117 Cross Street, Amherst, NS B4H 3S4; (**Lisa**)
AND:	**DAVID BROWN**, an individual residing at 7367 Garfield Avenue, Kimberley, BC V1A 1P4 (**David**)
AND:	each other Person who acquires Shares and signs an accession to this Agreement substantially in the form attached as Schedule 2.3 after the date hereof;
AND:	**TECHNOCORP INC.** a corporation incorporated under the *Business Corporations Act* (Québec) having its registered office at 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4, Canada; (the **Corporation**)

RECITALS:

(a) The authorized capital of the Corporation consists of an unlimited number of class A, class B shares, class C shares, and class D shares of which 100 class A shares are issued and are outstanding as of the date hereof;

(b) The Shareholders are the registered and beneficial owners of all of the issued and outstanding Shares; and

(c) The Parties wish to enter into this Agreement to record their mutual agreements as to the manner in which the business and affairs of the Corporation shall be conducted and to provide for their respective rights and obligations in connection with the ownership of Shares.

NOW THEREFORE the Parties agree as follows:

ARTICLE 1
INTERPRETATION

1.1 Defined Terms

As used in this Agreement, the following terms have the following meanings:

1.1.1 **Act** means the *Business Corporations Act* (Québec).

1.1.2 **Accounting Standards** means the accounting standards for private enterprises (ASPE) recommended by CPA Canada (or any successor entity) in the "CPA Canada Handbook" (or any successor document) at the relevant time, or in the event that the matter is not covered in the CPA Canada Handbook (or such successor document), principles having general acceptance among accounting professionals in Canada at the particular time; or such other accounting standards, principles or practices as may be adopted by the Corporation in accordance with this Agreement.

1.1.3 **Affiliate** means, in relation to a Person, any other Person which, directly or indirectly, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, such Person.

1.1.4 **Agreement** means this unanimous shareholders' agreement, including its recitals and schedules, as amended, supplemented or otherwise modified from time to time in accordance with the terms hereof.

1.1.5 **Articles** means the certificate and articles of incorporation of the Corporation dated November 11, 2024, as such articles may, from time to time, be amended, replaced or superseded in accordance with the provisions of this Agreement.

1.1.6 **Authorized Subsidiary** means, in respect of a Person (in this Section 1.1.6, the **Specified Person**), a corporation or other body corporate that is not a trust (i) over which the Specified Person has absolute and unconditional Control by reason of, among other things, the Specified Person holding, directly or indirectly, a number of Securities in the capital of such corporation carrying voting rights which represent one hundred percent (100%) of the voting rights attaching to all voting Securities of such corporation, and (ii) in respect of which the Specified Person and, if applicable, Immediate Family Members of the Specified Person and Authorized Trusts of the Specified Person, are entitled, directly or through other Authorized Subsidiaries of the Specified Person, to receive all dividends or other distributions of such corporation or body corporate (including upon its liquidation and/or dissolution).

1.1.7 **Authorized Trust** means, in respect of a Person who is an individual (in this Section 1.1.7, the **Specified Person**), a trust the only beneficiaries of which are (i) the Specified Person, (ii) Immediate Family Members of the Specified Person, and/or (iii) any Person Controlled by the Persons referred to in clauses (i) and (ii) above.

1.1.8 **Board** means, at any time, the board of directors of the Corporation constituted in accordance with the provisions of this Agreement and **Director** means any member who has been elected or appointed to such Board in accordance with the provisions of this Agreement.

1.1.9 **Business** means the business presently conducted or conducted at the relevant time by the Corporation and its Subsidiaries which, on the date hereof, consists of a Canadian legaltech platform that automates the creation and management of corporate records, resolutions, and minute books, which helps law firms and in-house teams save time, reduce errors, and stay compliant with federal and provincial corporate Laws.

1.1.10 **Business Day** means any day other than a Saturday, Sunday or other day on which the principal commercial banks in Montréal, Québec are not open for business during normal business hours.

1.1.11 **Buyer** means any Person or Persons who elect or are required to purchase Shares of a Party or Parties pursuant to a Sale of Shares.

1.1.12 **By-laws** means the by-laws and the administrative resolutions of the Corporation, as such By-laws may from time to time be amended, replaced or superseded in accordance with the provisions of this Agreement.

1.1.13 **Chairperson** means the chair of the Board who has been elected as such in accordance with the provisions of this Agreement.

1.1.14 **Client** means any (i) customer or client of the Corporation or any of its Subsidiaries, (ii) any Person who was a customer or client of the Corporation or any of its Subsidiaries, who was provided services or products from the Corporation or any of its Subsidiaries, or otherwise from which the Corporation or any of its Subsidiaries derived revenues, in each case at any time in the two (2)-year period before the date on which the applicable Shareholder ceased to hold Shares, or (iii) any Affiliate of any Person referenced in the foregoing clauses (i) or (ii).

1.1.15 **Closing** means, with respect to any transaction or event contemplated by this Agreement (including, without limitation, a financing, Transfer, repurchase, redemption, or public offering of Shares), the consummation of such transaction or event in accordance with its terms, being the time at which it becomes legally effective and binding on the parties thereto.

1.1.16 **Control** or **Controlled** means (i) in relation to a Person that is a corporation, the ownership, directly or indirectly, of voting Securities of such Person carrying more than fifty percent (50%) of the voting rights attaching to all voting Securities of such Person and which are sufficient, if exercised, to elect a majority of its board of directors, and (ii) in relation to a Person that is a partnership, limited partnership, business trust or other similar entity, (a) the ownership, directly or indirectly, of voting Securities of such Person carrying more than fifty percent (50%) of the voting rights attaching to all voting Securities of the Person or (b) the ownership of other interests or the holding of a position (such as general partner or trustee) entitling the holder thereof to exercise control and direction over the activities of such Person.

1.1.17 **Convertible Security** means any security (including any warrant, convertible debenture, note or option), which is convertible or exchangeable at any time into Shares or which carries a right to purchase Shares.

1.1.18 **Corporation** has the meaning given to it in the description of the Parties and includes any successor corporation resulting from any merger, amalgamation, reorganization, arrangement or other combination of it and any other Person, inasmuch as the Shareholders remain the same following such operation.

1.1.19 **Disappearance** means the situation, other than the Incapacity of a Shareholder, in which a Shareholder or the individual in respect of which a Shareholder acts as Authorized Trust or Authorized Subsidiary: (i) has not attended to its obligations under this Agreement or participated in the affairs of the Corporation for a continuous period of at least one hundred and eighty (180) days; (ii) has failed to respond, within thirty (30) days of receipt, to written notices sent by the Corporation and the other Shareholders to the Shareholder's last known address by registered mail and to the Shareholder's last known email address (if any); and (c) the Board determines there is no reasonable evidence that the Shareholder intends to resume participation in the affairs of the Corporation.

1.1.20 **Governmental Entity** means (i) any foreign or domestic governmental, regulatory, administrative or judicial department or authority at the multinational, federal, provincial, state, municipal or local level, such as a ministry, central bank, court, arbitration tribunal, commission, board, bureau or agency, (ii) an agency of such a department or authority, (iii) a quasi-governmental or private body, department or authority to which a department or

authority described above has delegated regulatory, expropriation or taxation powers or any other governmental or quasi-governmental authority, or (iv) any government-owned entity with rule-making, regulation-making or enforcement authority or purporting to have governmental jurisdiction (including any securities exchange or other self-regulatory organization in the securities, financial services, investment or commodity industries).

1.1.21 **Immediate Family Members** means, in respect of a Person that is an individual, (i) the spouse (by marriage or civil union) or common-law partner (within the meaning of the ITA), (ii) a child or other descendant (by birth or adoption) of such individual, (iii) each spouse (by marriage or by civil union) or common-law partner (within the meaning of the ITA) of any of the Persons referenced in clause (ii) above, (iv) each legal representative of such individual or any of the persons referenced in clauses (i) to (iii) above (including a guardian, curator, mandatary due to Incapacity, custodian or testamentary executor) acting in such capacity under the authority of the Law, an order from a court of competent jurisdiction, a will or a mandate in case of incapacity or a similar instrument. A Person who was, within the meaning of this definition, the spouse of an individual immediately before the death of such individual shall continue to be considered the spouse of such individual after such death.

1.1.22 **Incapacity** means, with respect to an individual, an individual who is placed under guardianship or curatorship or becomes incapable of caring for himself or herself or administering his or her property.

1.1.23 **Incentive Plan** means any stock option plan or other equity-based incentive plan which may be enacted by the Corporation or a Subsidiary from time to time, as amended, supplemented or otherwise modified from time to time, in each case in accordance with the terms thereof.

1.1.24 **ITA** means the *Income Tax Act* (Canada), as amended from time to time and including the regulations thereto.

1.1.25 **Key Person** means, with respect to a Shareholder, the individual identified in such capacity by the Board upon such individual acquiring Shares, directly or indirectly through an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust, in each case if and when such individual holds Shares personally or through an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust, the whole as designated in such Shareholder's accession form delivered pursuant to Section 2.3.

1.1.26 **Laws** means all (i) constitutions, treaties, laws, statutes, codes, ordinances, orders, decrees, orders-in-council, rules, regulations and by-laws or any provisions of the foregoing, including general principles of common and civil law and equity, (ii) judicial, arbitral, administrative, ministerial, departmental or regulatory judgments, orders, decisions, rulings or awards of any Governmental Entity, and (iii) policies, guidelines and protocols to the extent they have force of law.

1.1.27 **Lien** means any hypothec, mortgage, charge, pledge, prior claim, security interest, assignment, lien (statutory or otherwise), *Bank Act* security, or other encumbrance, arrangement or condition of any nature which, in substance, secures payment or performance of an obligation.

1.1.28 **Participating Shareholders** means the Shareholders who hold Participating Shares.

1.1.29 **Participating Shares** means the Shares in the capital of the Corporation giving the right to its holder to participate, without any limitation as to the amount, in the profits of the

Corporation and the remaining property of the Corporation upon liquidation or dissolution, but subject to payment and distributions to holders of preferred shares, if any.

1.1.30 **Party** or **Parties** means, any of the Corporation and the Shareholders and collectively means all of them.

1.1.31 **Permitted Transferee** means:

(a) with respect to Big Time an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust of Big Time;

(b) with respect to Lisa, an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust of Lisa;

(c) with respect to David, an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust of David;

(d)

(e) with respect to any other Person that becomes a Shareholder:

(A) to the extent that such Person is an individual: an Authorized Subsidiary or an Authorized Trust of such Individual;

(B) to the extent that such Person is an Authorized Trust of an individual: such individual, an Authorized Trust of such individual or an Authorized Subsidiary of such individual;

(C) to the extent that such Person is an Authorized Subsidiary of an individual: such individual, an Authorized Trust of such individual or an Authorized Subsidiary of such individual; or

(D) to the extent that such Person is a corporation, partnership or a trust (but is not an Authorized Trust or Authorized Subsidiary of an individual): a wholly owned subsidiary of such corporation, partnership or trust.

1.1.32 **Person** or **Persons** means a natural person, partnership, limited partnership, limited liability partnership, limited liability company, corporation, joint stock company, trust, unincorporated association, joint venture or other entity or Governmental Entity, and pronouns have a similarly extended meaning.

1.1.33 **Preferred Shares** means the Shares giving the right to its holder to participate in the profits of the Corporation and, upon the liquidation or dissolution of the Corporation, the remaining property of the Corporation, in priority to the Participating Shares, on a cumulative basis or otherwise, but with a limitation as to the amount.

1.1.34 **Prime Rate** means the commercial lending rate of interest, expressed as an annual rate, that TD Canada Trust quotes in Montréal as the reference rate of interest from time to time (commonly known as "prime") for the purpose of determining the rate of interest that it charges to its commercial customers for loans in Canadian funds.

1.1.35 **Sale of Shares** means any sale of Shares between Shareholders or between a Shareholder and the Corporation.

1.1.36 **Sale Transaction** means: (i) a merger, amalgamation, reorganization, consolidation or other transaction, involving the Corporation and any other Person in which the Persons who were the Shareholders of the Corporation immediately prior to such merger,

amalgamation, reorganization, consolidation or other transaction own shares of the surviving or continuing entity to which are attached less than fifty percent (50%) of the voting rights attached to all outstanding voting shares of the surviving or continuing entity after such merger, amalgamation, reorganization, consolidation or other transaction, (ii) the sale, exchange or transfer by the Shareholders, in a single transaction or series of related transactions, of Shares to which are attached voting rights representing not less than a majority of the voting rights attached to all outstanding Shares of the Corporation; or (iii) the sale, lease, license, abandonment, transfer or other disposition of all or substantially all the assets of the Corporation and its Subsidiaries, taken as a whole, in a single transaction or related transactions, or the exclusive license of all or substantially all of the Corporation's and its Subsidiaries', taken as a whole, material intellectual property and technology.

1.1.37 **Securities** means any shares, units, subscription rights or warrants, securities and other rights of any nature whatsoever or howsoever arising to participate in the capital or equity of a Person as well as any rights, convertible debentures, convertible bonds, convertible promissory notes or other convertible securities, promises or options capable of becoming any of the foregoing.

1.1.38 **Shareholders** means, collectively, Big Time, Lisa, and David, and/or any Permitted Transferee thereof, and other Persons who acquire Shares in accordance with the provisions of this Agreement, in each case if such Person continues to be the holder of Shares.

1.1.39 **Shares** means shares in the share capital of the Corporation from time to time.

1.1.40 **Simple Majority** means the affirmative vote or written consent by the holders of Voting Shares to which are attached voting rights representing more than fifty percent (50%) of the voting rights attached to all of the issued and outstanding Voting Shares.

1.1.41 **Subsidiary** means any Person which the Corporation Controls.

1.1.42 **Super Majority** means the affirmative vote or written consent by the holders of Voting Shares to which are attached voting rights representing at least two thirds (2/3) of the voting rights attached to all of the issued and outstanding Voting Shares.

1.1.43 **Transfer** includes, in reference to any Shares, (i) any transfer of such Shares, directly or indirectly, by operation of Law, by court order, by judicial process, or by foreclosure, levy or attachment, (ii) any issue, sale, assignment, gift, donation or other disposition of such Shares, directly or indirectly, pursuant to an agreement, arrangement, instrument or understanding by which legal title to or beneficial ownership of such Shares passes from one Person to another Person or to the same Person in a different legal capacity, whether or not for value, and (iii) the granting, directly or indirectly, of any Lien in or extending or attaching to such Shares; provided, for greater certainty, that where reference is made herein to the Transfer of Shares or any interests therein, the same shall not refer to a transfer, sale or other disposition of direct or indirect equity interests in the capital of the holder of such Shares or such interests.

1.1.44 **Triggering Event Date** means the later of (i) the date on which the Corporation becomes aware of a Triggering Event, or (ii) the date on which the Triggering Event occurs.

1.1.45 **Vendor** means any Person or Persons who elect or are required to sell Shares pursuant to a Sale of Shares.

1.1.46 **Voting Shareholders** means the Shareholders who hold Voting Shares.

1.1.47 **Voting Shares** means the Shares to which are attached voting rights as per the terms of the Articles (and not pursuant to the Act in the case of votes by "class").

1.2 Other Defined Terms

In addition to the defined terms in Section 1.1, each of the following capitalized terms shall have the meaning ascribed thereto in the corresponding Sections:

Term	Section
Acceptance Notice	8.1.3
Acceptance Period	8.1.1
Additional Offered Shares	8.1.3
Amending Shareholders	14.7
Buyer	10.5
Call Option	10.3.1
Call Option Exercise Notice	10.3.2
Call Option Exercise Period	10.3.2
Call Option Purchase Price	10.4
Co-Sale Offer	8.2.1
Covered Persons	13.4
Deadlock	9.1.2
Deadlock Resolution Period	9.1
Defaulting Shareholder	10.1
Director	1.1.8
Exercising Non-Defaulting Shareholders	10.3.5 or 10.3.6, as applicable
Fair Market Value	12.2
Financial Statements	5.1.1
Fully Exercising Shareholder	6.2.4
Information	13.1.1
Initiating Shareholder	9.1
New Securities	6.2
New Securities Shareholder	6.2
Non-Defaulting Shareholders	10.2
Notice of Sale	8.1.1
Offered Shares	8.1.1
Offer Notice	6.2.1
Offeror	8.1.1
Pricing Notice	10.2
Purchase Price	11.1.2
Purchased Shares	11.1.2
Purchaser	8.2
Recipient Shareholder	9.1
Rejected Offered Shares	8.1.4
Related Shareholder	14.1
Remaining Offerees	8.1.4
Remaining Shareholders	8.2.1
Representatives	13.1.1
Reserved Matter	4.2
Restricted Activities	13.2.1
Restricted Period	13.2.1

Shareholder Group	1.9
Shotgun Offer	9.1
Shotgun Offer Period	9.2.1
Specified Person	1.1.6 or 1.1.7, as applicable
Specified Shares	6.2
Specified Transaction	10.5
Territory	13.2.1
Time of Closing	11.2
Third Party	8.1.1
Third Party Offer	8.1.1 or 8.2, as applicable
Time of Closing	11.2
Triggering Event	10.1
Unallocated Securities	6.2.4
Valuator	12.3
Vendor	8.2 or 8.3, as applicable
Withdrawal Notice	10.2

1.3 Gender and Number

Any reference in this Agreement to gender includes all genders and words importing the singular number only shall include the plural and *vice versa*.

1.4 Headings etc.

The division of this Agreement into Articles and Sections and the insertion of headings are for convenient reference only and are not to affect its interpretation.

1.5 Currency

All references in this Agreement to monetary amounts are, unless otherwise specifically indicated, are expressed in Canadian currency.

1.6 Certain Phrases, etc.

In this Agreement (i) the words “including” and “includes” mean “including (or includes) without limitation”, (ii) in the computation of periods of time from a specified date to a later specified date, unless otherwise expressly stated, the word “from” means “from and including” and the words “to” and “until” each mean “to but excluding”.

1.7 Accounting Terms

All accounting terms not specifically defined in this Agreement shall be construed in accordance with the Accounting Standards.

1.8 Calculation of Time

When calculating the period of time “within” which or “following” which any act or event is required or permitted to be done, notice given or steps taken, the date which is the reference date in calculating such period is to be excluded from the calculation. If the last day of any such period is not a Business Day, such period will end on the next Business Day.

1.9 Rights and Obligations of Shareholders of the Same Group

If, at any time during the term of this Agreement, two (2) or more Shareholders are Affiliates (a **Shareholder Group**), the Parties agree that (i) each member of such Shareholder Group shall exercise its voting rights or any other right as a Shareholder in the same way as the other members of such Shareholder Group, (ii) the delivery or receipt of a notice, consent or other communication hereunder by or to any member of a Shareholder Group shall be deemed to have been also delivered or received by or to all the other members of such Shareholder Group as of the first date of delivery or receipt of such notice, consent or other communication in accordance with the terms hereof to or by any member of such Shareholder Group, (iii) the obligations of all the members of a Shareholder Group shall be solidary with respect to each other, each such member hereby renouncing the benefits of discussion and division, and (iv) the Shares held by all members of a Shareholder Group shall be taken into account as if they were a single Shareholder for the purposes of calculating the proportion, "rateable share" of Shares or voting rights held by the members of such Shareholder Group, including for the purposes of ARTICLE 6, ARTICLE 8 and ARTICLE 10, and any member of such Shareholder Group may exercise, in whole or in part, but without duplication, the rights granted hereunder to the other members of such Shareholder Group (including for the purposes of acquiring Shares that would otherwise be allocated to another member of such Shareholder Group).

ARTICLE 2
ORGANIZATION OF THE CORPORATION AND IMPLEMENTATION OF AGREEMENT

2.1 Share Ownership

At this date, each Shareholder holds the Shares set out beside such Shareholder's name in Schedule 2.1 hereof.

2.2 Share Certificates

2.2.1 All share certificates representing Shares shall bear the following legend endorsed thereon:

> The shares represented by this certificate are subject to restrictions on transfer and all the other terms and conditions of the unanimous shareholders' agreement dated ●, 2025 entered into by and between the Corporation and all the holders of its shares, as such agreement may from time to time be amended or restated in accordance with its provisions. A copy of the agreement is on file at the registered office of the Corporation and available for inspection on request and without charge. Any transfer made in contravention of such restrictions shall be null and void.

2.3 Unanimous Shareholders' Agreement

This Agreement shall be deemed a unanimous shareholders' agreement within the meaning of the Act. Each Shareholder and each Person who becomes a Shareholder through a Transfer or issue of Shares shall execute and deliver to the Corporation before becoming a Shareholder, a counterpart copy of this Agreement or an accession to this Agreement in the form of Schedule 2.3 hereof, confirming its acceptance to be bound by the terms of this Agreement in order to maintain the status of this Agreement as a unanimous shareholders' agreement within the meaning of the Act.

2.4 Actions in Accordance with Agreement

2.4.1 Each Shareholder shall exercise the votes attached to its Shares at all times and use its best efforts to cause its nominees to the Board to act at all times in order that the provisions of this Agreement shall govern the business and affairs of Corporation to the maximum extent permitted by Law. In the event of any conflict between the provisions of this Agreement and the provisions of the Articles or By-laws of the Corporation, each

Shareholder shall take or cause to be taken such steps and proceedings as may be required under the Act or otherwise to amend the Articles and By-laws of the Corporation to resolve such conflict so that the provisions of this Agreement shall at all times prevail to the maximum extent permitted by Law.

2.4.2 The Corporation consents to the terms and conditions of this Agreement and covenants that it will, at all times during the term of this Agreement, be governed by its provisions in carrying on its business and affairs.

ARTICLE 3
MANAGEMENT OF THE CORPORATION

3.1 Board of Directors

3.1.1 The composition of the Board shall, subject to Section 3.2, be determined as follows:

(a) one (1) Director nominated by Big Time for so long as he holds Voting Shares which, for greater certainty, shall be himself; and

(b) one (1) Director nominated by Lisa for so long as he holds Voting Shares which, for greater certainty, shall be himself;

(c) one (1) Director nominated by David for so long as he holds Voting Shares which, for greater certainty, shall be himself;

3.1.2 The Board shall elect a Chairperson. The Chairperson shall have no casting vote.

3.2 Removal and Replacement of Nominees

The right to nominate a Director pursuant to Section 3.1 shall include the right of the Shareholder or group of Shareholders having such nomination right, at any time and from time to time, to remove and replace any Director so nominated by notice to such Director, the other Shareholders and the Corporation. Any vacancy occurring on the Board by reason of the death, disqualification, incapacitation, inability to act, resignation or removal of any Director shall be filled only by a further nominee of the Shareholder(s) whose nominee was so affected so as to maintain a Board consisting of the allocation of nominees as provided for in Section 3.1. The Corporation and the Shareholders shall act diligently and promptly to take such actions as are necessary in order to ensure that, at any time, the Board includes the then latest nominees designated in accordance with Section 3.1 for election or appointment to the Board. No Shareholder shall use its voting rights to remove a Director who is a nominee of another Shareholder without the written consent of that other Shareholder.

3.3 Meetings of the Board

3.3.1 Notices of meetings of the Board and its committees (i) may be given by the Chairperson or by the Secretary of the Corporation, the President of the Corporation or any other Director, and (ii) shall be given in writing (including by email) and received by each of the addressees not less than five (5) Business Days prior to the date of such meeting, except for urgent matters where such notices may be sent not less than twenty-four (24) hours prior to the date of such meeting.

3.3.2 Without limiting the provisions of Section 3.3.3, the Person giving the notice of meeting pursuant to Section 3.3.1 shall choose the location of the meeting between the greater metropolitan region of Montréal (Quebec) or any other location as may be agreed to by the Board.

3.3.3 All members of the Board and its committees shall be able to participate in their meetings from afar, by telephone or by any other technological means that allows all attendees to communicate orally with each other, in which case such attendees shall be deemed to have attended such meeting, and each Shareholder or group of Shareholders shall cause the delivery by his/its nominee Director of a consent to permit such participation with such means at all meetings of the Board.

3.3.4 Notices of meetings of the Board and its committees shall indicate the place, date, time and, if applicable, dial-in number or videoconference instructions, of the relevant meeting and contain a concise but complete description of the matters to be submitted to the attention of the Persons attending such meeting. Such notices shall also be accompanied by all documents and any other information which is either relevant or required in order for the Persons attending the meeting to make an informed decision regarding those matters.

3.3.5 Quorum for meetings of the Board shall require the presence (including via technological means in accordance with Section 3.3.3) of a majority of the Directors, which includes a minimum of one Director nominated by Big Time , David, and Lisa pursuant to Section 3.1. Upon the failure to meet quorum at any meeting of the Board in accordance with the foregoing provisions, the Chairman shall adjourn such meeting to a later date no earlier than the fifth (5th) Business Day following receipt by all Directors absent therefrom of a written notice of adjournment of the meeting. Upon reconvening the adjourned meeting, quorum thereof shall be the number of Directors then present, provided that the Corporation has made every reasonable effort to ensure the receipt by all Directors initially absent of the foregoing notice of adjournment. Notwithstanding the foregoing, if all Big Time, Lisa, and David in their capacity as Directors, have provided prior written notice to the Corporation of a temporary absence during which they will be unreachable (including, for example, vacation in an area without cellular or internet access) and the Corporation has consented in writing to such absence, then for the duration of the notified period of absence, quorum shall be deemed not capable of being constituted and no meeting of the Board shall be validly held or deemed to have quorum during such period.

3.3.6 Each Director entitled to vote on a resolution or matter will have one (1) vote on such resolution or matter and, subject to ARTICLE 4, all decisions of the Board shall require the consent of a simple majority of the Directors present at a duly constituted meeting of the Board duly convened and held for such purpose, or a unanimous written resolution in lieu thereof.

3.4 Indemnification

The Corporation shall, to the fullest extent permitted under applicable Law, indemnify and hold harmless each Director and officer of the Corporation from and against all losses, claims, damages, liabilities, costs, expenses (including legal fees and expenses), judgments, fines, settlement and other amounts suffered or incurred by the Director or officer as a result of such individual serving as Director or officer of the Corporation, the whole pursuant to a customary indemnification agreement to be entered into between the Corporation and each Director and officer of the Corporation, in a form acceptable to each such Director and officer.

3.5 Meetings of the Shareholders

3.5.1 Notices of meetings of the Shareholders (i) may be given by (a) the Board, (b) any Shareholder, and (c) any other Party who has such right under the By-laws or the Act, and (ii) shall be given in writing (including by email) and received by each of the addressees not less than five (5) Business Days prior to the date of such meeting, except for urgent matters where such notices may be sent not less than twenty-four (24) hours prior to the date of such meeting.

3.5.2 Any Shareholder entitled to attend a meeting of the Shareholders may participate in such meeting from afar, by telephone or by any other technological means that allows all attendees to communicate orally with each other, in which case such Shareholder shall be deemed to have attended such meeting.

3.5.3 Without limiting the provisions of Section 3.5.2, the Person giving the notice of meeting pursuant to Section 3.5.1 shall choose the location of the meeting between the greater metropolitan region of Montréal (Quebec) or any other location as may be agreed to by the Shareholders attending such meeting (provided such Shareholders constitute quorum in accordance with Section 3.5.4).

3.5.4 Notices of meetings of the Shareholders shall indicate the place, date, time and, if applicable, dial-in number or videoconference instructions, of the relevant meeting and contain a concise but complete description of the matters to be submitted to the attention of the Shareholders attending the meeting. Such notices shall also be accompanied by all documents and any other information which is either relevant or required in order for the Shareholders attending the meeting to make an informed decision regarding those matters.

Quorum for meetings of the Shareholders shall require the presence (in person (including via technological means in accordance with Section 3.5.2) or by proxy) of each of Shareholders who hold Voting Shares carrying voting rights which collectively represent more than fifty percent (50%) of the voting rights attached to all of the issued and outstanding Voting Shares. Upon the failure to meet quorum at any meeting of the Shareholders in accordance with the foregoing provisions, such meeting shall be adjourned to a later date no earlier than the fifth (5th) Business Day following receipt by all Shareholders absent therefrom of a written notice of adjournment of the meeting. Upon reconvening the adjourned meeting, quorum thereof shall be the number of Shareholders entitled to attend such adjourned meeting then present (in person (including via technological means in accordance with Section 3.5.2) or by proxy), provided that the Corporation has made every reasonable effort to ensure the receipt by all Shareholders initially absent of the foregoing notice of adjournment. Notwithstanding the foregoing, if both Big Time, David, and Lisa have provided prior written notice to the Corporation of a temporary absence during which they will be unreachable (including, for example, vacation in an area without cellular or internet access) and the Corporation has consented in writing to such absence, then for the duration of the notified period of absence, quorum shall be deemed not capable of being constituted and no meeting of Shareholders shall be validly held or deemed to have quorum during such period.

ARTICLE 4
PROTECTIVE PROVISIONS

4.1 Matters Requiring Approval of the Shareholders

4.1.1 Without prejudice to any approval which may also be required from the Shareholders pursuant to the Act, the Corporation shall not, and shall cause its Subsidiaries not to, directly or indirectly, take any of the following actions without the approval of a Super Majority:

(a) amend, alter, or repeal any provision of its articles or by-laws; **[Note to Founders: Reference to by-laws should remain generic as it refers to both the by-laws of the Corporation and its Subsidiaries.]**

(b) change the number of Directors other than as contemplated in Section 3.1.1 and nominate representatives of the Corporation on the board of directors (or similar governing body) of any Subsidiary;

(c) increase or reduce the capital of the Corporation or any Subsidiary whether by a stock split, conversion, exchange of Shares or otherwise;

(d) purchase, redeem or acquire any of its Securities;

(e) reclassify, alter or amend any of its Securities;

(f) hypothecate, pledge, mortgage, charge or otherwise encumber the whole of its assets or any part thereof except in the ordinary course of its business;

(g) make any single expenditure in excess of $100,000;

(h) change its business, enter new lines of business, exit a current line of business or enter into a sale, disposition or acquisition of any business;

(i) make, file or take any material act, proceeding or decision with respect to any Law relating to bankruptcy, insolvency or creditors arrangements;

(j) liquidate, dissolve or wind-up the affairs of the Corporation or a Subsidiary; or

(k) effect any amalgamation or consolidation or any Sale Transaction (except if such Sale Transaction is made pursuant to and in accordance with Section 8.2).

4.1.2 Without prejudice to any approval which may also be required from the Shareholders pursuant to the Act, the Corporation shall not, and shall cause its Subsidiaries not to, directly or indirectly, take any of the following actions without the approval of a Simple Majority:

(a) make any single expenditure in excess of $50,000;

(b) borrow any money or incur any indebtedness in excess of $100,000 other than in the form of credit obtained from suppliers in the ordinary course of its business;

(c) make any loan or advance to any Person (other than a wholly owned Subsidiary), including any Director or employee of the Corporation;

(d) guarantee, directly or indirectly any indebtedness or other obligations of another Person, except in respect of the indebtedness or obligations of a wholly owned Subsidiary;

(e) authorize any conveyance of any real property owned by the Corporation or a Subsidiary; or

(f) enter into or be a party to any transaction with (i) any Shareholder, (ii) any Affiliate of a Shareholder (other than the Corporation and its Affiliates), (iii) any Director, or (iv) where applicable, any Immediate Family Member of any of the Persons referred to in clauses (i) to (iii) above, except (y) with respect to any transaction that relates primarily to such Person's appointment, hiring, dismissal, remuneration or other terms and conditions of employment or appointment as a Director, officer or employee of the Corporation, or (z) as may result from the application of the provisions of ARTICLE 6, Section 7.3 or ARTICLE 10;

4.2 Procedure for the Approval by the Shareholders

To the extent that the Corporation or a Subsidiary wishes to take an action or decision which requires the approval of the Shareholders pursuant to Section 4.1, the Corporation shall send a notice in writing to the Shareholders explaining the act or decision requiring their consent, with all related documentation and information required to give or refuse such consent. Each Shareholder shall then have ten (10) days to inform the Corporation of its decision, or five (5) days if the Corporation shows there is an emergency, from the date of the above notice. If a Shareholder does not reply to such notice within the prescribed delay, it shall be deemed to have refused to give its consent to the contemplated act or decision.

Notwithstanding the foregoing, if all of the Voting Shareholders are entitled to nominate Directors pursuant to Section 3.1, any approval required pursuant to Section 4.1 may instead be validly given by such Directors at a duly constituted meeting of the Board duly convened and held for such purpose, or a unanimous written resolution in lieu thereof.

ARTICLE 5
COVENANTS OF THE CORPORATION

Without limiting any other covenants and provisions hereof, the Corporation covenants and agrees that it shall perform and observe the following covenants and provisions, and shall cause each Subsidiary, if and when such Subsidiary exists, to perform and observe such covenants and provisions.

5.1 Information Rights

5.1.1 Within one hundred twenty (120) days of the end of each fiscal year of the Corporation, the Corporation shall prepare and deliver to each Shareholder holding Voting Shares to which are attached five percent (5%) or more of the votes attached to all then issued and outstanding Voting Shares, unaudited annual financial statements of the Corporation, including consolidated balance sheets of the Corporation and its Subsidiaries as at the end of such fiscal year, and consolidated statements of income, retained earnings and changes in cash flow of the Corporation and its Subsidiaries for such fiscal year, setting forth in each case in comparative form the corresponding figures for the previous fiscal year of the Corporation, all prepared in accordance with the Accounting Standards (the **Financial Statements**), such Financial Statements to be approved by the Board.

5.1.2 If they are prepared with respect to the Corporation or any Subsidiary, the Corporation shall, as soon as practicable after their preparation, deliver, or cause to be delivered, to each Shareholder holding Voting Shares to which are attached five percent (5%) or more of the votes attached to all then issued and outstanding Voting Shares, a copy of internal monthly or quarterly financial statements of the Corporation or such Subsidiary, as applicable.

5.1.3 The Corporation shall, as soon as possible following the approval thereof by the Board, deliver, or cause to be delivered, to each Shareholder the annual budget of the Corporation and, where applicable, each Subsidiary.

5.2 Insurance

5.2.1 The Corporation may maintain directors and officers liability insurance in respect of claims against the Directors and officers of the Corporation with a carrier and coverage satisfactory to the Board and otherwise with terms commensurate with reasonable industry practice for companies similar to the Corporation, and shall not assign, transfer, dispose of, surrender, borrow upon or in any way encumber or deal with such insurance.

5.2.2 If considered affordable by the Board at its sole discretion, (i) the Corporation shall maintain an insurance policy on the life of each or any Shareholder or Key Person associated with such Shareholder, as applicable, with the Corporation (or any Person designated by the Corporation) as beneficiary in an amount at all times sufficient to purchase the Shares held by such Shareholder in accordance to the terms of ARTICLE 10, and (ii) all premiums for such insurance policy shall be paid by the Corporation and the proceeds thereof shall be payable to the Corporation (or any Person designated by the Corporation); provided that, if the Board determines that obtaining such insurance is too expensive, the Corporation may, if deemed appropriate by the Board at its sole discretion, instead establish a liquidity reserve to be used by the Corporation in order to pay the purchase price payable upon the purchase of such Shareholder's Shares in case of death as a result of the applicable of the provisions of ARTICLE 10.

5.3 Director expenses

Any Director who incurs expenses in fulfilling his duties as a Director shall be entitled to have such reasonable expenses reimbursed by the Corporation upon presentation of valid supporting documentation.

ARTICLE 6
CAPITAL OF THE CORPORATION

6.1 Additional Capital

If additional capital is required by the Corporation, the Corporation shall, and the Shareholders shall cause the Corporation to, make commercially reasonably efforts to raise the required capital from internal or external sources, the whole subject to the necessary approvals set forth in ARTICLE 4 and the pre-emptive right set forth in Section 6.2.

6.2 Pre-emptive Right

Subject to the terms and conditions of this Section 6.2 and applicable securities Laws, if the Corporation proposes to offer or sell any Shares or Convertible Securities (the **New Securities**), the Corporation shall first offer such New Securities to (i) to the extent that the New Securities are an existing class of Shares or Convertible Securities which may be converted into an existing class of Shares, to the Shareholders holding such class of Shares, or (ii) to the extent that the New Securities are a new class of Shares or Convertible Securities which may be converted into a new class of Shares, to each **[Participating Shareholder]** (each of the Shareholders receiving the offer pursuant to this Section 6.2 shall hereinafter be referred to as a **New Securities Shareholder**). **[Note to Founders: To discuss whether the Voting Shareholders should benefit from the pre-emptive right to align with the Call Option).]**

6.2.1 The Corporation shall give written notice (the **Offer Notice**) to each New Securities Shareholder, stating (i) its *bona fide* intention to offer such New Securities, (ii) the number of such New Securities to be offered, and (iii) the price and terms, if any, upon which it proposes to offer such New Securities.

6.2.2 By notification in writing to the Corporation within ten (10) Business Days after the Offer Notice is given, each New Securities Shareholder may elect to purchase or otherwise acquire, at the price and on the terms specified in the Offer Notice, up to such number of New Securities equal to:

(a) where the New Securities are offered to Shareholders holding a particular class of Shares (the **Specified Shares**), the proportion that the number of Specified Shares held by such New Securities Shareholder bears to the total number of all of the issued and outstanding Specified Shares, in each case as of the date on which the Offer Notice is delivered by the Corporation; or

(b) where the New Securities are offered to all Participating Shareholders, the proportion that the number of Participating Shares held by such New Securities Shareholder bears to the total number of all of the issued and outstanding Participating Shares, in each case as of the date on which the Offer Notice is delivered by the Corporation;

6.2.3 If a New Securities Shareholder fails to make any election within said ten (10) Business Day period, such New Securities Shareholder shall be deemed to have elected not to purchase or acquire any New Securities.

6.2.4 At the expiration of such ten (10) Business Day period, the Corporation shall promptly notify in writing each New Securities Shareholder that elects to purchase or acquire all the New Securities available to it (each, a **Fully Exercising Shareholder**) of the aggregate number of New Securities that New Securities Shareholders who are not Fully Exercising Shareholders have elected (or are deemed to be have elected) not to purchase or acquire (such Securities, the **Unallocated Securities**). During the ten (10) Business Day period commencing after the Corporation has given such notice, each Fully Exercising Shareholder may, by giving written notice to the Corporation, elect to purchase or acquire, in addition to the number of New Securities which such Fully Exercising Shareholder was initially entitled to purchase or acquire pursuant to Section 6.2.2, such number of Unallocated Securities equal to the proportion that the number of Specified Shares or Participating Shares, as applicable, then held by such Fully Exercising Shareholder bears to the total number of all Specified Shares or Participating Shares, as applicable, then held by all Fully Exercising Shareholders, in each case as of the date on which the Offer Notice is delivered by the Corporation (or in such other proportion as may otherwise be agreed upon by all the Fully Exercising Shareholders). The Closing of any issuance of New Securities subscribed pursuant to Section 6.2.2 and this Section 6.2.4, if any, shall occur within sixty (60) days of the date that the Offer Notice is given. For greater certainty, any notice given by a New Securities Shareholder that it elects to purchase or acquire New Securities pursuant to Section 6.2.2 and this Section 6.2.4 shall be deemed to be an irrevocable offer to purchase or acquire such New Securities.

6.2.5 If all New Securities referred to in the Offer Notice are not elected to be purchased or acquired as provided in Sections 6.2.2 and 6.2.4, the Corporation may, during the one hundred and eighty (180) day period following the expiration of the ten (10) Business Day periods provided in Section 6.2.2 and, if applicable, Section 6.2.4, offer and sell the remaining unsubscribed portion of such New Securities to any Person or Persons that is not a Shareholder at a price not less than, and upon terms no more favorable to the offeree than, those specified in the Offer Notice.

6.2.6 The provisions of Sections 6.2.1 to 6.2.5 shall not apply to:

(a) the issuance by the Corporation of Securities issued pursuant to Convertible Securities which have been duly issued prior to the date hereof or in accordance with this Agreement;

(b) the issuance by the Corporation of Securities pursuant to an Incentive Plan or of Securities issued upon the exercise of options or other Securities granted pursuant to an Incentive Plan; or

(c) any Securities issued pursuant to a stock split, recapitalization, combination or like event, or as a dividend or distribution on the Participating Shares, in each case, effected in accordance with this Agreement.

ARTICLE 7
RESTRICTIONS ON TRANSFER AND PERMITTED TRANSFEREES

7.1 Restrictions on Transfer

7.1.1 Any Transfer of Shares owned by a Shareholder shall be prohibited except as specifically permitted under this Agreement.

7.1.2 Any attempted Transfer of Shares made in violation of this Agreement or the Articles shall be null and void. Neither the Board nor the Shareholders shall approve or ratify any Transfer of Shares made in contravention of this Agreement and the Corporation shall not permit any such Transfer to be recorded on the registers of the Corporation maintained for the Shares.

7.2 Permitted Transfers

Subject to compliance with applicable Laws, any Shareholder may, upon giving at least thirty (30) days' prior written notice to the Corporation and the other Shareholders, Transfer all or any part of the Shares held by such Shareholder to any Permitted Transferees of such Shareholder, provided that:

7.2.1 the Permitted Transferee executes and delivers to the Board an accession to this Agreement in the form set forth in Schedule 2.3; and

7.2.2 the transferring Shareholder undertakes, in such manner and form as shall be satisfactory to the Corporation's legal counsels, during the period in which the Shares are held by the Permitted Transferee, (i) that the Permitted Transferee shall remain a Permitted Transferee of the transferring Shareholder, (ii) to continue to be bound by the provisions of this Agreement as if it were still a Shareholder (to the extent that he, she or it no longer holds Shares) as joint and several (solidary) guarantor of the obligations of the Permitted Transferee, and (iii) to guarantee the performance of the obligations of the Permitted Transferee under this Agreement to the other Parties.

7.3 Transfer to the Corporation

Each Shareholder shall have the right to sell to the Corporation, and the Corporation shall have the right to purchase for cancellation, all or any part of such Shareholder's Shares, at a price and upon terms to be determined between such Shareholder and the Corporation, subject only to the approval of the majority of the members of the Board (excluding for such purpose any member of the Board who is such Shareholder or any Person not dealing at arm's length with such Shareholder).

7.4 Deemed Consent under Articles

Each of the Parties (i) consents to a Transfer of Shares made in accordance with this Agreement, (ii) agrees that such consent shall satisfy any restriction on the Transfer of Shares contained in the Articles or By-laws and that no further consent shall be required pursuant to such Articles or By-laws for any such Transfer.

7.5 Ownership of a Shareholder

Each Shareholder that is not an individual hereby undertakes to remain, at all times while it holds Shares:

7.5.1 to the extent that such Shareholder is an Authorized Trust of an individual: such individual, an Authorized Trust of such individual or an Authorized Subsidiary of such individual;

7.5.2 to the extent that such Shareholder is an Authorized Subsidiary of an individual: such individual, an Authorized Trust of such individual or an Authorized Subsidiary of such individual; or

7.5.3 to the extent that such Shareholder is a corporation, partnership or a trust (but is not an Authorized Trust or Authorized Subsidiary of an individual), a wholly owned subsidiary of the corporation, partnership or trust agreed upon in good faith by the Board.

ARTICLE 8
TRANSFERS TO THIRD PARTIES

8.1 Right of First Refusal

8.1.1 If a Shareholder or group of Shareholders (the **Offeror**) receives from a third party (the **Third Party**), acting as principal and dealing at arm's length with the Offeror, a bona fide written offer (in this Section 8.1, the **Third Party Offer**) to purchase for cash all or any of the Shares then held by the Offeror (the **Offered Shares**), which Third Party Offer the Offeror has accepted or is willing to accept (subject to compliance with the provisions of this Section 8.1 and Section 8.2), the Offeror shall deliver a notice in writing (the **Notice of Sale**) to the Participating Shareholders (other than the Offeror if the Offeror is a Participating Shareholder) (the **Offerees**) offering to sell to the Offerees the Offered Shares at the same price and in all other material respects on the same terms and conditions as provided in the Third Party Offer. The Offeror shall deliver with the Notice of Sale, a true copy of the Third Party Offer and if the Third Party is a corporation, the names of the principal shareholders, officers and directors of the Third Party and any other material information with respect to the Third Party in the possession of the Offeror. The offer contained in the Notice of Sale shall be irrevocable and shall be open for acceptance for a period of twenty (20) Business Days from the date on which the Notice of Sale was delivered by the Offeror (the **Acceptance Period**).

8.1.2 Upon the Notice of Sale being given, each of the Offerees shall have the right to purchase the Offered Shares, rateably, on a *pro rata* basis in the proportion that the number of Participating Shares held by such Offeree bears to the total number of Participating Shares held by all of the Offerees, in each case as of the date on which the Notice of Sale is given by the Offeror.

8.1.3 Each Offeree who wishes to purchase the Offered Shares in accordance with Section 8.1.2 shall give a written notice to the Offeror and the Corporation specifying (i) that it wishes to purchase its rateable share of the Offered Shares, and (ii) the number of Offered Shares in excess of its rateable share that it would be prepared to purchase, if any (the **Additional Offered Shares**), within the Acceptance Period (the **Acceptance Notice**).

8.1.4 If an Offeree fails to give an Acceptance Notice within the Acceptance Period or otherwise indicates that it does not wish to purchase the Offered Shares (the Offered Shares which each such Offeree would have been entitled to purchase pursuant to Section 8.1.2 and that such Offeree does not propose to purchase shall be collectively referred to as the **Rejected Offered Shares**), such Rejected Offered Shares shall be allocated amongst those Offerees who did indicate in their Acceptance Notices within the Acceptance Period a desire to purchase Additional Offered Shares (the **Remaining Offerees**). If the Remaining Offerees have offered to acquire a total number of Additional Offered Shares in excess of the total number of Rejected Offered Shares, then, unless the Remaining Offerees agree otherwise, those Rejected Offered Shares shall be allocated amongst the Remaining Offerees so that each Remaining Offeree receives the lesser of (i) the number of Additional Offered Shares set out in its Acceptance Notice, and (ii) its rateable share of the Rejected Offered Shares established on a *pro rata* basis in the proportion that the

number of Participating Shares held by such Remaining Offeree bears to the total number of Participating Shares held by all the Remaining Offerees, in each case as of the date on which the Notice of Sale is given by the Offeror. If, after allocating the Rejected Offered Shares as provided in the immediately preceding sentence, there remain any unallocated Rejected Offered Shares, those Rejected Offered Shares shall, unless the Remaining Offerees agree otherwise, be allocated amongst the Remaining Offerees who did not receive the number of Additional Offered Shares specified in their Acceptance Notices, rateably, on a *pro rata* basis in the proportion that the number of Participating Shares held by each such Remaining Offerees bears to the total number of Participating Shares held by all such Remaining Offerees, in each case as of the date on which the Notice of Sale is given by the Offeror, and the foregoing procedures shall be repeated mutatis mutandis so that all Rejected Offered Shares are allocated amongst the Remaining Offerees.

8.1.5 On the first (1st) Business Day following the last day of the Acceptance Period, the Corporation shall send a notice to each Offeree indicating the allocation of the Offered Shares in accordance with Sections 8.1.1 to 8.1.4 amongst the Offerees.

8.1.6 If the Offerees elect to purchase all of the Offered Shares pursuant to Sections 8.1.1 to 8.1.4, the sale of the Offered Shares to the Offerees shall be completed within twenty (20) Business Days of the expiry of the Acceptance Period.

8.1.7 Subject to Section 8.2, if any of the Offered Shares have not been purchased or agreed to be purchased by the Offerees pursuant to Sections 8.1.1 to 8.1.4, the Offeror shall be free, within ninety (90) days of the expiry of the Acceptance Period, to Transfer all the Offered Shares to the Third Party at a purchase price per Offered Share, payable in cash, which shall not be less than the price specified in the Third Party Offer; failing completion of any such sale within such period, the provisions of this Section 8.1 shall again apply and so on from time to time.

8.1.8 To permit the practical implementation of this Section 8.1, no Shares may be sold by any Shareholder as part of or incidental to the sale of any other assets or any other transaction unless a Third Party Offer that specifically relates to the Shares is made to such Shareholder as part of such sale of assets or other transaction.

8.1.9 This Section 8.1 shall not apply: (i) if the drag-along rights provided in Section 8.2 with respect to the Third Party Offer are exercised, or (ii) with respect to Transfers otherwise permitted or mandatory pursuant to Section 7.2, Section 7.3, ARTICLE 9 and ARTICLE 10.

8.2 Tag Along Right

8.2.1 If any Shareholder or group of Shareholders (in this Section 8.2, the **Vendor**) receives a Third Party Offer and, after having first complied with any obligations under Section 8.1, is entitled to sell the Offered Shares to the Third Party, then, prior to the acceptance of the Third Party Offer, the Vendor shall, if required by any of the other Shareholders (the **Remaining Shareholders**) in its Acceptance Notice, obtain from the Third Party a bona fide written offer addressed to each of the Remaining Shareholders who so require it, on terms and conditions at least as favourable as those applicable to the Vendor pursuant to the Third Party Offer, to purchase the following Shares from each Remaining Shareholder (the **Co-Sale Offer**):

(a) that number of Participating Shares that is equal to (i) the total number of Participating Shares held by such Remaining Shareholder, multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is equal to the total number of Participating Shares subject to the Third Party Offer, and the denominator of which is equal to the total number of Participating Shares then held by the Vendor; or

(b) if the Third Party Offer only relates to a fixed number of Shares, that number of Participating Shares that is equal to (i) the number of Participating Shares subject to the Third Party Offer, multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is equal to the total number of Participating Shares then held by such Remaining Shareholder, and the denominator of which is equal to the total number of Participating Shares then held by the Vendor and all of the Remaining Shareholders that elect to participate in the proposed sale;

provided that if (i) Voting Shares that are not Participating Shares are subject to the Third Party Offer and (ii) the percentage of the total number of Voting Shares that are the subject of the Third Party Offer over all Voting Shares then outstanding exceeds the percentage of the total number of Participating Shares that are the subject of the Third Party over all Participating Shares then outstanding, then the number of Shares that each of the Remaining Shareholder shall be entitled to Transfer pursuant to the Co-Sale Offer shall be:

(c) that number of Voting Shares that is equal to (i) the total number of Voting Shares held by such Remaining Shareholder, multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is equal to the total number of Voting Shares subject to the Third Party Offer, and the denominator of which is equal to the total number of Voting Shares then held by the Vendor; or

(d) if the Third Party Offer only relates to a fixed number of Shares, that number of Voting Shares that is equal to (i) the number of Voting Shares subject to the Third Party Offer, multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is equal to the total number of Voting Shares then held by such Remaining Shareholder, and the denominator of which is equal to the total number of Voting Shares then held by the Vendor and all of the Remaining Shareholders that elect to participate in the proposed sale;

provided, however, that the provisions of clauses (a) and (b) shall continue to apply with respect to Participating Shares held by the Remaining Shareholders that are not Voting Shares.

8.2.2 The Co-Sale Offer shall be irrevocable and shall be open for acceptance by the Remaining Shareholders for ten (10) Business Days after the delivery thereof to the last of the Remaining Shareholders.

8.2.3 This Section 8.2 shall not apply: (i) if the drag-along rights provided in Section 8.3 with respect to the Third Party Offer are exercised, or (ii) with respect to Transfers otherwise permitted or mandatory pursuant to Section 7.2, Section 7.3, ARTICLE 9 and ARTICLE 10.

8.3 Drag Along Rights

If any Shareholder or group of Shareholders (in this Section 8.2, the **Vendor**) or the Corporation receives a bona fide offer from a third party (in this Section 8.2, the **Purchaser**) dealing at arm's length with the Vendor and the Corporation (in this Section 8.2, a **Third Party Offer**) for the purchase and sale in monetary form (which may or may not all be payable at Closing of such transaction) of (y) all (and not less than all) the Shares held by the Vendor (in the case of a Third Party Offer made to the Vendor), and (z) which, if accepted by the Vendor or by the Corporation, as applicable, and consummated, would constitute a Sale Transaction, then, upon being notified in writing by the Vendor or by the Corporation of such Third Party Offer and the acceptance thereof, each Shareholder: (i) shall, if the Sale Transaction involves a sale or other tender of Shares, sell all of the Shares held by such Shareholder to the Purchaser pursuant to the terms and at the price contained in the Third Party Offer, (ii) shall vote in favour of (for the purposes of any approval required by the Act, the Articles, this Agreement or otherwise), and otherwise act, to approve the

Sale Transaction and any continuance, reorganization or recapitalization or any other change to the Articles that is necessary or desirable to facilitate the Sale Transaction, as applicable, and (iii) shall appoint, and hereby irrevocably appoints, the Secretary of the Corporation as its attorney to do all acts, and to sign, execute and/or deliver all agreements, instruments and other documents, which in the discretion of the Secretary may be necessary or desirable for the purpose of vesting in the Purchaser, its successors and assigns, the Shares sold pursuant to the Sale Transaction and the Secretary of the Corporation, on behalf of the Corporation, is authorized and directed to record the Transfer of Shares, to enter the name of the Purchaser in the registers of the Corporation as the holder of the Shares purchased, and cause to be issued to the Purchaser share certificates for such Shares in the name of the Purchaser. After the name of the Purchaser has been entered in the registers of the Corporation as the holder of the Shares purchased by it, the purchase and sale will be deemed completed for all purposes. Upon such registration, the selling Shareholders will cease to have any right to or in respect of the Shares except the right to receive, without interest, the purchase price for such Shares upon surrender of any certificates that previously represented such Shares. This Section 8.2 shall not apply with respect to Transfers otherwise permitted or mandatory pursuant to Section 7.2, Section 7.3, ARTICLE 9 or ARTICLE 10.

ARTICLE 9
COMPULSORY BUY-SELL PROVISIONS

9.1 Offer to Purchase

To the extent that:

9.1.1 Big Time, David, and Lisa, directly or indirectly through their respective Permitted Transferees, collectively hold all of the Voting Shares;

9.1.2 neither Big Time, David, nor Lisa, directly or indirectly through Permitted Transferees, holds Voting Shares carrying voting rights which are equal to or greater than the Super Majority; and **[Note to Founders: To discuss whether a Deadlock in respect of a matter which requires the approval of a Simple Majority should trigger the shotgun mechanism.]**

9.1.3 a disagreement occurs between the Shareholders with respect to a matter which requires the approval of a Super Majority **[or Simple Majority]** pursuant to Section 4.1, such that such matter cannot be unanimously approved by the Shareholders (a **Deadlock**);

then the Shareholders shall enter into good faith negotiations with a view of resolving the Deadlock in a manner mutually satisfactory to the Shareholders for a period of [ninety (90) days (the **Deadlock Resolution Period**). If the Shareholders are unable to resolve the Deadlock by the end of the Deadlock Resolution Period, then, at any time following the date that is twelve (12) months from the date hereof, either Shareholder (the **Initiating Shareholder**) shall have the right to submit to the other Shareholder (the **Recipient Shareholder**), a written offer (the **Shotgun Offer**) to purchase for cash all, but not less than all, of the Shares owned by the Recipient Shareholder. The Shotgun Offer shall set forth (i) the aggregate purchase price for the Shares held by the Recipient Shareholder (including, where the Recipient Shareholder holds multiple classes of Shares, details as to the purchase price payable for each Share of each class, and (ii) any other terms and conditions of the Shotgun Offer.

9.2 Acceptance or Counteroffer

9.2.1 Within sixty (60) days after the delivery of the Shotgun Offer to the Recipient Shareholder (the **Shotgun Offer Period**), the Recipient Shareholder shall advise the Initiating Shareholder and the Corporation in writing either:

(a) that it accepts the Shotgun Offer; or

(b) that it elects to purchase the Shares owned by the Initiating Shareholder on the terms and conditions set out in the Shotgun Offer, *mutatis mutandis*.

9.2.2 If the Recipient Shareholder does not respond in writing to the Shotgun Offer within the Shotgun Offer Period, it shall be deemed to have accepted the Shotgun Offer.

9.2.3 If the Recipient Shareholder accepts the Shotgun Offer pursuant to Section 9.2.1(a) or is deemed to have accepted the Shotgun Offer pursuant to Section 9.2.2, the Initiating Shareholder shall purchase all of the Shares of the Recipient Shareholder on the terms set out in the Shotgun Offer and as otherwise provided in this ARTICLE 9.

9.2.4 If the Recipient Shareholder elects to purchase the Shares of the Initiating Shareholder pursuant to Section 9.2.1(b), then (i) it shall be conclusively deemed to have made an irrevocable offer to purchase all of the Shares of the Initiating Shareholder on the terms and conditions of the Shotgun Offer, *mutatis mutandis*, and the Initiating Shareholder shall be conclusively deemed to have accepted such offer, and (ii) the Recipient Shareholder shall purchase the Shares from the Initiating Shareholder on such terms and as otherwise provided in this ARTICLE 9.

9.3 Closing

The purchase and sale of the Shares resulting from the acceptance or deemed acceptance of an offer to buy or sell pursuant to ARTICLE 9 shall be completed on the date which is sixty (60) days following the end of the Shotgun Offer Period.

9.4 Last Resort

The Shareholders acknowledge and agree that the provisions of this ARTICLE 9 constitute remedies of last resort and are intended to be invoked only if all other avenues for resolution have failed. Accordingly, the Shareholders agree to use their best effort to negotiate a mutually satisfactory sale arrangement between themselves, on terms acceptable to the Shareholders, prior to resorting to any compulsory buy-sell mechanism under this ARTICLE 9.

9.5 Survival

Notwithstanding any other provision of this Agreement, the buy-sell mechanism set forth in this ARTICLE 9 shall continue to apply so long as (i) Big Time, David and Lisa (directly or indirectly through their respective Permitted Transferees) collectively hold all of the Voting Shares, and (ii) neither Big Time, David, nor Lisa (directly or indirectly through Permitted Transferees) holds Voting Shares carrying voting rights which are equal to or greater than the Super Majority. Upon the first date that either Big Time, David or Lisa holds Voting Shares carrying voting rights which are equal to or greater than the Super Majority, the buy-sell mechanism set forth in this ARTICLE 9 shall automatically terminate and shall be of no further force or effect.

ARTICLE 10
MANDATORY SALE

10.1 Triggering Event

For the purposes of this Agreement, a **Triggering Event** is deemed to have occurred with respect to a Shareholder (the **Defaulting Shareholder**):

10.1.1 where such Shareholder is an individual or is the Authorized Subsidiary or Authorized Trust of an individual, the death of such individual;

10.1.2 where such Shareholder is an individual or is the Authorized Subsidiary or Authorized Trust of an individual, the Incapacity or Disappearance of such individual;

10.1.3 such Shareholder is declared bankrupt, commits an act of insolvency within the meaning of any bankruptcy and insolvency legislation, is petitioned into bankruptcy and such petition is not contested in good faith or a receiving order is made, is placed in receivership, makes an assignment of his, her or its property for the benefit of his, her or its creditors generally, files a petition or makes a proposal under any bankruptcy and insolvency legislation or makes an application under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada);

10.1.4 where such Shareholder is, or the individual in respect of whom such Shareholder is an Authorized Subsidiary or Authorized Trust is, an employee of the Corporation or a contractor providing services similar to those provided by an employee, such Shareholder or individual, as applicable, either (i) resigns and provides a least twenty-six (26) weeks notice, or (ii) is terminated as an employee of the Corporation or as a contractor providing services similar to those provided by an employee for reasons other than a serious reason (within the meaning given to such term in article 2094 of the Civil Code of Quebec;

10.1.5 where such Shareholder is, or the individual in respect of whom such Shareholder is an Authorized Subsidiary or Authorized Trust is, an employee of the Corporation or a contractor providing services similar to those provided by an employee, such Shareholder or individual, as applicable, either (i) resigns and provides a least twenty-six (26) weeks notice, or (ii) is terminated as an employee of the Corporation or as a contractor providing services similar to those provided by an employee for a serious reason (within the meaning given to such term in article 2094 of the Civil Code of Quebec;

10.1.6 where such Shareholder is, or the individual in respect of whom such Shareholder is an Authorized Subsidiary or Authorized Trust is, an employee of the Corporation or a contractor providing services similar to those provided by an employee, any material breach or non-observance by such individual, as determined by a court of arbitral tribunal of competent jurisdiction, of any term of such Shareholder's or individual's, as applicable, employment or consulting agreement;

10.1.7 such Shareholder commits any act or omission that constitutes a breach of the provisions of this Agreement in any material respect (other than a breach of the covenants set forth in Section 13.2 or 13.3) and which has not been cured by such Shareholder within ten (10) Business Days from the receipt of a notice to that effect from the Corporation;

10.1.8 such Shareholder of an Affiliate of such Shareholder is convicted of theft, fraud or embezzlement or any other criminal offence involving such acts, in each case, from the Corporation or any of its Subsidiaries; or

10.1.9 such Shareholder commits any act or omission that constitutes a breach of Section 13.2 or 13.3 and which has not been cured by such Shareholder within ten (10) Business Days from the receipt of a notice to that effect from the Corporation.

10.2 Procedure Following the Occurrence of a Triggering Event

Within thirty (30) days from the Triggering Event Date, and within thirty (30) days from the date of each anniversary of the Triggering Event Date for as long as the Defaulting Shareholder shall own Shares (including, for greater certainty, any Shares held by a Permitted Transferee of the Defaulting Shareholder), the Corporation shall send a written notice to each Voting Shareholder (other than the Defaulting Shareholder) (the **Non-Defaulting Shareholders**) and to the Defaulting Shareholder detailing the circumstances which gave rise to the Triggering Event (the **Withdrawal Notice**). Except where a Triggering Event described in Sections 10.1.8 or 10.1.9 has occurred, the Non-Defaulting Shareholders and the

Corporation shall cause the Fair Market Value of the Shares held by the Defaulting Shareholder (including, for greater certainty, any Shares held by a Permitted Transferee of the Defaulting Shareholder) (the **Option Shares**), to be determined in accordance with ARTICLE 12. No later than five (5) Business Days following (i) to the extent that a Triggering Event described in Sections 10.1.1 to 10.1.7 has occurred, the date on which the Call Option Purchase Price is determined in accordance with Section 10.4, or (ii) to the extent that a Triggering Event described in Sections 10.1.8 or 10.1.9 has occurred, the date on which the Withdrawal Notice is delivered by the Corporation, the Corporation shall send a written notice to the Defaulting Shareholder (or its representatives) and to the Non-Defaulting Shareholders informing them of (a) the Call Option Purchase Price, and (b) where applicable, the Fair Market Value of the Option Shares determined in accordance with ARTICLE 12 (the **Pricing Notice**).

10.3 Acquisition of the Option Shares by the Non-Defaulting Shareholders

10.3.1 Upon the Pricing Notice being given by the Corporation, each of the Non-Defaulting Shareholders shall have to option to purchase its rateable share of the Option Shares established on a *pro rata* basis in the proportion that the number of Participating Shares held by such Non-Defaulting Shareholder bears to the total number of Participating Shares held by all the Non-Defaulting Shareholders, in each case as of the date on which the Pricing Notice is given by the Corporation, at a price per Option Share equal to the Call Option Purchase Price (the **Call Option**).

10.3.2 The Call Option may be exercised by each Non-Defaulting Shareholder by giving a written notice to the Defaulting Shareholder (or its representatives), the other Non-Defaulting Shareholders and the Corporation indicating the number of Option Shares that such Non-Defaulting Shareholder wishes to purchase, which may be in excess of its rateable share (the **Call Option Exercise Notice**) no later than twenty (20) Business Days following the date on which the Pricing Notice is given by the Corporation (the **Call Option Exercise Period**). If a Non-Defaulting Shareholder fails to give a Call Option Exercise Notice within the Call Option Exercise Period, such Non-Defaulting Shareholder shall be deemed to have refused to purchase the Option Shares pursuant to the Call Option.

10.3.3 In the event that only one (1) Non-Defaulting Shareholder exercises the Call Option and indicates in his, her or its Call Option Exercise Notice that he, she or it wishes to purchase all of the Option Shares, the Defaulting Shareholder shall sell the Option Shares to such Non-Defaulting Shareholder at a price per Option Share equal to the Call Option Purchase Price, within thirty (30) Business Days following the expiry of the Call Option Exercise Period. The Call Option Purchase Price shall be paid by the Non-Defaulting Shareholder in accordance with Section 10.5.

10.3.4 In the event that (i) all Non-Defaulting Shareholders exercise the Call Option, and (ii) indicate in their Call Option Exercise Notices that they each wish to acquire a number of Option Shares that is equal to, or greater than, their respective rateable share of the Option Shares, the Defaulting Shareholder shall sell to each Non-Defaulting Shareholder a number of Option Shares equal to his, her or its rateable share of the Option Shares at a price per Option Share equal to the Call Option Purchase Price, within thirty (30) Business Days following the expiry of the Call Option Exercise Period. The Call Option Purchase Price shall be paid by each Non-Defaulting Shareholder in accordance with Section 10.5.

10.3.5 In the event that (i) more than one (1) but not all of the Non-Defaulting Shareholders exercise the Call Option and indicate in their Call Option Exercise Notices that they each wish to purchase a number of Option Shares which is greater than their respective rateable share of the Option Shares and which is collectively equal to, or greater than, the number of Option Shares (for the purposes of this Section 10.3.5, the **Exercising Non-Defaulting Shareholders**), and (ii) one (1) or more Non-Defaulting Shareholders exercise the Call Option but indicate in their Call Option Exercise Notices a desire to purchase a number of Option Shares which is less than their respective rateable share of the Option Shares, the

Defaulting Shareholder shall sell the Option Shares to the Exercising Non-Defaulting Shareholders in accordance with the allocation procedure set forth in Sections 10.3.5(a) and 10.3.5(b) below, within thirty (30) Business Days following the expiry of the Call Option Exercise Period:

(a) first, with respect to each Exercising Non-Defaulting Shareholder, a number of Option Shares equal to the lesser of (i) such Exercising Non-Defaulting Shareholder's rateable share of the Option Shares, and (ii) the number of Option Shares indicated in the Call Option Exercise Notice given by such Exercising Non-Defaulting Shareholder; and

(b) then, the Option Shares which have not been allocated pursuant to Section 10.3.5(a) shall be allocated amongst the Exercising Non-Defaulting Shareholders who did not receive the number of Option Shares specified in their Call Option Exercise Notices, rateably, on a pro rata basis in the proportion that the number of Participating Shares held by each such Exercising Non-Defaulting Shareholder bears to the total number of Participating Shares held by all such Exercising Non-Defaulting Shareholders, in each case as of the date on which the Pricing Notice is given by the Corporation, and the foregoing procedures shall be repeated mutatis mutandis so that all Option Shares are allocated among the Exercising Non-Defaulting Shareholders.

The Call Option Purchase Price shall be paid by the Exercising Non-Defaulting Shareholders in accordance with Section 10.5.

10.3.6 In the event that either (i) one (1) or multiple Non-Defaulting Shareholders (for the purposes of this Section 10.3.6, the **Exercising Non-Defaulting Shareholders**) exercise the Call Option and indicate in their Call Option Exercise Notices that they collectively wish to purchase a number of Option Shares which is less than the number of Option Shares, or (ii) none of the Non-Defaulting Shareholders exercise the Call Option, the Defaulting Shareholder shall, if applicable, sell a number of Option Shares to each Exercising Non-Defaulting Shareholder equal to the number of Option Shares set forth in its Acceptance Notice at a price per Option Share equal to the Call Option Purchase Price within thirty (30) Business Days following the expiry of the Call Option Exercise Period. The Call Option Purchase Price shall be paid by the Exercising Non-Defaulting Shareholders in accordance with Section 10.5

10.3.7 To the extent that following the application of the provisions of Sections 10.3.1 to 10.3.6, not all of the Option Shares are purchased by the Non-Defaulting Shareholders, the Defaulting Shareholder shall be entitled to retain the Option Shares that have not been purchased, provided that such Option Shares may thereafter be acquired in accordance with this Section 10.3 upon the delivery by the Corporation of a new Withdrawal Notice in respect of the Defaulting Shareholder pursuant to Section 10.3.

10.4 Purchase Price

The purchase price for the Option Shares which may be purchased by the Non-Defaulting Shareholders pursuant to Section 10.3 shall be calculated as follows:

10.4.1 where the Option Shares are being purchased following the occurrence of a Triggering Event described in Sections 10.1.1, 10.1.2, 10.1.3 and 10.1.4, the Fair Market Value of the Option Shares;

10.4.2 where the Option Shares are being purchased following the occurrence of a Triggering Event described in Sections 10.1.5, 10.1.6 and 10.1.7, fifty percent (50%) of the Fair Market Value of the Option Shares; and

10.4.3 where the Shares are being purchased following the occurrence of a Triggering Event described in Section 10.1.8 and 10.1.9: the aggregate amount of one dollar ($1.00) for all of the Option Shares;

(the price per Option Share determined in accordance with this Section 10.4 shall be referred to as the **Call Option Purchase Price**).

10.5 Payment of the Purchase Price

The Call Option Purchase Price payable as part of the exercise of the Call Option (for the purposes of this Section 10.5, the **Specified Transaction**) shall be paid by the Non-Defaulting Shareholders who are entitled to purchase the Option Shares pursuant to Section 10.3 (for the purposes of this Section 10.5, each, a **Buyer**), as follows:

10.5.1 in twenty (20) equal and consecutive quarterly instalments beginning on the first (1st) day of the month following the Closing of the Specified Transaction. Each instalment shall be payable on the first (1st) day of such quarter;

10.5.2 the unpaid balance of the Call Option Purchase Price shall bear interest at an annual rate equal to the Prime Rate plus two percent (2%), compounded quarterly, from the Closing of the Specified Transaction;

10.5.3 notwithstanding the foregoing, if the Triggering Event giving rise to the Specified Transaction is one in respect of which the Corporation is the beneficiary of an insurance policy and the proceeds of such insurance are available to the Corporation in an amount at least equal to the Call Option Purchase Price (or such lesser amount as may be required to discharge the obligations of the Buyer hereunder), then the Buyer will, if permitted under applicable Laws and to the extent that the same will not result in adverse tax consequences to the Corporation or the Buyer, cause such proceeds to be used for the purposes of paying the Call Option Purchase Price in a single lump sum on the later of (i) the Closing of the Specified Transaction, and (ii) the date on which such insurance proceeds are received by the Corporation.

provided each Buyer shall have the right to prepay any portion of the Call Option Purchase Price.

10.6 Management Rights

Upon the occurrence of a Triggering Event, the Defaulting Shareholder shall (i) if applicable, be deemed to have resigned from its position as Director or officer of the Corporation, and (ii) lose the right to nominate any director(s) pursuant to Section 3.1.

ARTICLE 11
PROCEDURE FOR SALE OF SHARES

11.1 Application of Sale Provisions

11.1.1 Except as may otherwise be expressly provided in this Agreement, the provisions of this ARTICLE 11 shall apply to any Sale of Shares.

11.1.2 For the purpose of this ARTICLE 11, the term **Purchased Shares** means the Shares being Transferred pursuant to a Sale of Shares and the term **Purchase Price** means the consideration paid for such Purchased Shares.

11.2 Obligations of Vendor

At or prior to the date specified for Closing (the **Time of Closing**), the Vendor shall:

11.2.1 assign and transfer to the Buyer the Purchased Shares and deliver the share certificate(s) representing the Purchased Shares duly endorsed for transfer to the Buyer or as directed by it;

11.2.2 do all other things required in order to deliver good title to the Purchased Shares to the Buyer free and clear of any Liens whatsoever;

11.2.3 deliver to the Corporation signed resignations of the Vendor and its nominees, if any, as Directors and officers (but excluding, for greater certainty, as employees) of the Corporation or any Subsidiary, as the case may be;

11.2.4 to the extent the Vendor is selling all of its Shares, deliver to the Corporation and the Subsidiaries releases by the Vendor and its nominees, if any, of all claims against the Corporation or the Subsidiaries with respect to any matter or thing up to and including the Time of Closing in their capacities as Directors, officers or Shareholders of the Corporation or the Subsidiaries, as the case may be, except for any claims which might arise out of the Sale of Shares (including, any breach or non-compliance with the terms of this Agreement in connection with such Sale of Shares) or relating to any loans or unpaid expenses remaining due to the Vendor by the Corporation; and

11.2.5 to the extent the Vendor is selling all of its Shares, deliver to the remaining Shareholders releases by the Vendor and its nominees, if any, of all claims against each remaining Shareholder, its nominees, if any, in their capacities as a Shareholder, Director or officer of Corporation or a Subsidiary, except for any claims which might arise out of the Sale of Shares (including, any breaches or non-compliance with the terms of this Agreement in connection with such Sale of Shares) or relating to any loans or unpaid expenses remaining due to the Vendor by the Corporation; and

11.2.6 either provide the Buyer with evidence reasonably satisfactory to the Buyer that the Vendor is not then a non-resident of Canada within the meaning of the ITA or provide a representation and warranty that the Shares are not “taxable Canadian property” for the purposes of the ITA and similar concepts under provincial tax laws.

11.3 Collaboration – Taxable Canadian Property

At the request of the Vendor, acting reasonably, the Corporation and the Buyer shall reasonably collaborate with the Vendor to assess and determine whether the Shares are “taxable Canadian property” for the purposes of the ITA and similar concepts under provincial tax laws.

11.4 Repayment of Indebtedness

If, at the Time of Closing, the Vendor is indebted to the Corporation or a Subsidiary in an amount recorded on the books of the Corporation or, as the case may be, a Subsidiary, the Vendor shall repay such amount to the Corporation or, as the case may be, the applicable Subsidiary, at the Time of Closing and, if the Vendor fails to make such repayment, the Buyer shall be required to pay the amount of such indebtedness to the Corporation or, as the case may be, the applicable Subsidiary, from the Purchase Price and the amount of the Purchase Price payable to the Vendor shall be reduced accordingly.

11.5 Payment of Purchase Price

Unless otherwise agreed in the Sale of Shares and permitted by this Agreement (including, without limitation, in Section 10.5), the Purchase Price (less an amount withheld equal to the amount of any indebtedness of the Vendor due to the Corporation or, as the case may be, a Subsidiary, or, in relation to the Corporation, the other Shareholders) shall be paid by the Buyer in full by cash or bank draft at the Time of Closing.

11.6 Non-Completion by Vendor.

If, at the Time of Closing, the Vendor fails to complete the Sale of Shares, the Buyer shall have the right, if not in default under this Agreement and without prejudice to any other rights which it may have, upon payment of the price payable for the Purchased Shares to the Vendor at the Time of Closing to the credit of the Vendor in the main branch of the Company's bankers in Montreal, Quebec or of a trust company authorized to carry on business in the Province of Quebec (with all appropriate tax withholding, as the case may be), to execute and deliver, on behalf of and in the name of the Vendor, such deeds, transfer, share certificates, debentures, resignations or other documents that may be necessary to complete the Sale of Shares and each Shareholder, to the extent it may be a Vendor hereunder, hereby irrevocably appoints any Shareholder which becomes a Buyer in a Sale of Shares its attorney in that behalf, with no restriction or limitation in respect thereof.

11.7 Tax Efficiency

The Parties agree to consider in good faith any alternative transactional structure that may be proposed by a party to a Sale of Shares to improve the tax efficiency of such Sale of Shares to the extent that such alternative transactional structure does not result in any negative tax consequence for any of the Parties; provided that any legal, accounting, or advisory costs incurred in connection with evaluating or implementing such alternative transactional structure shall be borne exclusively by the Party proposing such structure, unless otherwise agreed in writing by all Parties.

ARTICLE 12
FAIR MARKET VALUE

12.1 Application

The provisions of this Article 12 shall apply with respect to any determination of Fair Market Value required to be made pursuant to this Agreement.

12.2 Meaning of Fair Market Value

For the purposes of this Agreement, **Fair Market Value** means the price per Share determined by the Board or a Valuator, as the case may be, as of the date set forth in Section 12.3, that would be received for such Share upon a sale of all of the issued and outstanding Shares in a single transaction determined in an open and unrestricted market between prudent parties, acting at arm's length and under no compulsion to act, and having reasonable knowledge of all relevant facts concerning the Corporation, provided that the determination of such fair market value shall not take into account any control premium or any minority, illiquidity or other discount.

12.3 Method of Determination

For purposes of Section 10.2, the Fair Market Value of the Option Shares shall be determined by the Board, in good faith, as of the date on which the Withdrawal Notice is given by the Corporation. The Board's determination of the Fair Market Value of the Option Shares shall be final and binding unless the Defaulting Shareholder disputes such value as set out immediately below. If, within ten (10) days after the notification of the determination of the Fair Market Value by the Board, the

Defaulting Shareholder disputes such value, then upon request by the Defaulting Shareholder to the Corporation, the Fair Market Value will be determined by an independent business evaluator who is a member of the Canadian Institute of Chartered Business Valuators (a **Valuator**) jointly selected by the Corporation and the Defaulting Shareholder to value the Option Shares. If the Corporation and the Defaulting Shareholder are unable to agree on a Valuator within ten (10) Business Days of such request, then either the Corporation or the Defaulting Shareholder may apply to the Superior Court of the district of Québec for the appointment of a sole Valuator to determine the Fair Market Value of the Option Shares. Within fifteen (15) Business Days of the appointment of the Valuator, each of the Corporation and the Defaulting Shareholder may make a written submission to the Valuator as to its estimate of the Fair Market Value of the Option Shares, together with any applicable analysis and rationale. Within thirty (30) Business Days of its appointment, the Valuator shall deliver a written report to each of the Corporation and the Defaulting Shareholder, which report will set forth its determination of the Fair Market Value per share for each class of Option Shares, its analysis, methodology and applicable rationale. If the Valuator provides a range of values as to the fair market value of the Option Shares, the Fair Market Value shall be deemed to be the mid-point of that range for the purposes hereof. The decision of the Valuator will be final, binding and non-appealable. The costs of the evaluation will be paid by the Corporation.

ARTICLE 13
CONFIDENTIALITY, NON-SOLICITATION, ETC.

13.1 Confidentiality

13.1.1 No Shareholder shall (and each Shareholder shall cause its Representatives and Board nominees not to), at any time or under any circumstances, without the consent of the Board, directly or indirectly communicate or disclose to any Person (other than its Affiliates' and the other Parties' and their Affiliates' respective employees, directors, officers, agents, advisors and representatives) (collectively, **Representatives**), or make use of, any confidential knowledge or information howsoever acquired by such Party relating to or concerning the customers, products, technology, trade secrets, systems or operations, or other confidential information regarding the property, business and affairs of the Corporation or this Agreement (collectively, **Information**), except for:

(a) Information that becomes generally known in the industry to which the Business is related other than through a breach of this Agreement;

(b) Information that is lawfully obtained by such Shareholder from a third party without breach of this Agreement by the Shareholder;

(c) Information that is reasonably required to be disclosed by a Shareholder to protect its rights under this Agreement;

(d) Information that is reasonably required to be disclosed by a Shareholder to a third party in connection with the Transfer of its Shares in accordance with this Agreement; provided that such third party shall enter into customary confidentiality undertakings in connection therewith;

(e) Information that is reasonably required to be disclosed by a Shareholder in connection with routine investigations or examinations by regulatory or self-regulatory authorities; and

(f) Information that is required to be disclosed by Law or by the applicable regulations or policies of any Governmental Entity of competent jurisdiction or any stock exchange, provided that the Shareholder gives the Corporation prompt written notice of the compelled disclosure and cooperates with the Corporation, at the

Corporation's expense, in seeking a protective order or any other protections available to limit the disclosure of the Information.

13.1.2 If a Shareholder ceases to be a shareholder of the Corporation, such Shareholder (i) if requested by the Corporation, shall use commercially reasonable efforts to ensure that all Information and all copies thereof are either destroyed or returned to the Corporation at such Shareholders' sole discretion, except that a Shareholder may retain Information (a) as a result of an automated electronic back-up or archival system used by such Shareholder or its Representatives in the ordinary course of business, or (b) to comply with such Shareholder's or its Representatives' internal record retention or compliance policies and procedures, and (ii) shall not, directly or indirectly, use for any purposes, any Information discovered or acquired by the Shareholder or its Representatives. The Shareholder's obligations in this 13.1 shall be in addition to and not in derogation of any other obligation of confidentiality owed to the Corporation or any of its Affiliates by the Key Persons or other Shareholders who are employees, consultants, service providers or clients of the Corporation or any of its Affiliates.

13.2 Non-Competition

13.2.1 For so long as a Shareholder holds any Shares (directly or indirectly through Permitted Transferees) and for a period of twenty-four (24) months thereafter (the **Restricted Period**), such Shareholder shall not, directly or indirectly, in any manner whatsoever including, without limitation, either individually, or in partnership, jointly or in conjunction with any other Person, or as employee, principal, agent, director or shareholder:

(a) be engaged in any undertaking or business;

(b) have any financial or other interest (including an interest by way of Securities, royalty or other compensation arrangements) in or in respect of the business of any Person;

(c) advise, lend money to or guarantee the debts or obligations of, or give security on behalf of, any Person which carries on an undertaking or business; or

(d) permit its name to be used or employed by any Person engaged or concerned with or interested in any aspect of an undertaking or business;

in each case, in Canada (the **Territory**), which carries on activities consisting of, substantially similar to or competitive with the following: the development of software for the corporate organization of Canadian companies and the automation of corporate documentation relating to the organization and structuring of corporations. (collectively, the **Restricted Activities**).

13.2.2 For the purpose of this Section 13.2, activities shall be deemed substantially similar to or competitive with the Restricted Activities if such activities resemble in all material respects (but are not necessarily identical) to any of the Restricted Activities.

13.2.3 Nothing in this Section 13.2 shall prevent a Shareholder from owning not more than five percent (5%) of the issued shares of a corporation, the shares of which are listed on a recognized stock exchange or traded in the over the counter market, which is similar or substantially similar to, or which competes with, the Business.

13.2.4 Each Shareholder's obligations in this Section 13.2 shall be in addition to and not in derogation of any other obligation of non-competition owed to the Corporation or any of its

Subsidiaries by such Shareholder (or individuals holding direct or indirect equity interests in such Shareholder).

13.3 Non-Solicitation

13.3.1 Each Shareholder covenants and agrees in favour of the Corporation that he, she or it will not, directly or indirectly, during the Restricted Period:

(a) contact, solicit or do business with any Client or supplier of the Corporation or any of its Subsidiaries for the purpose of reducing the business that any such Client or supplier or does with the Corporation or any of its Subsidiaries; or

(b) solicit or hire any employee of the Corporation or any of its Subsidiaries or induce or attempt to induce any employee of the Corporation or any of its Subsidiaries to leave his or her employment, provided that the provisions of this Section 13.3.1(b) shall not apply where (a) an individual responds to a general advertisement not specifically targeted at such individual published in a newspaper, magazine, trade or other publication, or on a website, (b) a person is put forward by a recruitment agency that was not directed to solicit that person or any other employee of the Corporation or its Subsidiaries, (c) an individual approaches such Shareholder on his or her own initiative without any prior solicitation thereto in breach of this Section 13.3.1(b), or (d) an individual has ceased to be employed or engaged by the Corporation or its Subsidiaries other than in connection with the solicitation by such Shareholder in breach of this Section 13.3.1(b);

13.3.2 Each Shareholder's obligations in this Section 13.2 shall be in addition to and not in derogation of any other obligation of non-solicitation owed to the Corporation or any of its Subsidiaries by such Shareholder (or individuals holding direct or indirect equity interests in such Shareholder).

13.4 Non-Disparagement

Each Shareholder covenants and agrees that he, she or it will not, and will not cause or encourage others (including the individuals holding direct or indirect equity interests in such Shareholder) to, during the time it holds Shares and thereafter (i) engage in behaviors to cause, or which are reasonably likely to cause, reputational damage to any of the Corporation, its Subsidiaries, its Shareholders, Directors, officers, employees, contractors, agents or representatives (collectively, the **Covered Persons**), (ii) make any statements which are reasonably likely to adversely affect the public standing of any of the Covered Persons or the Business, (iii) make any critical, negative, defamatory or disparaging remarks (whether or not such derogatory statement is defamatory at Law) regarding any of the Covered Persons or the Business, or (iv) make any maliciously false statements regarding any of the Covered Persons or the Business, in each case whether verbally, or in writing, to any Person, to the press or in any media, whether print, television, radio or digital, including in any social media, blog posts or online commentary or by any means. Each Shareholder's obligations in this Section 13.4 shall be in addition to and not in derogation of any other obligation of non-disparagement owed to the Corporation or any of its Subsidiaries by such Shareholder (or individuals holding direct or indirect equity interests in such Shareholder).

13.5 Exclusivity of Service

Each Shareholder who also serves as a Director, officer, employee or in any other capacity providing services to the Corporation covenants and agrees that, during the period of such service, he, she or it shall devote his, her or its working time, attention and efforts exclusively to the business and affairs of the Corporation and shall not, directly or indirectly, perform services for, or be engaged in any capacity by, any other Person, whether as a director, officer, employee, consultant, contractor or otherwise, without the prior written consent of the Corporation.

13.6 Specific Performance

Each of the Shareholders acknowledges that its violation or breach of any of the terms of this ARTICLE 13 will cause significant harm to the Corporation and that remedies at law may be inadequate to protect against a breach of this ARTICLE 13. Accordingly, each of the Shareholders acknowledges that the Corporation may seek, in addition to any other relief available to it, to the granting of injunctive relief without proof of actual damages or the requirement to establish the inadequacy of any of the other remedies available to it. Each of the Shareholders covenants not to assert any defence in proceedings regarding the granting of an injunction or specific performance based on the availability to the Corporation of any other remedy.

ARTICLE 14
MISCELLANEOUS

14.1 Guarantee of Obligations

With respect to each Shareholder who is an individual, or who is the Authorized Subsidiary or Authorized Trust of an individual, such individual (including each Key Person) hereby acknowledges having read this Agreement and having understood each and every obligation of such Shareholder (as it relates to such individual, a **Related Shareholder**). In consideration of, and in inducement to, the execution of this Agreement by the Corporation and the other Shareholders, by intervening to this Agreement and in addition to any other obligations that such individual may have hereunder, such individual hereby personally and unconditionally, jointly and severally (solidarily), covenants and agrees and guarantees to the Corporation and the other Shareholders and their respective successors and assigns, that such individual shall be jointly and severally (solidarily) liable with its Related Shareholder for the performance and discharge of, and shall punctually perform and discharge, each and every covenant and obligation of its Related Shareholder set out in or resulting from this Agreement or in any other agreement binding such Related Shareholder to the Corporation.

14.2 Term of Agreement

14.2.1 This Agreement shall come into force and effect on the date hereof and shall terminate on the earlier of:

(a) the date on which one (1) Shareholder shall have acquired all of the issued and outstanding Shares;

(b) the date on which this Agreement is terminated by written agreement of all the Shareholders;

(c) the date on which the Corporation is wound-up, liquidated or dissolved; and

(d) the date immediately preceding the Closing of any initial public offering of Shares by the Corporation.

14.2.2 Notwithstanding the foregoing, the obligations of the Parties set out in ARTICLE 13 and ARTICLE 14 shall continue in full force and effect after the termination of this Agreement.

14.2.3 The termination of this Agreement shall have no effect upon any obligation of a Party to make a payment for any Shares purchased pursuant to the provisions of this Agreement or to pay any other amounts owing by it under this Agreement prior to the date of such termination.

14.3 Dispute Resolution

14.3.1 Subject to the provisions of ARTICLE 12, any dispute, difference, disagreement, controversy or claim arising out of, in connection with or relating to this Agreement, including any question regarding its existence, negotiation, interpretation, application, performance, validity, breach or termination, or in respect of any legal relationship associated with or derived from it shall be arbitrated and finally resolved by arbitration administered by the *Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)* in accordance with its Rules of Arbitration then in effect, except as modified herein.

14.3.2 The arbitration shall be conducted by one (1) arbitrator appointed in accordance with the said Rules of Arbitration.

14.3.3 The place of arbitration shall be established by agreement of the parties involved in the dispute, provided that failing such agreement within five (5) Business Days of a written notice by any such disputing parties requesting the same, the place of arbitration shall be Montréal, Québec. The language of the arbitration shall be French.

14.3.4 The parties to the dispute shall direct the arbitrator(s) to complete the arbitration and render a decision within ninety (90) days of the submission of the dispute to arbitration, provided that any delay shall not invalidate any decision of the arbitrator(s) or otherwise affect his/their jurisdiction.

14.3.5 The decision arrived at pursuant to the arbitration shall be final and binding. No appeal shall lie from the arbitration. Any award granted as a result of arbitration proceedings under this Section 14.3 shall be recognized internationally, and may be entered in any court having jurisdiction to enforce such awards.

14.3.6 Costs of the arbitration shall be at the discretion of the arbitrator(s).

14.3.7 The arbitration proceedings (together with any dispute difference, disagreement, controversy or claim contemplated by Section 14.3.1) shall be subject to the confidentiality undertakings set forth in Section 13.1.

14.3.8 This Section 14.3 shall not prevent a party from applying to any court of competent jurisdiction for (i) interim or interlocutory relief, and (ii) enforcement of an arbitration award.

14.4 Notices

14.4.1 Any notice, direction or other communication given under this Agreement shall be in writing and delivered by means (including email) allowing the sender to obtain a proof of receipt by the recipient, at the address set out in Schedule 14.4.

14.4.2 Any such communication shall be deemed to have been validly and effectively given (i) if personally delivered, on the date of such delivery if such date is a Business Day and such delivery was made prior to 4:00 p.m. (Montréal time) and otherwise on the next Business Day, or (ii) if transmitted by email on the Business Day following the date of transmission. Any Party may change its address for service from time to time by notice to all Parties given in accordance with the foregoing and any subsequent notice shall be sent to such Party at its changed address.

14.5 Time of the Essence

Time shall be of the essence of this Agreement.

14.6 Third Party Beneficiaries

The Parties intend that this Agreement shall not benefit or create any right or cause of action in, or on behalf of, any Person other than the Parties, and no Person, other than a Party (and, to the extent applicable, those Persons intervening hereto for the specific purposes set forth herein), shall be entitled to rely on the provisions of this Agreement in any action, suit, proceeding, hearing or other forum.

14.7 Amendments

This Agreement may only be amended, supplemented or otherwise modified or waived by written agreement signed by Shareholders holding Voting Shares to which are attached voting rights representing at least eighty-five percent (85%) of the voting rights attached to all the issued and outstanding Voting Shares (such Shareholders, in this Section 14.7, the **Amending Shareholders**), and any amendment so approved shall be binding upon all the Shareholders. For greater certainty, in order to give effect to the provisions of this Section 14.7, each Party hereto (i) hereby irrevocably makes and constitutes the Amending Shareholders as its true and lawful attorneys, attorneys-in-fact and mandataries, with full powers of substitution, to sign, execute and deliver any and all instruments, consents, agreements and other documents (including any amendment agreement to this Agreement), and otherwise to take all steps and actions (including the right to use such Shareholder's name), that the Amending Shareholders may deem necessary or useful to approve, adopt and give effect to any amendment executed by the Amending Shareholders, and (ii) without prejudice to the provisions of the foregoing clause (i), agrees, upon the request of the Amending Shareholders, to ratify and confirm in writing in a form satisfactory to the Amending Shareholders any such document, step and action signed, executed, delivered or taken by the Amending Shareholders. The foregoing power of attorney shall be coupled with an interest.

14.8 Waiver

14.8.1 No waiver of any of the provisions of this Agreement shall be deemed to constitute a waiver of any other provision (whether or not similar), nor shall such waiver be binding unless executed in writing by the Party to be bound by the waiver or pursuant to Section 14.7.

14.8.2 Except as otherwise specifically provided in this Agreement, no failure on the part of a Party to exercise, and no delay in exercising any right under this Agreement shall operate as a waiver of such right; nor shall any single or partial exercise of any such right preclude any other or further exercise of such right or the exercise of any other right.

14.9 Entire Agreement

This Agreement constitutes the entire agreement between the Parties and supersedes all prior agreements, understandings, negotiations and discussions, whether oral or written, of the Parties. There are no representations, warranties, conditions or other agreements, express or implied, collateral, statutory or otherwise, between the Parties in connection with the subject matter of this Agreement except as specifically set forth herein and none of the Parties has relied or is relying on any other information, discussion or understanding in entering into and completing the transactions contemplated in this Agreement.

14.10 Successors and Assigns

14.10.1 This Agreement shall become effective as of the date mentioned at the beginning of this Agreement and after that time shall be binding upon and enure to the benefit of the Parties and their respective successors, heirs, personal representatives and Permitted Transferees.

14.10.2 Except otherwise provided in this Agreement, neither this Agreement nor any of the rights or obligations under this Agreement shall be assignable or transferable by any Party.

14.11 Severability

If any provision of this Agreement shall be determined by any court of competent jurisdiction to be illegal, invalid or unenforceable, that provision shall be severed from this Agreement and the remaining provisions shall continue in full force and effect.

14.12 Governing Law

This Agreement shall be governed by and interpreted and enforced in accordance with the Laws of the Province of Quebec and the federal Laws of Canada applicable therein.

14.13 Counterparts

This Agreement may be executed in any number of counterparts and may be executed with an electronic signature such as scanned signature, signature by facsimile, or other means of secure electronic authorization. All such counterparts taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument.

14.14 Language

The parties hereto have requested that this Agreement be drafted in the English language. *Les parties aux présentes ont exigé que la présente convention soit rédigée en anglais.*

[*Signature page follows*]

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Unanimous Shareholders' Agreement.

TECHNOCORP INC.

Per : _____

Name :

Title :

_____

BIG TIME INC.

_____

LISA DAVIS

_____

DAVID BROWN

SCHEDULE 2.3

ACCESSION TO THE
UNANIMOUS SHAREHOLDERS' AGREEMENT

The undersigned, _____, as the owner of _____ shares in the share capital of TechnoCorp Inc. (the **Corporation**), having acquired them on _____, hereby agrees to be a party to the unanimous shareholders' agreement dated as of ●, 2025among the shareholders of the Corporation and the Corporation (the **Agreement**), a copy of which is annexed hereto, and declares that it has read the Agreement, understands its meaning and scope and is satisfied therewith. The undersigned further declares itself to be bound by each of the provisions of the Agreement as if it were an original signatory thereto.

Name: _____

Signature: _____

Name or representative:
(if legal person) _____

Date: _____

Address (for notice purposes) _____

For the purpose of the Agreement, the **Key Person** of the Shareholder acceding to the Agreement pursuant hereto is ● ***[Note: Add here the name of the individual who acquired Shares, directly or indirectly through an Authorized Subsidiary or Authorized Trust, if applicable.]***

****

The undersigned hereby intervenes to this Agreement for the purposes of Section 14.1 of the Agreement as Key Person of, and in respect of the obligations of, ●.

_____
●

SCHEDULE 2.1

SHARE OWNERSHIP

Name of Shareholder	Class of Shares
Lisa Davis	500 Class A shares
David Brown	100 Class B shares
Big Time Inc.	1 000 Class B shares
Big Time Inc.	1 000 Class Cshares

SCHEDULE 14.4

NOTICES

The Corporation	**TECHNOCORP INC.** 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4, Canada Attention: Michael Johnson, CFO Email: mj@technocorp.ca
Big Time Inc.	524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5 Attention: Johny Cash, President Email: johny.cash@bigtime.ca
Lisa Davis	4726 av. Lacombe, Montréal, Québec H3W 1R3 Email: Lisa.davis@gmail.com
David Brown	7367 Garfield Avenue, Kimberley, BC V1A 1P4 Email: David.brown@gmail.com

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
(Organisation)

DE

TECHNOCORP INC.

(la « Société »)

CONSTITUTION

Il est résolu :

d'accepter, tels qu'ils sont délivrés, le Certificat de constitution de la Société ainsi que les statuts constitutifs et de conserver ceux-ci dans le livre de la Société.

LIVRE

Il est résolu :

d'adopter le livre de la Société comprenant les différents registres.

RÈGLEMENTS INTÉRIEUR

Il est résolu :

de prendre le Règlement Intérieur qui est le règlement général se rapportant à la régie interne de la Société;

d'autoriser le président et/ou le secrétaire à confirmer la prise du Règlement intérieur en y apposant sa signature et d'en déposer une copie au livre de la Société; et

de soumettre le Règlement intérieur à l'approbation des actionnaires dès la prochaine assemblée des actionnaires.

SIÈGE SOCIAL

Il est résolu :

de confirmer que le siège social de la Société est situé à l'intérieur de la province du Québec et d'établir l'adresse du siège social de la Société au : 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4, Canada.

CERTIFICATS D'ACTIONS

Il est résolu :
que toutes les actions devant être émises par la Société le soient avec certificat, à moins que le conseil d'administration, par résolution, n'en décide autrement.

SOUSCRIPTIONS ET ÉMISSIONS D'ACTIONS

Il est résolu :
d'accepter la ou les souscriptions suivantes et d'émettre le ou les certificats d'actions appropriés :

Nom du souscripteur / actionnaire	Nombre et catégorie d'actions	Prix par action	Nº du certificat
David Brown	Cent (100) actions de catégorie B	10 $	B-1
Lisa Davis	Cinq Cents (500) actions de catégorie A	10 $	A-1
Big Time Inc.	Mille (1 000) actions de catégorie B	10 $	B-2
Big Time Inc.	Mille (1 000) actions de catégorie C	25 000$	C-1

que l'émission des 1 000 actions de catégorie C à Big Time Inc. (« **Actions de roulement** ») soit effectuée dans le cadre d'un transfert admissible en vertu du paragraphe 85(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), la contrepartie remise à la Société consistant en des biens admissibles transférés par Big Time Inc., selon les modalités d'une convention de roulement écrite à intervenir entre les parties;

que le prix de souscription des Actions de roulement soit réputé égal à la juste valeur marchande convenue des biens transférés, tel qu'établi dans la convention de roulement, et que la Société reçoive lesdits biens en paiement intégral de la souscription;

de livrer sans frais à chacun des souscripteurs/actionnaires un certificat d'actions nominatif indiquant le nombre d'actions détenues; et

de confirmer que les actions émises ci-dessus sont des actions entièrement payées, la Société ayant reçu paiement complet de la contrepartie desdites actions.

EXERCICE FINANCIER

Il est résolu :
de fixer la date de la fin de l'exercice financier de la Société au 1er septembre de chaque année.

RÉSOLUTION BANCAIRE

Il est résolu :

d’adopter et d'annexer aux présentes, la résolution bancaire sous la forme requise par l'institution financière de la Société; et

de remettre une copie certifiée conforme de ladite résolution à l'institution financière.

COPIE DES RÉSOLUTIONS

Il est résolu :

de conserver au livre de la Société, conformément à l’article 34 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (RLRQ, c. S-31.1) une copie des présentes résolutions avec les procès-verbaux des réunions du conseil d’administration.

Par les présentes, les résolutions précitées sont adoptées telles que l'atteste la signature de tous les administrateurs de la Société, conformément à l'article 140 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (RLRQ, c. S-31.1)

En date effective du 20 novembre 2024

MICHAEL JOHNSON	**JANE SMITH**
JOHN DOE	

RÉSOLUTIONS DES ACTIONNAIRES
(Organisation)

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Il est résolu :
de ratifier le Règlement Intérieur qui est le règlement général se rapportant à la régie interne de la Société

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Il est résolu :
D'élire la ou les personnes suivantes comme administrateurs de la Société et que leurs mandats se prolongent jusqu'à la première assemblée annuelle des actionnaires, ou des résolutions en tenant lieu, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment élus et nommés :

- Michael Johnson;
- Jane Smith; ET
- John Doe.

VÉRIFICATEURS

Attendu que la Société n'est pas un émetteur assujetti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1);

Il est résolu :
De ne pas nommer de vérificateur de la Société jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou des résolutions en tenant lieu ou jusqu'à ce qu'un vérificateur soit dûment nommé; et

d'autoriser le conseil d'administration ou tout dirigeant à fixer en temps opportun la rémunération du vérificateur de la Société, si un vérificateur était élu.

RATIFICATION DES ACTES

Il est résolu :
de confirmer, d'approuver et de ratifier tous les actes, faits et gestes des administrateurs et/ou ceux du ou des fondateurs relativement à la constitution de la Société et à son organisation, y compris l'émission d'actions.

COPIE DES RÉSOLUTIONS

Il est résolu :
de conserver au livre de la Société, conformément à l'article 31 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (RLRQ, c. S-31.1), une copie des présentes résolutions avec les procès-verbaux des assemblées des actionnaires.

Par les présentes, les résolutions précitées sont adoptées telles que l'atteste la signature de tous les actionnaires habiles à voter de la Société, conformément à l'article 178 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (RLRQ, c. S-31.1),

En date effective du 20 novembre 2024

DAVID BROWN	**LISA DAVIS**

BIG TIME INC.

Par : _____
Johny Cash
Président

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
(Post-organisation)

DE

TECHNOCORP INC.

(la « Société »)

DIRIGEANTS

Il est résolu :
de nommer la ou les personnes ci-dessous comme dirigeants de la Société :

Nom	**Fonction**
Jim Bean	Vice-Président Finance
Mary-Jane O'Connor	Vice-Président Opérations
Jean-Pierre Dubois	Président et secrétaire

En date effective du 20 novembre 2024

MICHAEL JOHNSON

JANE SMITH

JOHN DOE

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À : **TECHNOCORP INC** (la « **Société** »)

ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de la Société ci-dessus mentionnée à compter de mon élection ou ma nomination au sein du conseil d'administration. Je déclare par la présente :

a) je suis une personne physique;

b) je suis âgé(e) de dix-huit (18) ans ou plus;

c) je ne suis pas une personne déclarée incapable par un tribunal au Canada ou à l'étranger; ET

d) je ne suis pas un failli non libéré.

Je démissionnerai immédiatement de ma fonction d'administrateur si je cesse d'avoir les qualités requises comme administrateur en vertu de l'article 327 du *Code civil du Québec,* (RLRQ, c. CCQ-1991). Ce consentement demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit révoqué par un avis écrit envoyé à la Société.

En date effective du 20 novembre 2024

_____

JANE SMITH

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À : **TECHNOCORP INC** (la « **Société** »)

ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de la Société ci-dessus mentionnée à compter de mon élection ou ma nomination au sein du conseil d'administration. Je déclare par la présente :

a) je suis une personne physique;

b) je suis âgé(e) de dix-huit (18) ans ou plus;

c) je ne suis pas une personne déclarée incapable par un tribunal au Canada ou à l'étranger; ET

d) je ne suis pas un failli non libéré.

Je démissionnerai immédiatement de ma fonction d'administrateur si je cesse d'avoir les qualités requises comme administrateur en vertu de l'article 327 du *Code civil du Québec,* (RLRQ, c. CCQ-1991). Ce consentement demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit révoqué par un avis écrit envoyé à la Société.

En date effective du 20 novembre 2024

_____

MICHAEL JOHNSON

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À : **TECHNOCORP INC** (la « **Société** »)

ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de la Société ci-dessus mentionnée à compter de mon élection ou ma nomination au sein du conseil d'administration. Je déclare par la présente :

a) je suis une personne physique;

b) je suis âgé(e) de dix-huit (18) ans ou plus;

c) je ne suis pas une personne déclarée incapable par un tribunal au Canada ou à l'étranger; ET

d) je ne suis pas un failli non libéré.

Je démissionnerai immédiatement de ma fonction d'administrateur si je cesse d'avoir les qualités requises comme administrateur en vertu de l'article 327 du *Code civil du Québec,* (RLRQ, c. CCQ-1991). Ce consentement demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit révoqué par un avis écrit envoyé à la Société.

En date effective du 20 novembre 2024

_____

JOHN DOE

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

OFFRE DE SOUSCRIPTION

Le soussigné offre par les présentes de souscrire CINQ CENT (500) actions de catégorie A du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de CINQ MILLE (1 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de MILLE (5 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	8117 Cross Street, Amherst, NS B4H 3S4

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 20 novembre 2024.

_____

DAVID BROWN

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

OFFRE DE SOUSCRIPTION

Le soussigné offre par les présentes de souscrire CENT (100) actions de catégorie B du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de MILLE (1 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de MILLE (1 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	7367 Garfield Avenue, Kimberley, BC V1A 1P4

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 20 novembre 2024.

_____

DAVID BROWN

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

OFFRE DE SOUSCRIPTION

Le soussigné offre par les présentes de souscrire MILLE (1 000) actions de catégorie B du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de DIX MILLE (10 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de DIX MILLE (10 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 20 novembre 2024.

BIG TIME INC.

Par : _____
Johny Cash

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

OFFRE DE SOUSCRIPTION

Le soussigné offre par les présentes de souscrire MILLE (1 000) actions de catégorie C du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, la soussignée transfèrera des biens à la Société ayant une valeur globale VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 20 novembre 2024.

BIG TIME INC.

Par : _____
Johny Cash

QUITTANCE

À : DAVID BROWN

DATE : 20 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de David Brown pour la souscription de CENT (100) actions de catégorie B du capital-actions de la Société, moyennant un prix de dix dollar (10,00 $) par action pour un montant total de MILLE dollars (1 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

QUITTANCE

À : DAVID BROWN

DATE : 20 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de David Brown pour la souscription de CENT (100) actions de catégorie B du capital-actions de la Société, moyennant un prix de dix dollar (10,00 $) par action pour un montant total de MILLE dollars (1 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

QUITTANCE

À : BIG TIME INC.

DATE : 20 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de Big Time Inc. pour la souscription de MILLE (1 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société, moyennant un prix de dix dollar (10,00 $) par action pour un montant total de DIX MILLE dollars (10 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

QUITTANCE

À : BIG TIME INC.

DATE : 20 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de Big Time Inc. pour la souscription de MILLE (1 000) actions de catégorie C du capital-actions de la Société, moyennant un prix de VINGT CINQ MILLE dollars (25 000,00 $) par action pour un montant total de VINGT CINQ MILLIONS dollars (25 000 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 20 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☒ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☐ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☐ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☐ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 22 novembre 2024

_____

LISA DAVIS

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 20 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☒ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☐ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☐ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☐ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 22 novembre 2024

_____

DAVID BROWN

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 20 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☐ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☐ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☒ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☒ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 22 novembre 2024

BIG TIME INC.

Par : _____

Johny Cash

ROLLOVER AGREEMENT

THIS AGREEMENT is made as of **November 20, 2025**

BETWEEN:
BIG TIME INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 524 Durham Court, Roxboro, Québec H8Y 6T5 (the "**Transferor**")

AND:
TECHNO CORP INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4 (the "**Transferee**")

(each a "Party" and collectively the "Parties")

---

1. Recitals

A. The Transferor owns certain tangible and intangible property described in Schedule A (the "**Transferred Property**") having an aggregate fair market value ("**FMV**") of approximately twenty-five million dollars ($25,000,000).

B. The Transferee wishes to acquire the Transferred Property, and the Transferor wishes to transfer the Transferred Property to the Transferee, in exchange for fully paid shares of the Transferee.

C. The Parties intend that the transfer occur on a tax-deferred basis pursuant to subsection 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and section 518 of the *Taxation Act* (Québec).

D. The Parties have agreed to record their respective rights and obligations in this Agreement.

---

2. Transfer of Property

2.1 The Transferor hereby sells, assigns, transfers, and delivers to the Transferee all of the Transferor's right, title, and interest in and to the Transferred Property, free and clear of any lien, charge, or encumbrance, effective as of the Effective Date.

2.2 The Transferee hereby accepts the transfer of the Transferred Property.

---

3. Consideration

3.1 As consideration for the Transferred Property, the Transferee hereby issues and allots to the Transferor 1 000 Class B shares in its capital stock, fully paid and non-assessable, having an aggregate stated capital equal to the Elected Amount set out in Schedule B.

3.2 The Parties acknowledge that the FMV of the Transferred Property as at the Effective Date is $25,000,000, and that the Elected Amount will be determined in accordance with subsection 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* within the permitted limits.

3.3 No other consideration, monetary or otherwise, shall be paid.

---

4. Section 85(1) Election

4.1 The Parties shall jointly elect under subsection 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and section 518 of the *Taxation Act* (Québec) in respect of the Transferred Property.

4.2 The Elected Amount shall be the amount set out in Schedule B, being not less than the cost amount to the Transferor and not greater than the FMV of the Transferred Property.

4.3 Each Party shall duly complete, execute, and file all prescribed forms (T2057 and TP-518) within the applicable statutory deadlines and shall provide proof of filing to the other Party.

4.4 The Parties shall cooperate fully and furnish such information or documentation as may reasonably be required to support the elections and preserve the intended tax-deferral.

---

5. Representations and Warranties

Transferor represents and warrants that:

a) it is the sole legal and beneficial owner of the Transferred Property;
b) the Transferred Property is free of all encumbrances;
c) it has full corporate authority to execute this Agreement and complete the transfer;
d) the Transferred Property has not been assigned, pledged, or otherwise disposed of;
e) this Agreement constitutes a legal, valid, and binding obligation of the Transferor enforceable in accordance with its terms.

Transferee represents and warrants that:

a) it is duly incorporated and validly existing under the laws of its jurisdiction;
b) it has full corporate authority to enter into this Agreement and issue the consideration shares;
c) upon issuance, the consideration shares shall be fully paid and non-assessable;
d) this Agreement constitutes a legal, valid, and binding obligation of the Transferee enforceable in accordance with its terms.

Each representation and warranty shall survive the completion of the transfer.

---

6. Covenants and Further Assurances

Each Party shall execute and deliver such further instruments and take such actions as may be reasonably required to carry out the intent of this Agreement, including without limitation amended elections or supporting filings required by any taxing authority.

---

7. Governing Law

This Agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein.

The Parties elect domicile in the judicial district of Montréal.

---

8. Price-Adjustment Clause

8.1 The Parties acknowledge that the fair market value ("FMV") of the Transferred Shares and the amount elected under subsection 85(1) of the Income Tax Act (Canada) and section 518 of the Taxation Act (Québec) (collectively, the "Elected Amount") have been determined by them in good faith as of the Effective Date, based on the information then available and on a bona fide intention to reflect the FMV of the Transferred Shares.

8.2 If, at any time, it is determined by the Canada Revenue Agency ("CRA"), Revenu Québec, or any court of competent jurisdiction that the FMV of the Transferred Shares on the Effective Date differs from the value used by the Parties, then, notwithstanding any other provision of this Agreement or any election filed:

(a) the Elected Amount under subsection 85(1) and the corresponding provincial election shall be deemed to be adjusted retroactively to such FMV (within the limits prescribed by

the Income Tax Act and the Taxation Act), and the Parties shall be deemed to have elected that adjusted amount;

(b) if the CRA and Revenu Québec (or other competent authorities) determine different FMVs, the lowest of such values shall prevail and shall be deemed to be the FMV and the Elected Amount for the purposes of this Agreement, and the Parties' respective PUC and ACB adjustments shall be calculated on that basis;

(c) the paid-up capital (PUC) of the shares of the Transferee issued as consideration shall be increased or reduced accordingly, effective as of the Effective Date, so that it corresponds to the adjusted Elected Amount determined under paragraphs (a) and (b);

(d) the adjusted cost base (ACB) of such shares to the Transferor shall likewise be increased or reduced to equal the revised Elected Amount; and

(e) each Party shall promptly execute, deliver, and file any additional or amended elections, tax returns, or other documents as may be necessary to give effect to the foregoing adjustments and to preserve the intended tax-deferred character of the transfer.

8.3 The Parties confirm that it is their mutual intention that this Section constitute a bona fide price-adjustment clause within the meaning of Interpretation Bulletin IT-169 (or any successor administrative policy of the Canada Revenue Agency) and that it be interpreted and applied so as to give full retroactive effect to any such adjustment to FMV, PUC, and ACB.

---

9. Execution

This Agreement may be executed in counterparts, each of which shall be deemed an original and all of which together constitute one and the same instrument.
Execution and delivery by electronic means shall be valid and binding on the Parties.

TECHNOCORP INC.	**BIG TIME INC.**
By : _____	**By :** _____
Michael Johnson	Johny Cash
Director	Director

Schedule A – Description of Transferred Property

No.	Category	Description of Property	Fair Market Value (CAD $)	Cost Amount (CAD $)
1	**Intellectual Property**	Patents, trademarks, proprietary designs, and related technical documentation for the “NeuroLink” product line	5 000 000	3 500 000
2	**Manufacturing Equipment**	CNC machines, robotics, assembly tooling, calibration instruments	6 000 000	4 800 000
3	**Vehicles and Mobile Assets**	Fleet of delivery trucks, service vans, and forklifts	2 250 000	1 900 000
4	**Plant and Warehouse Facilities**	Owned production and storage buildings (two sites, 80 000 sq. ft.)	7 000 000	6 000 000
5	**Office and Computer Equipment**	Office furniture, desktop computers, servers, and peripherals	1 500 000	1 100 000
6	**Tools and Fixtures**	Specialized dies, molds, gauges, and measuring devices	1 000 000	850 000
7	**Vehicles — Executive Use**	Company cars and maintenance vehicles	500 000	400 000
8	**Land Parcels**	Industrial lots adjacent to plant facilities	1 750 000	1 270 000

Schedule B – Consideration and Elected Amount

Class	Number	FMV (CAD)	Elected Amount (CAD)	Stated Capital (CAD)
C	1 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À: TECHNOCORP INC.

dénomination sociale de la société

DE: JANE SMITH

nom de l'administrateur

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), ainsi que les droits, devoirs et obligations qui y sont rattachés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (la « Loi ») et aux règlements de la Société, à compter de ma nomination ou élection au sein de son conseil d'administration.

Je consens à ce que les réunions du conseil d'administration ou de l'un de ses comités puissent se tenir au moyen de tout procédé technique permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par conférence téléphonique ou vidéoconférence. Ce consentement demeurera en vigueur tant que je serai membre du conseil ou de l'un de ses comités.

Je consens également à recevoir tout avis, document ou résolution de la Société par voie électronique, à l'adresse courriel que j'aurai fournie, sauf avis contraire écrit de ma part.

Je déclare être résident canadien au sens de la Loi et de ses règlements d'application, et je m'engage à aviser sans délai la Société de tout changement à cet égard.

Je déclare être âgé d'au moins dix-huit (18) ans, avoir la pleine capacité juridique d'exercer la charge d'administrateur et ne pas avoir le statut de failli.

Je reconnais avoir pris connaissance de mes devoirs et obligations à titre d'administrateur, notamment ceux relatifs à la diligence, à la loyauté et à la divulgation de tout conflit d'intérêts conformément à la Loi.

Je m'engage à démissionner immédiatement de mes fonctions d'administrateur — et, par la présente, je donne d'avance ma démission effective — si je cesse de satisfaire aux conditions prévues par la Loi pour exercer ces fonctions.

Le présent mandat demeurera en vigueur jusqu'à ma démission écrite, mon remplacement ou la fin de mon mandat conformément aux statuts de la Société.

Signé à Montréal, le 20 novembre 2024.

_____

JANE SMITH

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À: TECHNOCORP INC.

dénomination sociale de la société

DE: JOHN DOE

nom de l'administrateur

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), ainsi que les droits, devoirs et obligations qui y sont rattachés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (la « Loi ») et aux règlements de la Société, à compter de ma nomination ou élection au sein de son conseil d'administration.

Je consens à ce que les réunions du conseil d'administration ou de l'un de ses comités puissent se tenir au moyen de tout procédé technique permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par conférence téléphonique ou vidéoconférence. Ce consentement demeurera en vigueur tant que je serai membre du conseil ou de l'un de ses comités.

Je consens également à recevoir tout avis, document ou résolution de la Société par voie électronique, à l'adresse courriel que j'aurai fournie, sauf avis contraire écrit de ma part.

Je déclare être résident canadien au sens de la Loi et de ses règlements d'application, et je m'engage à aviser sans délai la Société de tout changement à cet égard.

Je déclare être âgé d'au moins dix-huit (18) ans, avoir la pleine capacité juridique d'exercer la charge d'administrateur et ne pas avoir le statut de failli.

Je reconnais avoir pris connaissance de mes devoirs et obligations à titre d'administrateur, notamment ceux relatifs à la diligence, à la loyauté et à la divulgation de tout conflit d'intérêts conformément à la Loi.

Je m'engage à démissionner immédiatement de mes fonctions d'administrateur — et, par la présente, je donne d'avance ma démission effective — si je cesse de satisfaire aux conditions prévues par la Loi pour exercer ces fonctions.

Le présent mandat demeurera en vigueur jusqu'à ma démission écrite, mon remplacement ou la fin de mon mandat conformément aux statuts de la Société.

Signé à Montréal, le 20 novembre 2024.

_____

JOHN DOE

ACCEPTATION DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

À: TECHNOCORP INC.

dénomination sociale de la société

DE: MICHAEL JOHNSON

nom de l'administrateur

Par la présente, j'accepte le mandat d'administrateur de TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), ainsi que les droits, devoirs et obligations qui y sont rattachés conformément à la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (la « Loi ») et aux règlements de la Société, à compter de ma nomination ou élection au sein de son conseil d'administration.

Je consens à ce que les réunions du conseil d'administration ou de l'un de ses comités puissent se tenir au moyen de tout procédé technique permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par conférence téléphonique ou vidéoconférence. Ce consentement demeurera en vigueur tant que je serai membre du conseil ou de l'un de ses comités.

Je consens également à recevoir tout avis, document ou résolution de la Société par voie électronique, à l'adresse courriel que j'aurai fournie, sauf avis contraire écrit de ma part.

Je déclare être résident canadien au sens de la Loi et de ses règlements d'application, et je m'engage à aviser sans délai la Société de tout changement à cet égard.

Je déclare être âgé d'au moins dix-huit (18) ans, avoir la pleine capacité juridique d'exercer la charge d'administrateur et ne pas avoir le statut de failli.

Je reconnais avoir pris connaissance de mes devoirs et obligations à titre d'administrateur, notamment ceux relatifs à la diligence, à la loyauté et à la divulgation de tout conflit d'intérêts conformément à la Loi.

Je m'engage à démissionner immédiatement de mes fonctions d'administrateur — et, par la présente, je donne d'avance ma démission effective — si je cesse de satisfaire aux conditions prévues par la Loi pour exercer ces fonctions.

Le présent mandat demeurera en vigueur jusqu'à ma démission écrite, mon remplacement ou la fin de mon mandat conformément aux statuts de la Société.

Signé à Montréal, le 20 novembre 2024.

_____

MICHAEL JOHNSON

RESOLUTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF

TECHNOCORP INC.

(the « **Corporation** »)

WHEREAS the Corporation's issued and outstanding share capital consists of the following:

Shareholder Name	**Security Class**	**Amount Held**	**Certificate Nº**
Lisa Davis	A	500	A-1
David Brown	B	100	B-1
Big Time Inc.	B	1 000	B-2
Big Time Inc.	C	1 000	C-1

WHEREAS each of the foregoing shareholders (collectively, the "**Transferors**") has executed a share-transfer agreement dated November 21, 2025 (the "**Transfer Agreements**") with Techno Holdings Inc. ("**HoldCo**"), providing for the transfer to HoldCo of all shares of the Corporation owned by each Transferor (the "**Transferred Shares**") in exchange for shares of HoldCo, on a tax-deferred basis pursuant to subsection 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and section 518 of the *Taxation Act (Québec)*;

WHEREAS executed copies of the Transfer Agreements and related tax-election documents have been tabled before the Board;

WHEREAS the directors have considered the transactions and are satisfied that they are in the best interests of the Corporation and consistent with the Corporation's internal reorganization plan;

IT IS RESOLVED THAT

Approval of Transfers by Class

The Board hereby approves the transfer to Techno Holdings Inc. of:

a) all 500 Class A shares registered in the name of Lisa Davis (Certificate A-1);
b) all 100 Class B shares registered in the name of David Brown (Certificate B-1);
c) all 1 000 Class B shares registered in the name of Big Time Inc. (Certificate B-2); and
d) all 1 000 Class C shares registered in the name of Big Time Inc. (Certificate C-1),

all as contemplated in the respective Transfer Agreements.

Acknowledgement of Completion

The Board acknowledges that fully executed Transfer Agreements, endorsed share certificates, and transfer powers have been delivered to the Corporation and confirms that such transfers are complete and effective as of November 21, 2025.

Registration of Transfers by Class

The officers of the Corporation are authorized and directed to:

a) cancel Certificate A-1 standing in the name of Lisa Davis and issue in its place a new Certificate A-2 in the name of Techno Holdings Inc.;
b) cancel Certificate B-1 standing in the name of David Brown and issue Certificate B-3 in the name of Techno Holdings Inc.;
c) cancel Certificate B-2 standing in the name of Big Time Inc. and issue Certificate B-4 in the name of Techno Holdings Inc.;
d) cancel Certificate C-1 standing in the name of Big Time Inc. and issue Certificate C-2 in the name of Techno Holdings Inc.;
e) record each transfer in the securities register under its respective class and certificate number; and
f) update the Corporation's register of individuals with significant control to reflect HoldCo as the sole shareholder of each class.

Tax Elections and Supporting Materials

The officers are authorized and instructed to ensure that all required joint elections under subsection 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and section 518 of the *Taxation Act (Québec)* are properly completed, executed, and filed within the prescribed statutory deadlines, with proof of filing retained in the Corporation's records.

Minute-Book Maintenance

The Corporate Secretary shall insert in the Corporation's minute book

a) the executed Transfer Agreements and all schedules;
b) the current resolution
c) copies of all cancelled and newly issued share certificates;
d) the updated securities register for each class of shares; and

Ratification and Further Assurances

All prior actions taken by any officer or director of the Corporation in connection with the foregoing are hereby ratified, confirmed, and approved.

The officers are authorized and directed to execute and deliver all further documents and take all such actions as may be necessary or desirable to give full effect to these resolutions and to maintain accurate corporate records.

[*Signature page follows*]

Signed in Montréal on November 21, 2025.

MICHAEL JOHNSON

JANE SMITH

JOHN DOE

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 21 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☐ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☐ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☒ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☒ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 21 novembre 2024

TECHNO HOLDINGS INC.

Par : _____

Michael Johnson
Administrateur

RESOLUTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF

TECHNOCORP INC.

(the « Corporation »)

INTELLECTUAL PROPERTY TRANSFER & LICENSE

WHEREAS the Corporation owns certain intellectual property assets used in connection with its business operations (the "**IP Assets**");

WHEREAS the directors have determined that it is in the best interests of the Corporation to transfer ownership of the IP Assets to Techno IP Inc. ("**IPCo**") as part of an internal reorganization, in consideration of the issuance by IPCo of shares to the Corporation, and to enter into an intellectual property licence-back agreement with IPCo to ensure the continued operational use of such assets;

WHEREAS draft forms of the Intellectual Property Assignment Agreement and Intellectual Property Licence-Back Agreement have been presented to the directors for review;

IT IS RESOLVED THAT:

The Corporation approve the transfer to IPCo of all its IP Assets as described in the Intellectual Property Assignment Agreement tabled to this meeting.

The Corporation approve the entering into of the Intellectual Property Licence-Back Agreement with IPCo, substantially in the form presented to the meeting.

Any officer or director of the Corporation is authorized, for and on behalf of the Corporation, to execute and deliver the said agreements and all documents, instruments and certificates necessary or desirable to give full effect to the foregoing resolutions, with such modifications as the signing officer may approve, such approval to be conclusively evidenced by execution thereof.

The Corporation shall, jointly with IPCo elect under subsection 85(1) of the Income Tax Act (Canada) and the corresponding provisions of provincial income-tax law to transfer the IP Assets at an agreed amount of twenty-two thousand dollars ($ 22 000), which amount represents the elected amount within the meaning of subsection 85(1), being not greater than the fair market value of the IP Assets and not less than their cost amount to the Corporation.

The officers of the Corporation are authorized and directed to:

a) confirm, in consultation with the Corporation's tax advisers, that the elected amount complies with applicable tax legislation;
b) complete, execute, and file with the appropriate tax authorities the prescribed election forms (T2057 and TP-518) within the statutory deadlines;
c) obtain and retain all supporting valuations, calculations, and acknowledgments evidencing the elected amount and proof of filing; and
d) insert executed and filed copies of the elections and supporting materials in the Corporation's minute book.

The officers of the Corporation are instructed to take all such actions and make all such entries in the Corporation's records as may be necessary or desirable to give full effect to the foregoing resolutions and to maintain the corporate, accounting, and statutory records of the Corporation accordingly.

[*Signature page follows*]

Signed in Montréal on November 22, 2024.

MICHAEL JOHNSON

JANE SMITH

JOHN DOE

INTELLECTUAL PROPERTY ASSIGNMENT AGREEMENT

(the "**Agreement**")

BETWEEN:
TECHNOCORP INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4 (the "**Assignor**")

AND:
TECHNO IP INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 26 Harrison Street, Lac-Saint-Charles, QC G3G 2A1 (the "**Assignee**")

(each a "**Party**" and collectively the "**Parties**")

---

1. Recitals

A. The Assignor is the owner and developer of certain intellectual property rights used in the development, commercialization, and operation of its business (collectively, the "Business").

B. The Parties desire that all such rights be assigned to the Assignee so that the Assignee will own, manage, and license the Intellectual Property (as defined in Section 2) to the Assignor and to other entities within the corporate group.

C. The Parties wish to put in place this assignment for valid business and tax purposes, including to permit the Parties to make a joint election under section 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and any corresponding provincial legislation.

---

2. Definitions

For purposes of this Agreement:

"Assigned IP" or **"Intellectual Property"** means, collectively, all rights, title, and interest (including future and contingent rights) owned or controlled by the Assignor as of the Effective Date in and to any of the following, whether registered or unregistered, domestic or foreign, and whether existing now or hereafter arising:

a. **Copyrights and Related Rights:** all copyrights and rights in works of authorship (including software source code and object code, documentation, databases, training data, text, images, audiovisual works, marketing materials, and website content), including moral rights and rights to sue for past infringements, and all registrations and applications therefor;

b. **Trademarks and Trade Names:** all trade names, trademarks, service marks, logos, designs, slogans, corporate names, brand names, domain names, social-media handles, and other identifiers of source, together with all goodwill associated therewith, and all applications, registrations, renewals, and extensions thereof;

c. **Patents and Inventions:** all patents, patent applications, utility models, industrial designs, invention disclosures, and rights to claim priority, including all continuations, divisionals, reissues, re-examinations, and extensions thereof;

d. **Trade Secrets and Know-How:** all confidential information, algorithms, formulas, methods, techniques, processes, device configurations, software architectures, product roadmaps, customer lists, and business or technical know-how, whether or not protectable under applicable law;

e. **Data and Databases:** all rights in data compilations, datasets, databases, AI training data, and data structures developed or maintained by the Assignor;

f. **Domain Names and Online Assets:** all domain-name registrations, URLs, and website content and structures;

g. **Documentation and Materials:** all design documents, specifications, internal manuals, reports, business plans, marketing collateral, and other materials embodying the above; and

h. all rights to apply for, obtain, renew, and enforce the foregoing, and all causes of action, damages, or claims arising prior to or after the Effective Date in respect thereof.

A detailed list of the Assigned IP is set forth in **Schedule A**.

"Business" means the development, commercialization, support, and licensing of the "AutoComply" legal-technology platform and related software and services.

"Effective Date" means November 22nd, 2024.

---

3. Assignment

3.1 **Transfer.** The Assignor hereby irrevocably assigns, transfers, and conveys to the Assignee all of its right, title, and interest in and to the Assigned IP, together with all goodwill associated therewith, free and clear of all liens, encumbrances, licences, and claims of any kind.

3.2 **Scope.** The assignment includes all tangible and intangible embodiments of the Assigned IP, all rights to sue for past, present, and future infringements or

misappropriations, and all rights to recover damages or obtain injunctive or equitable relief.

3.3 **Future Rights.** To the extent any Assigned IP has not yet been created, conceived, reduced to practice, or fixed in a tangible medium, the Assignor hereby assigns, and agrees to assign automatically upon creation, all such future rights to the Assignee.

---

4. Consideration and Tax Election

4.1 **Consideration.** As consideration for the transfer, the Assignee shall issue to the Assignor [number] fully paid and non-assessable [Class F Preferred / Common] shares of the Assignee having an agreed value of $[value], and such other consideration as described in the section 85(1) election.

4.2 **Section 85(1) Election.**

(a) The Parties agree to jointly elect, in the prescribed form (Form T2057 / TP-518), under section 85(1) of the *Income Tax Act (Canada)* and any corresponding provincial legislation, to transfer the Assigned IP at an agreed amount equal to the “elected amount” specified therein.

(b) Each Party shall duly complete, execute, and file such election forms with the relevant tax authorities within the time prescribed by law and shall cooperate fully to give effect to such election.

(c) The elected amount shall not exceed the fair market value of the Assigned IP nor be less than its cost amount to the Assignor immediately before the transfer.

---

5. Representations and Warranties of the Assignor

The Assignor represents and warrants to the Assignee that, as of the Effective Date:

a. **Authority.** It has full corporate power and authority to own the Assigned IP and to execute and deliver this Agreement.

b. **Ownership.** It is the sole and beneficial owner of the Assigned IP, free and clear of all liens, charges, security interests, and adverse claims.

c. **No Infringement.** To the Assignor’s knowledge, the Assigned IP does not infringe or misappropriate the rights of any third party, and no claim of such infringement is pending or threatened.

d. **Employee and Contractor Assignments.** All employees, consultants, and contractors who contributed to the creation or development of the Assigned IP have executed valid written agreements assigning all rights therein to the Assignor, and no such person retains any rights that would conflict with this Agreement.

e. **Registrations and Maintenance.** All registrations and applications listed in Schedule A are valid, subsisting, and in good standing, and all necessary filings, fees, and renewals have been made or paid.

f. **Confidential Information.** The Assignor has taken reasonable steps to maintain the confidentiality of trade secrets and confidential information included in the Assigned IP.

g. **No Consents.** No approval or consent of any third party is required for the execution or performance of this Agreement that has not been obtained.

---

6. Covenants of the Assignor

6.1 **Further Assurances.** The Assignor shall, at the Assignee's reasonable request and expense, execute, acknowledge, and deliver all such further instruments and take such further actions (including the filing of trademark or patent assignments and domain-name transfer forms) as may be necessary or desirable to perfect, record, or evidence the Assignee's title to the Assigned IP.

6.2 **Assistance with Registration.** The Assignor shall cooperate in the prosecution, maintenance, and enforcement of any applications or registrations relating to the Assigned IP, including the execution of powers of attorney, declarations, and oaths.

6.3 **Confidentiality.** The Assignor shall continue to maintain the confidentiality of any confidential information comprised in the Assigned IP and shall not disclose it except as authorized by the Assignee.

---

7. Moral Rights Waiver

The Assignor irrevocably waives, and shall cause all authors, inventors, and creators to waive, all moral rights or rights of integrity or paternity in any works or inventions included in the Assigned IP.

---

8. Indemnification

The Assignor shall indemnify and hold harmless the Assignee, its affiliates, and their respective directors, officers, and employees from and against all losses, liabilities, damages, and expenses (including reasonable legal fees) arising out of any breach of the representations, warranties, or covenants contained herein.

---

9. Miscellaneous

9.1 **Governing Law.** This Agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein. The Parties elect domicile in the judicial district of Montréal.

9.2 **Entire Agreement.** This Agreement constitutes the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter hereof and supersedes all prior agreements or understandings.

9.3 **Amendments.** Any amendment must be in writing and signed by both Parties.

9.4 **Counterparts and Electronic Signature.** This Agreement may be executed in counterparts (including by electronic signature), each of which shall be deemed an original and all of which together constitute one and the same instrument.

9.5 **Enurement.** This Agreement shall enure to the benefit of and be binding upon the Parties and their respective successors and permitted assigns.

---

10. Effective Date

This Agreement shall be effective as of the Effective Date notwithstanding the date of signature by either Party.

[*Signature page follows*]

TECHNOCORP INC.

By : _____
Michael Johnson
Director

TECHNO IP INC.

By : _____
Michael Johnson
Director

Schedule A — Assigned Intellectual Property

Category	Description	Registration/Application No.	Jurisdiction	Status
Trademark	“TECHNOCORP” word mark	TMA123456	Canada	Registered
Trademark	“SUPERTECH” design mark	Application #2109876	Canada	Pending
Domain	technocorp.ai	–	Global	Active
Software	AutoComply Platform (source & object code)	Internal Repo #2025-01	–	Proprietary
Copyright	Product manuals, training data, UI assets	–	Canada	In use
Know-how	AI ingestion pipeline, compliance algorithm	–	Confidential	Active
Database	Client & entity metadata dataset	–	Internal	Maintained

INTELLECTUAL PROPERTY LICENCE-BACK AGREEMENT

BETWEEN
TECHNO IP INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 26 Harrison Street, Lac-Saint-Charles, QC G3G 2A1 (the “Licensor”)

AND
TECHNOCORP INC., a corporation duly incorporated under the laws of Québec, having its registered office at 24 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 1M4 (the “Licensee”)

(each a “Party” and together the “Parties”)

---

1. Recitals

A. The Licensor is the sole legal and beneficial owner of certain intellectual property assets (the “Licensed IP”) acquired from the Licensee pursuant to an Intellectual Property Assignment Agreement dated [date] (the “Assignment Agreement”).

B. The Licensee requires continued use of the Licensed IP in order to operate its business.

C. The Parties wish to define the terms on which the Licensor will grant the Licensee such rights.

---

2. Definitions

“Business” means the development, marketing, and operation of the Super Success platform and related software and services.

“Improvements” means any enhancement, derivative work, update, new version, or adaptation of the Licensed IP created by or for the Licensee after the Effective Date.

“Licensed IP” means all intellectual property described in the Assignment Agreement, including software (source and object code), algorithms, databases, trademarks, trade names, logos, domain names, copyrights, trade secrets, confidential know-how, and related goodwill.

“Net Revenue” means gross revenue earned by the Licensee from use or exploitation of the Licensed IP, less sales taxes, rebates, refunds, and third-party processing fees.

“Effective Date” means November 22nd 2024.

---

3. Grant of Licence

3.1 **Licence.** The Licensor grants to the Licensee a world-wide, exclusive (except as reserved herein), non-transferable, non-sublicensable right to use, reproduce, modify, and deploy the Licensed IP solely for the purposes of the Business.

3.2 **Sub-licensing to Affiliates.** The Licensee may grant limited sub-licences to its controlled affiliates and independent contractors strictly for Business purposes, provided that such parties are bound by confidentiality and use restrictions equivalent to those herein.

3.3 **Reservation of Rights.** Except for the licence expressly granted, all rights in the Licensed IP remain vested in the Licensor, including the right to use the Licensed IP for internal testing, demonstrations, or research.

---

4. Term and Termination

4.1 **Term.** This Agreement commences on the Effective Date and continues until terminated under this Section 4.

4.2 **Termination for Cause.** Either Party may terminate on 60 days’ written notice if the other materially breaches and fails to cure within that period.

4.3 **Termination for Insolvency.** Automatic termination occurs if the Licensee becomes insolvent or enters bankruptcy or receivership.

4.4 **Effect of Termination.** On termination, the Licensee must cease all use of the Licensed IP and return or destroy all copies. Outstanding payment obligations survive termination.

---

5. Royalties and Payments

5.1 **Royalty.** The Licensee shall pay to the Licensor a royalty equal to five percent (5 %) of Net Revenue derived from use of the Licensed IP.

5.2 **Reporting.** Within 30 days after each fiscal quarter, the Licensee shall deliver a statement of Net Revenue and royalty calculations.

5.3 **Payment.** Royalties are payable within 30 days after receipt of the Licensor's invoice, in Canadian dollars to the account designated by the Licensor.

5.4 **Audit.** The Licensor may audit relevant records once per fiscal year on 10 business-days' notice. Underpayments exceeding 5 % bear interest at the prime rate + 2 %.

5.5 **Transfer-Pricing Compliance.** The Parties confirm that the royalty represents an arm's-length consideration consistent with the OECD Transfer-Pricing Guidelines and shall maintain supporting documentation.

---

6. Improvements and Ownership

6.1 **Ownership.** All Improvements made by or for the Licensee shall vest automatically in the Licensor.

6.2 **Back-Licence.** The Licensor grants to the Licensee a perpetual, royalty-free licence to use such Improvements solely for the Business.

6.3 **Joint Developments.** If both Parties jointly develop an Improvement, ownership shall be joint, and the Parties will execute a co-ownership agreement consistent with this Section.

6.4 **Disclosure.** The Licensee shall promptly disclose to the Licensor all Improvements.

---

7. Confidentiality

7.1 Each Party shall keep confidential all non-public information received from the other and shall not disclose or use it except to perform this Agreement.

7.2 Obligations do not apply to information that is (i) publicly available; (ii) lawfully obtained from a third party; or (iii) independently developed without use of the other's information.

7.3 Obligations survive five (5) years after termination, or indefinitely for trade secrets.

---

8. Representations and Warranties

8.1 The Licensor represents that it owns the Licensed IP and has full power to grant this licence.

8.2 EXCEPT AS EXPRESSLY STATED, THE LICENSED IP IS PROVIDED “AS IS”. THE LICENSOR DISCLAIMS ALL IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING MERCHANTABILITY AND FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE.

8.3 Neither Party shall be liable for indirect, consequential, or punitive damages arising from this Agreement.

---

9. Records and Compliance

The Licensee shall maintain accurate records of revenues for seven (7) years and comply with all laws, including privacy and export-control regulations.

---

10. Further Assurances

Each Party shall execute further documents and perform acts reasonably necessary to perfect the rights granted and to register Improvements or other derivative rights.

---

11. Governing Law and Jurisdiction

This Agreement is governed by the laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein. The Parties elect domicile in the judicial district of Montreal(Quebec).

---

12. Miscellaneous

12.1 **Entire Agreement.** This document constitutes the entire agreement concerning the Licensed IP and supersedes all prior understandings.

12.2 **Amendments.** No amendment is effective unless in writing signed by both Parties.

12.3 **Assignment.** The Licensee may not assign without the Licensor’s prior written consent, except to a wholly owned affiliate.

12.4 **Counterparts / Electronic Signature.** This Agreement may be executed in counterparts (including electronically), each deemed an original.

---

13. Effective Date

This Agreement takes effect as of the Effective Date, notwithstanding later signatures.

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have executed this Agreement as of the Effective Date.

TECHNOCORP INC.	**TECHNO IP INC.**
By : _____	**By :** _____
Michael Johnson	Michael Johnson
Director	Director

RESOLUTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF

TECHNOCORP INC.

(the « **Corporation** »)

WHEREAS the Corporation's fiscal year-end is presently fixed at November 20 of each year;

WHEREAS the directors consider it advisable to change the fiscal year-end to December 31 to align the Corporation's financial reporting period with common calendar and tax-reporting practices;

Change of Fiscal Year-End

IT IS RESOLVED

That the fiscal year-end of the Corporation is hereby changed from November 20 to December 31, effective for the fiscal year beginning November 21, 2024 and ending December 31, 2024.

Authority to Act

Any officer of the Corporation is authorized and directed to take all steps necessary or desirable to give full effect to this resolution, including notifying the Canada Revenue Agency, Revenu Québec, and any other relevant authority of the change of fiscal period, and to update the Corporation's accounting, tax, and corporate records accordingly.

Minute-Book Insertion

The Corporate Secretary shall insert a certified copy of this resolution in the minute book of the Corporation.

[*Signature page follows*]

Signed in Montreal, Quebec on November 23, 2025.

MICHAEL JOHNSON

JANE SMITH

JOHN DOE

RESOLUTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

OF

TECHNOCORP INC.

(the « **Corporation** »)

WHEREAS Techno Holdings Inc. ("**HoldCo**") is the sole shareholder of the Corporation, holding five hundred (500) Class A Common Shares;

WHEREAS the Corporation requires additional equity capital to finance its growth and development initiatives;

WHEREAS HoldCo and certain new investors have offered to subscribe for additional Class A Common Shares of the Corporation for cash consideration, and the directors have determined that accepting such subscriptions is in the best interests of the Corporation.

ISSUANCE OF SHARES

IT IS THEREFORE RESOLVED THAT

The Corporation issue additional class A shares as follows:

a) to Techno Holdings Inc., TWO MILLION FOUR HUNDRED NINETY-NINE THOUSAND FIVE HUNDRED (2 499 500) class A shares for cash consideration of one dollar ($1.00) per share, for an aggregate subscription price of two million four hundred ninety-nine thousand five hundred dollars ($2 499 500);

b) to Quantum Ventures Inc., TWO HUNDRED FIFTY THOUSAND (250 000) class A shares for cash consideration of one hundred dollars ($100.00) per share, for an aggregate subscription price of twenty-five million dollars ($25 000 000);

c) to Sophie Martel, ONE HUNDRED TWENTY-FIVE THOUSAND (125 000) class A shares for cash consideration of one hundred dollars ($100.00) per share, for

an aggregate subscription price of twelve million five hundred thousand dollars ($12 500 000); AND

d) to The Martel Family Trust, a trust established under the laws of the Province of Ontario and represented by its trustee Sophie Martel, TWO HUNDRED FIFTY THOUSAND (250 000) class A shares for cash consideration of one hundred dollars ($100.00) per share, for an aggregate subscription price of twenty-five million dollars ($25 000 000).

Consideration and Paid-Up Capital

All cash received by the Corporation in respect of the issuance of class A shares shall be credited to the paid-up share capital account for that class in accordance with section 69 of the *Loi sur les sociétés par actions (Québec).* For any shares not fully paid, the Corporation shall record in its books the amount paid-up and the balance remaining due, and may make calls for payment of such unpaid amounts from time to time in accordance with applicable laws.

Certificates and Registers

The Corporate Secretary is authorized and directed to prepare and issue appropriate share certificates to the subscribers upon receipt of the consideration payable in respect of each issuance and to record the details of each issuance —including any unpaid amounts— in the Corporation's securities register, shareholders register, and register of individuals with significant control.

Prospectus Exemption

Each issuance is exempt from the prospectus requirements of the *Securities Act (Québec)* and *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* pursuant to section 2.4 thereof.

Authorizations

Any officer or director of the Corporation is authorized and directed, for and on behalf of the Corporation, to execute and deliver any documentation necessary or desirable to give full effect to the foregoing resolutions and to instruct the Corporate Secretary to make all necessary inscriptions and updates in the Corporation's minute book, registers and records.

Minute-Book and Accounting Entries

The Corporate Secretary shall insert a certified copy of these resolutions, together with executed subscription agreements and proofs of payment, into the Corporation's minute book and shall ensure that the Corporation's accounting records accurately reflect the paid-up and unpaid portions of the share capital.

[*Signature page follows*]

Signed in Montreal (Quebec) on November 27, 2025.

MICHAEL JOHNSON

JANE SMITH

JOHN DOE

OFFRE DE SOUSCRIPTION
TECHNO CORP INC.
(la « **Société** »)

Le soussigné offre par les présentes de souscrire à DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT (2 499 500) actions de catégorie A du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT (2 499 500) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT (2 499 500) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	744 Magnolia Court, Valleyfield, QC J7X 1P0

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 27 novembre 2024.

TECHNO HOLDINGS INC.

Par : _____
Michael Johnson
Director

OFFRE DE SOUSCRIPTION
TECHNO CORP INC.
(la « **Société** »)

Le soussigné offre par les présentes de souscrire à DEUX CENT CINQUANTE MILLE (250 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	496 Virginia Street, Clarenville, LB A5A 9P7

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 27 novembre 2024.

MARTEL FAMILY TRUST

Par : _____
Sophie Martel
Trustee

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)

OFFRE DE SOUSCRIPTION

Le soussigné offre par les présentes de souscrire à DEUX CENT CINQUANTE MILLE (250 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de VINGT CINQ MILLIONS (25 000 000) dollars en paiement complet des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	8053 Westminster Drive, Mount Pearl, LB A1N 7J3

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 20 novembre 2024.

QUANTUM VENTURES INC.

Par : _____
Björn Wallin

OFFRE DE SOUSCRIPTION
TECHNO CORP INC.
(la « **Société** »)

Le soussigné offre par les présentes de souscrire à CENT VINGT CINQ MILLE (125 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société (les « **Actions** ») mentionnée en rubrique, au prix de DOUZE MILLIONS CINQ CENT MILLE (12 500 000) dollars.

En anticipation de l'acceptation de cette offre, il est joint aux présentes un chèque au montant de DIX MILLIONS (10 000 000) dollars en paiement partiel des Actions.

Si la présente souscription est acceptée, veuillez demander au secrétaire de la Société d'émettre, au nom du soussigné, les Actions comme entièrement payées.

Veuillez trouver ci-après les coordonnées et informations du soussigné pour les fins de tout avis devant lui être transmis. Le soussigné s'engage, dès l'acceptation de la présente souscription, à maintenir à jour toutes ses coordonnées et informations et convient que tout changement doit être effectué par un avis écrit et expédié à la Société, à son siège social.

Coordonnées	31 3rd Street East, Trail, BC V1R 7R9

Enfin, le soussigné confirme par la présente avoir lu, compris, complété, signé et paraphé la « Déclaration de souscription (émetteur fermé) » imprimée au verso de la présente offre de souscription.

En date effective du 27 novembre 2024.

_____
SOPHIE MARTEL

QUITTANCE

À : MARTEL FAMILY TRUST

DATE : 27 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de Martel Family Trust. pour la souscription de DEUX CENT CINQUANTE (250 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société, moyennant un prix de CENT dollar (100,00 $) par action pour un montant total de VINGT CINQ MILLIONS dollars (25 000 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

QUITTANCE

À : QUANTUM VENTURES INC.

DATE : 27 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de Quantum Ventures Inc. pour la souscription de DEUX CENT CINQUANTE (250 000) actions de catégorie A du capital-actions de la Société, moyennant un prix de CENT dollar (100,00 $) par action pour un montant total de VINGT CINQ MILLIONS dollars (25 000 000 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

QUITTANCE

À : TECHNO HOLDINGS INC.

DATE : 27 NOVEMBRE 2024

La soussignée, TechnoCorp Inc. (la « **Société** »), reconnaît avoir reçu paiement complet de Techno Holdings Inc. pour la souscription de DEUX MILLIONS QUATRE CENTRE QUATRE-VINGT-DIX-NEUF CINQ CENT (2 499 500) actions de catégorie A du capital-actions de la Société, moyennant un prix d'UN dollar (1,00 $) par action pour un montant total de DEUX MILLION QUATRE CENTRE QUATRE-VINGT-DIX-NEUF CINQ CENT (dollars (2 499 500 $).

[La signature figure sur la page suivante]

SIGNÉ à Montréal en date des présentes.

TECHNOCORP INC.

Par : Michael Johnson
Titre : Administrateur

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 27 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☐ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☒ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☐ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☐ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 27 novembre 2024

MARTEL FAMILY TRUST

Par : _____

Sophie Martel
Trustee

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 27 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☐ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☒ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☐ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☐ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 27 novembre 2024

_____

SOPHIE MARTEL

DÉCLARATION DE DISPENSE D'ÉMETTEUR FERMÉ

Le soussigné déclare, par la présente, qu'en date du 27 novembre 2024, il a acquis des titres et plus particulièrement des actions émises par TechnoCorp Inc. (l' « **Émetteur** ») pour son compte, et qu'il faisait partie au moment de cette acquisition de l'une ou des catégories de personnes suivantes se qualifiant ainsi pour une dispense selon l'article 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* :

1. ☐ un dirigeant, salarié, administrateur ou fondateur de l'Émetteur ou une personne participant au contrôle de celui-ci;

2. ☐ un salarié, dirigeant ou administrateur d'une société du même groupe que l'Émetteur;

3. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

4. ☐ le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du conjoint d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur;

5. ☐ un ami très proche d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

6. ☐ un proche partenaire d'un administrateur, membre de la haute direction, fondateur ou personne participant au contrôle de l'Émetteur (c'est-à-dire connaissant assez bien personnellement, cette personne, depuis assez longtemps pour être en mesure d'apprécier ses capacités et sa loyauté);

7. ☐ le conjoint, le père, la mère, un grand-parent, le frère, la sœur, un enfant ou un petit-enfant du porteur vendeur ou du conjoint de celui-ci;

8. ☐ un porteur de titres (actions ou autres valeurs mobilières) de l'Émetteur;

9. ☒ un « investisseur qualifié » au sens de l'article 1.1 du *Règlement 45-106 sur les* dispenses *de prospectus*.

10. ☐ une personne (incluant une personne morale, une société de personnes, une fiducie, ou une association) dont ☐ les administrateurs ☐ les véritables propriétaires de titres votants sont en majorité des personnes visées aux paragraphes précédents.

11. ☐ une fiducie ou une succession dont ☐ tous les bénéficiaires ☐ une majorité des fiduciaires ou liquidateurs sont des personnes visées aux paragraphes précédents.

12. ☐ une personne qui n'est pas du public : le cas échéant, préciser les faits relatifs à cette qualification.

Signé à Montréal, en date effective du 27 novembre 2024

QUANTUM VENTURES INC.

Par : _____

Björn Wallin

REGISTRE DES ADMINISTRATEURS DE

TECHNOCORP INC.

	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Michael Johnson Adresse: 8108 Homestead Drive, Gaspésie-Sud, QC G0C 7C0 Résident canadien oui (x) si non, citoyenneté	2024-11-20	
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Jane Smith Adresse: 92 Forest Drive, Tantallon, NS B3Z 6G8 Résident canadien oui (x) si non, citoyenneté	2024-11-20	
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : John Doe Adresse: 9548 Parker Street, L'Assomption, QC J5W 7E2 Résident canadien oui (x) si non, citoyenneté	2024-11-20	
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Adresse: Résident canadien oui ( ) si non, citoyenneté		
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Adresse: Résident canadien oui ( ) si non, citoyenneté		
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Adresse: Résident canadien oui ( ) si non, citoyenneté		
	Enregistrement	
	Début	Fin
Nom : Adresse: Résident canadien oui ( ) si non, citoyenneté		

REGISTRE DES DIRIGEANTS

TECHNOCORP INC.

	Mandat	
Nom : Bean, Jim Adresse: 9170 Madison Street Cowansville, QC J2K 2L3 Rôle: Vice-Président Finances Résident canadien oui (x) sinon, citoyenneté :	Début 20-11-2024	Fin
	Mandate	
Nom : Mary-Jane O'Connor Adresse: 644 Cedar Lane Lanaudière-Nord, QC J0K 0H1 Rôle: Vice-Président Opérations Résident canadien oui (x) sinon, citoyenneté :	Beginning 20-11-2024	Ending
	Mandate	
Nom : Jean-Pierre Dubois Adresse: 7284 William Street Paradise, LB A1L 4P6 Rôle: Président et secrétaire Résident canadien oui (x) sinon, citoyenneté :	Beginning 20-11-2024	Ending
	Mandate	
Name : Address: Office held: Canadian resident yes ( ) if not, citizenship	Beginning	Ending
	Mandate	
Name : Address: Office held: Canadian resident yes ( ) if not, citizenship	Beginning	Ending
	Mandate	
Name : Address: Office held: Canadian resident yes ( ) if not, citizenship	Beginning	Ending

REGISTRE DES ACTIONNAIRES DE

TECHCORP INC.

	Enregistrement	
Nom : Lisa Davis Adresse: 8117 Cross Street, Amherst, NS B4H 3S4	Début 20-11-2024	Fin 21-11-2024
Nom : David Brown Adresse: 7367 Garfield Avenue, Kimberley, BC V1A 1P4	Début 20-11-2024	Fin 21-11-2024
Nom : Big Time Inc. Adresse: 524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5	Début 20-11-2024	Fin 21-11-2024
Nom : Techno Holdings Inc. Adresse: 744 Magnolia Court, Valleyfield, QC J7X 1P0	Début 21-11-2024	Fin
Nom : Quantum Ventures Inc. Adresse: 8053 Westminster Drive, Mount Pearl, LB A1N 7J3	Début 27-11-2024	Fin
Nom : Sophie Martel Adresse: 31 3rd Street East, Trail, BC V1R 7R9	Début 27-11-2024	Fin
Nom : Martel Family Trust Adresse: 496 Virginia Street, Clarenville, LB A5A 9P7	Début 27-11-2024	Fin
Nom : Adresse:	Début	Fin
Nom : Adresse:	Début	Fin

REGISTRE DES ACTIONNAIRES DE

TECHCORP INC.

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : LISA DAVIS

Adresse : 8117 Cross Street, Amherst, NS B4H 3S4

Désignation : catégorie A

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-20	Émission d'actions	--	A-1	5 000.00	5 000.00	500.00	500.00
2024-11-21	Transfert d'actions à TECHNO HOLDINGS INC.	A-2	--	--	--	(500.00)	0.00

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : TECHNO HOLDINGS INC.

Adresse : 744 Magnolia Court, Valleyfield, QC J7X 1P0

Désignation : catégorie A

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-21	Transfert d'actions de Lisa Davis	--	A-2	5 000.00	5 000.00	500.00	500.00
2024-11-27	Émission d'actions	--	A-3	2 499 500	2 504 500	2 499 500	2 500 000

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : QUANTUM VENTURES INC.

Adresse : 8053 Westminster Drive, Mount Pearl, LB A1N 7J3

Désignation : catégorie A

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-27	Émission d'actions	--	A-4	25 000 000	25 000 000	250 000	250 000

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : SOPHIE MARTEL

Adresse : 31 3rd Street East, Trail, BC V1R 7R9

Désignation : catégorie A

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-27	Émission d'actions	--	A-5	12 500 000	10 000 000	125 000	125 000

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : MARTEL FAMILY TRUST

Adresse : 496 Virginia Street, Clarenville, LB A5A 9P7

Désignation : catégorie A

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-27	Émission d'actions	--	A-6	25 000 000	25 000 000	250 000	250 000

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : David Brown

Adresse : 7367 Garfield Avenue, Kimberley, BC V1A 1P4

Désignation : catégorie B

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-20	Émission d'actions	--	B-1	1 000	1 000	100.00	100.00
2024-11-21	Transfert d'actions à TECHNO HOLDINGS INC.	B-3	--	--	--	(100.00)	0.00

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : Big Time Inc.

Adresse : 524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5

Désignation : catégorie B

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-20	Émission d'actions	--	B-2	10 000	10 000	1 000.00	1 000.00
2024-11-21	Transfert d'actions à TECHNO HOLDINGS INC.	B-3	--	--	--	(1 000.00)	0.00

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : TECHNO HOLDINGS INC.

Adresse : 744 Magnolia Court, Valleyfield, QC J7X 1P0

Désignation : catégorie B

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-21	Transfert d'actions de David Brown	B-1	B-3	1 000	1 000	100.00	100.00
2024-11-21	Transfert d'actions de Big Time Inc.	B-2	B-3	11 000	11 000	1 000.00	1 100.00

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : Big Time Inc.

Adresse : 524 Durham Court, Roxboro, QC H8Y 6T5

Désignation : catégorie C

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-20	Émission d'actions	--	C-1	10 000.00	10 000.00	1 000.00	1 000.00
2024-11-21	Transfert d'actions à TECHNO HOLDINGS INC.	C-2	--	(10 000.00)	0.00	(1 000.00)	0

REGISTRE DES VALEURS MOBILIÈRES

TECHNO CORP INC.

Nom : TECHNO HOLDINGS INC.

Adresse : 744 Magnolia Court, Valleyfield, QC J7X 1P0

Désignation : catégorie C

Date (aaaa/mm/jj)	Détails de la transaction	No de		Capital émis (CAD)	Capital payé (CAD)	Nombre de valeurs mobilières	
		transfert	certificat			transigées	détenues
2024-11-21	Transfert d'actions de Big Time Inc.		C-2	10 000.00	10 000.00	1 000.00	1 000.00

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : A-1
Nombre d'actions : 500 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : Lisa Davis

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-1

CINQ CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Lisa Davis

est le détenteur de 500 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : B-1
Nombre d'actions : 100 actions
Désignation : Catégorie « B »

Émis en faveur de : David Brown

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT B-1 CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « B »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

David Brown

est le détenteur de 100 actions de catégorie « B » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : B-2
Nombre d'actions : 1 000 actions
Désignation : Catégorie « B »

Émis en faveur de : Big Time Inc.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT B-2

MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « B »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Big Time Inc.

est le détenteur de 1 000 actions de catégorie « B » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : C-1
Nombre d'actions : 1 000 actions
Désignation : Catégorie « C »

Émis en faveur de : Big Time Inc.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT C-1 MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « C »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Big Time Inc.

est le détenteur de 1 000 actions de catégorie « C » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : A-1
Nombre d'actions : 500 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : Lisa Davis

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date : 21 Novembre 2024

No. du nouveau certificat : A-2
Nombre d'actions transférées : 500
Transfert en faveur de : Techno Holdings Inc.

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-1 CINQ CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Lisa Davis

est le détenteur de 500 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

CANCELLED

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, je, LISA DAVIS
(cédant)

vend, cède et transfère, par les présentes, à TECHNO HOLDINGS INC.
(cessionnaire)

500 actions de catégorie A

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement Michael Johnson, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 21e jour de novembre 2024.

(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : B-1
Nombre d'actions : 100 actions
Désignation : Catégorie « B »

Émis en faveur de : David Brown

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date : 21 Novembre 2024

No. du nouveau certificat : B-3
Nombre d'actions transférées : 100
Transfert en faveur de : Techno Holdings Inc.

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT B-1 CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « B »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

David Brown

est le détenteur de 100 actions de catégorie « B » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, je, DAVID BROWN
(cédant)

vend, cède et transfère, par les présentes, à TECHNO HOLDINGS INC.
(cessionnaire)

100 actions de catégorie B

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement Michael Johnson, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 21e jour de novembre 2024.

(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : B-2
Nombre d'actions : 1 000 actions
Désignation : Catégorie « B »

Émis en faveur de : Big Time Inc.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date : 22/11/2025

No. du nouveau certificat : B-3
Nombre d'actions transférées : 1 000
Transfert en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT B-2 MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « B »

TECHNOCORP INC.

« **Société** »

assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions du Québec)* (l.r.q., c. S-31.1) (la « **LSAQ** »)

LE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Big Time Inc.

est le détenteur de 1 000 actions de catégorie « B » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;

☐ sont assujetties à une convention d'actionnaires;

☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;

☐ ne sont pas entièrement payées.

☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal

_____
Michael Johnson

CANCELLED

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, je, BIG TIME INC.
(cédant)

vend, cède et transfère, par les présentes, à TECHNO HOLDINGS INC.
(cessionnaire)

1 000 actions de catégorie B

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement Michael Johnson, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 21e jour de novembre 2024.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 20-11-2024

Numéro du certificat : C-1
Nombre d'actions : 1 000 actions
Désignation : Catégorie « C »

Émis en faveur de : Big Time Inc.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date : 21/11/2024

No. du nouveau certificat : C-2
Nombre d'actions transférées : 1 000
Transfert en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT C-1 MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « C »

TECHNOCORP INC.

« **Société** »

assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., c. S-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

Big Time Inc.

est le détenteur de 1 000 actions de catégorie « C » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;

☐ sont assujetties à une convention d'actionnaires;

☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;

☐ ne sont pas entièrement payées.

☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 20 novembre 2024 à Montréal

_____
Michael Johnson

CANCELLED

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, je, BIG TIME INC.
(cédant)

vend, cède et transfère, par les présentes, à TECHNO HOLDINGS INC.
(cessionnaire)

1 000 actions de catégorie C

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement Michael Johnson, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 21e jour de novembre 2024.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 21-11-2024

Numéro du certificat : A-2
Nombre d'actions : 500 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-2

CINQ CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

TECHNO HOLDINGS INC.

est le détenteur de 500 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 21 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 21-11-2024

Numéro du certificat : B-3
Nombre d'actions : 1 100 actions
Désignation : Catégorie « B »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT B-3

MILLE CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « B »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

TECHNO HOLDINGS INC.

est le détenteur de 1 100 actions de catégorie « B » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 21 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, je, _____
(cédant)

vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)

_____ actions de catégorie _____

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 21e jour de novembre 2024.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 21-11-2024

Numéro du certificat : C-2
Nombre d'actions : 1 000 actions
Désignation : Catégorie « C »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT C-2

MILLE

ACTIONS DE CATÉGORIE « C »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

TECHNO HOLDINGS INC.

est le détenteur de 1 000 actions de catégorie « C » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;

☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;

☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;

☐ ne sont pas entièrement payées.

☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 21 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 21-11-2024

Numéro du certificat : A-2
Nombre d'actions : 500 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date : 27-11-2024
Cause : Additionnal share issuance

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-2 CINQ CENT ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

« **Société** »

assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., c. S-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

TECHNO HOLDINGS INC.

est le détenteur de 500 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;

☐ sont assujetties à une convention d'actionnaires;

☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;

☐ ne sont pas entièrement payées.

☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 21 novembre 2024 à Montréal

_____
Michael Johnson

CANCELLED

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 27-11-2024

Numéro du certificat : A-3
Nombre d'actions : 2 500 000 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : Lisa Davis

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-3

DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

TECHNO HOLDINGS INC.

est le détenteur de 2 500 000 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 27 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 27-11-2024

Numéro du certificat : A-4
Nombre d'actions : 250 000 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-4

DEUX CENT CINQUANTE MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

QUANTUM VENTURES INC.

est le détenteur de 250 000 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 27 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 27-11-2024

Numéro du certificat : A-5
Nombre d'actions : 125 000 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-5

CENT VINGT CINQ MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

SOPHIE MARTEL

est le détenteur de 125 000 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☒ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 27 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

TECHNOCORP INC.
(nom de la Société)

ÉMISSION

Date : 27-11-2024

Numéro du certificat : A-6
Nombre d'actions : 250 000 actions
Désignation : Catégorie « A »

Émis en faveur de : TECHNO HOLDINGS INC.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
J'accuse réception du certificat ci-haut décrit :

_____
(signature)

TRANSFERT

Date :

No. du nouveau certificat :
Nombre d'actions transférées :
Transfert en faveur de :

ANNULATION

Date :
Cause :

NUMÉRO DE CERTIFICAT A-5

DEUX CENT CINQUANTE MILLE ACTIONS DE CATÉGORIE « A »

TECHNOCORP INC.

(la « **Société** »)
assujettie à la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)* (l.r.q., C. s-31.1) (la « **LSAQ** »)

CE CERTIFICAT ATTESTE QUE

MARTEL FAMILY TRUST

est le détenteur de 250 000 actions de catégorie « A » inscrites aux registres de la Société.

Les actions représentées par ce certificat :

☒ sont assujetties à des restrictions sur leur transfert indiquées aux statuts de la Société;
☐ sont assujetties à une convention unanime des actionnaires;
☐ sont assujetties à des droits grevant les actions en faveur de la Société;
☐ ne sont pas entièrement payées.
☐ ont une valeur nominale de valeur nominale des actions si applicable.

La catégorie ou la série d'actions représentées par ce certificat est assortie de droits ou de restrictions et la Société fournira sans frais à l'actionnaire le texte de ces droits et restrictions sur demande.

Ce certificat sera remplacé en cas de destruction, de perte ou de vol conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Société.

EN FOI DE QUOI, le présent certificat est signé au nom de la Société conformément aux dispositions de la LSAQ et ses règlements.

Ce 27 novembre 2024 à Montréal.

_____
Michael Johnson

Transfert

POUR VALEUR REÇUE, le/la soussigné(e), _____,
(cédant)
vend, cède et transfère, par les présentes, à _____
(cessionnaire)
actions _____,
(nombre) (désignation)

que je détiens dans le capital-actions de la Société et représentées par le présent certificat et nomme irrévocablement _____, à titre de mandataire pour inscrire ce transfert dans les registres de la Société, ce dernier étant autorisé à se faire remplacer.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce _____ jour de _____.

_____
(cédant)

REGISTRE DES PARTICULIERS AYANT UN CONTRÔLE IMPORTANT

TECHNOCORP INC.

Nom : Robert Bills

Date de naissance : 30 janvier 1965

Adresse : 8180, rue de Zurich, Brossard (Qc) J4A H3H

Juridiction de résidence : Canada

Date d'acquisition du contrôle important (jj/mm/aaaa)	Description des particuliers ayant un contrôle important	Description de la mesure prise par la Société	Tout autre renseignements réglementaire	Date de cessation du contrôle important (jj/mm/aaaa)
01-10-2013	Détenteur d'actions B équivalant à plus de 25% des actions votantes de TechnoHoldings Inc., laquelle est actionnaire unique de TechnoCorp Inc.	Analyse annuelle	-	
01-10-2013	Fiduciaire de Fiducie Beauregard laquelle est actionnaire unique de Faramir Investments Inc. cette dernière détenant des actions A équivalant à plus de 25% de la juste valeur marchande des actions en circulation de TechnoCorp Inc.	Analyse annuelle	-	